

**CONSEIL COMMUNAL DU 24 JANVIER 2013**  
**GEMEENTERAAD VAN 24 JANUARI 2013**

**SEANCE PUBLIQUE**  
**OPENBARE ZITTING**

**Présents - Aanwezig**

---

M. Michel Eylenbosch, Président/Voorzitter;  
M. Françoise Schepmans, Bourgmestre/Burgemeester;  
M. Ahmed El Khannouss, M. Sarah Turine, M. Patricia Vande Maele, M. Abdelkarim Haouari,  
M. Karim Majoros, M. Jan Gypers, M. Ann Gilles-Goris, M. Olivier Mahy, M. Annalisa  
Gadaleta, Echevins/Schepenen;  
M. Christian Magérus, M. Jamal Ikazban, M. Abdellah Achaoui, M. Houria Ouberri, M.  
Mohammadi Chahid, M. Pierre Vermeulen, M. Jamel Azaoum, M. Amet Gjanaj, M. Jef Van  
Damme, M. Khadija El Hajjaji, M. Olivia P'tito, M. Dina Bastin, M. Danielle Evraud, M. Luc  
Léonard, M. Mohamed El Abboudi, M. Lhoucine Ait Jeddig, M. Dirk De Block, M. Dirk  
Berckmans, M. Michaël Vossaert, M. Nader Rekik, M. Farida Tahar, M. Hassan Rahali, M.  
Shazia Manzoor, M. Georges Van Leeckwyck, M. Leonidas Papadiz, M. Nicole Linders -  
Dubocage, M. Roland Vandenhove, M. Laurie Careme-Palanga, M. Youssef Lakhroufi, M.  
Khadija Tamditi, M. Laura Pinti, Conseillers/Gemeenteraadsleden;  
M. Jacques De Winne, Secrétaire communal/Gemeentesecretaris;

**Excusés - Verontschuldigd**

---

M. Badia El Belghiti, M. Paulette Piquard, M. Tania Dekens  
Conseillères/Gemeenteraadsleden.

**Absents - Afwezig**

---

**Monsieur de Block demande que le point relatif à l'interpellation relative à la rue de Liverpool 18 soit développé avant d'entamer l'ordre du jour - Accepté à l'unanimité.**  
**Mijnheer De Block vraagt dat het punt betreffende de interpellatie over de Liverpoolstraat 18 zou worden uiteengezet, vooraleer te starten met de agenda - Aanvaard met eenparigheid van stemmen.**

**124. Objet : Secrétariat communal - Interpellation déposée par Monsieur De Block, Conseiller communal, relative à l'état d'insalubrité du bâtiment sis rue de Liverpool, 18 / Gemeentelijk secretariaat - Interpellatie ingediend door de Heer De Block, Gemeenteraadslid, betreffende de toestand van onbewoonbaarheid van het gebouw gelegen Liverpoolstraat 18.**

Le Conseil communal,

Entend Monsieur De Block, dans la lecture de son interpellation, dont le texte suit :

*Les habitants des logements sociaux situés à la Rue Liverpool 18 à Molenbeek-Saint-Jean crient leur désespoir quant à l'état d'abandon de leur bâtiment, appartenant au Logement Molenbeekois. Ils ont signalé plusieurs fois les problèmes, mais "on dirait qu'on nous a oublié..."*

*Les problèmes ne manquent pas:*

- *porte d'entrée cassée (et donc des "visiteurs" non-désirés), encombrants qui traînent depuis plus d'un an dans le jardin, un jardin devenu inaccessible à la plupart des habitants (l'accès par les caves étant coupé par la construction et fermeture d'un local de chauffage central), des caves dans un état pitoyable (Latifa: "J'ai peur d'y aller"),...*

*Mais ce qui révolte en particulier, ce sont les conditions de vie des familles, surtout dans les plus petits appartements. Plusieurs habitants témoignent de gros problèmes d'humidité et de moisissure, inévitables quand ce qui constitue le salon est aussi la cuisine et quand les appartements ne sont plus adaptés à la composition du ménage.*

- *Latifa vit avec son mari, un des grands-parents et ses deux enfants (une adolescente et un enfant) dans un appartement à 2 chambres, tandis qu'ils ont droit à 4 chambres. Une demande de mutation a été faite depuis 6 ans, mais ils attendent toujours... En avril 2012, elle a fait effectuer une étude par le CRIFI, qui parle d'un taux d'humidité de 90%, et constate la présence au-delà des normes légalement acceptable des allergènes suite aux moisissures. Sa fille est allergique. En octobre elle a envoyé les résultats de cette étude et une lettre de son médecin demandant le transfert vers un appartement salubre. Le Logement Molenbeekois n'a toujours pas répondu.*
- *La famille de Fatimata vit à 7 (!) personnes dans un appartement d'une (1) chambre. Il est inacceptable que depuis un mois, sa famille avec un bébé de quelques mois, n'ait pas d'eau chaude dans leur salle de bain. Tout cela en plein mois d'hiver. Deux de ses enfants sont malades. Elle aussi a demandé une mutation depuis 2010. Elle aussi a envoyé une lettre de son médecin, demandant un transfert vers un appartement mieux adapté. Elle non plus a reçu de réponse.*

*(La semaine dernière, la presse (DH, JT de TLB, Radio RTBF, et bientôt RTL), a amplement couvert la situation. Je vous joins les liens nécessaires en annexe.)*

*Il est complètement irresponsable de la part du Logement Molenbeekois et de la commune de Molenbeek-Saint-Jean de laisser traîner ces problèmes, signalés depuis des mois, et parfois plusieurs années. Ces conditions de logement mettent en danger la santé des gens.*

*D'abord, je tiens à exiger au nom des habitants, que le directeur Magotteaux, s'excuse pour les propos méprisants et culpabilisateurs envers les habitants qu'il a tenu à la presse. Au lieu de trouver des solutions pour les problèmes signalés, il a dit que les locataires sont responsables, qu'il n'y accorderait pas une priorité, que les locataires transportent leurs problèmes avec eux...*

- *Nous voulons demander qu'est-ce que l'échevin de logement compte faire, et qu'est-ce que l'administrateur délégué compte faire pour résoudre concrètement le cas des 2 familles? Comptent-ils interpellé le Logement Molenbeekois? Est-ce que la commune saisira son droit (et devoir) de contrôler la salubrité/hygiène des logements et de sanctionner en cas de refus de rénovation?*

*Nous avons été interpellés aussi par des habitants dans d'autres bâtiments et blocs appartenant au Logement Molenbeekois, qui se plaignent aussi d'humidité et de surpeuplement. On ne peut donc pas parler d'un cas isolé.*

- *Est-ce que la commune ou le Logement Molenbeekois a fait un état de lieu des problèmes de ses appartements, et d'humidité, de qualité de l'air?*
- *Quelle est l'équipe dont dispose le Logement Molenbeekois pour rénover et réparer son parc locatif? Est-elle suffisante?*
- *Pourquoi le Logement Molenbeekois n'a pas entamé plus de rénovations, n'a pas introduit plus de budgets pour rénover, quand on sait que les budgets de rénovation régionaux n'étaient pas épuisés?*
- *Combien de familles/appartements se trouvent dans une situation de surpeuplement? Est-ce que le chiffre de 1500, cité par Radio RTBF est correcte?*
- *Quelles sont la période d'attente en moyenne pour un logement social, et quelle est la période d'attente pour un logement social à 3 ou 4 chambres?*
- *Quelles seront les ambitions de cette majorité et du Logement Molenbeekois quant à la l'élargissement du parc de logements sociaux?*

*Dirk De Block, 18/1/2013*

Entend le Collège dans sa réponse.

**1. Objet : Secrétariat communal - Ordonnance du 12 janvier 2006 sur la transparence des rémunérations et avantages en nature des mandataires publics bruxellois - Règlement applicable aux Bourgmestre Echevins et Conseillers communaux.**

Le Conseil communal,

Vu l'ordonnance du 12 janvier 2006 sur la transparence des rémunérations et avantages en nature des mandataires publics bruxellois;

Considérant que le conseil communal doit arrêter dans le mois qui suit la prestation de serment des conseillers communaux issus du dernier scrutin communal la rémunération, le montant du jeton de présence, le montant des avantages en nature, des frais de représentation et la liste des outils de travail mis à la disposition des bourgmestre, échevins et conseillers communaux de la Commune de Molenbeek-Saint-Jean pour la législature 2012-2018 ;

Sur proposition du Collège échevinal en date du 26 décembre 2012 ;

Par 40 OUI, 1 NON, 1 abstention, décide :

Article unique

d'arrêter la rémunération, le montant du jeton de présence, le montant des avantages en nature, des frais de représentation et la liste des outils de travail mis à la disposition des

bourgmestre, échevins et conseillers communaux de la Commune de Molenbeek-Saint-Jean pour la législature 2012-2018 ;

## **Chapitre 1 : Statut pécuniaire des mandataires communaux**

### 1. Règles relatives à la fixation des traitements des Bourgmestre et Echevins

Le traitement des Bourgmestre et Echevins est calculé sur base de l'article 19 par.1er de la nouvelle loi communale.

Les montants bruts annuels sont les suivants:

bourgmestre: € 74.668,80 à 100%

échevin: € 56.001,60 à 100 %

#### 1.1. Paiement du traitement

Le traitement des bourgmestre et échevins est payé mensuellement à raison d'un douzième du traitement annuel. Il est payé anticipativement.

## 2. Allocations

### 2.1. Pécule de vacances et Allocation de fin d'année

Les bourgmestre et échevins bénéficient de ces allocations aux conditions des arrêtés royaux du 30.01.1979, du 23.10.1979 et du 16.11.2000.

### 3. Jeton de présence des conseillers communaux

Le montant du jeton de présence des conseillers communaux est fixé à 90,00 EUR (brut) .

## **Chapitre 2 : Support logistique**

### 1Avantages de toute nature:

La bourgmestre et les échevins ne bénéficient d'aucun avantage de toute nature.

### 2 Frais de représentation:

La bourgmestre et les échevins ne bénéficient d'aucun frais de représentation.

### 3 Outils de travail:

Est mis à la disposition de la Bourgmestre et des Echevins un appareil de téléphonie mobile pour lequel les frais d'abonnement, les frais d'activation et les frais de communication sont pris en charge pour un montant maximal de 100,00 EUR par mois TVAC.

Les montants mensuels qui excèdent ce plafond seront directement facturés aux bourgmestre et échevins par la société de téléphonie mobile.

## **Chapitre 3 : Divers**

### 1. Assurance collective soins de santé

Les bourgmestre et échevins peuvent adhérer à cette assurance aux mêmes conditions que les membres du personnel communal.

L'administration communale n'intervient pas dans le paiement de la prime.

La présente délibération sera transmise à la Cellule transparence du Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale et à l'autorité de Tutelle.

**1. Betreft: Gemeentelijk secretariaat - Ordonnantie van 12 januari 2006 betreffende de transparantie van de bezoldigingen en voordelen van de brusselse openbare mandatarissen - Reglement van toepassing op de Burgemeester, Schepenen en Gemeenteraadsleden.**

De Gemeenteraad,

Gelet op de ordonnantie van 12 januari 2006 betreffende de transparantie van de bezoldigingen en voordelen in natura van de Brusselse openbare mandatarissen;

Overwegende dat de gemeenteraad binnen de maand na zijn installatie een algemene beslissing dienst goed te keuren met het oog op de vaststelling van het bedrag van de bezoldigingen, presentiegelden, voordelen van alle aard, representatiekosten en de lijst van de werkinstrumenten die ter beschikking gesteld worden van de burgemeester, schepenen en gemeenteraadsleden van de Gemeente Sint-Jans-Molenbeek voor de legislatuur 2012-2018;

Op voorstel van het college van burgemeester en schepenen verenigd in zitting van 26 december 2012;

Met 40 JA,1 NEEN,1 onthouding, besluit :

Enig artikel

de bezoldiging, het bedrag van het presentiegeld, het bedrag van de voordelen in natura, de representatiekosten en de lijst met werkinstrumenten die ter beschikking gesteld worden van de Burgemeester, de Schepenen en de Gemeenteraadsleden van de gemeente Sint-Jans-Molenbeek, voor de legislatuur 2012-2018, vast te stellen.

**Hoofdstuk 1: Geldelijk statuut van de gemeentelijke mandatarissen**

1. Regels voor de vaststelling van de wedden van de Burgemeester en de Schepenen

De wedde van de Burgemeester en de Schepenen wordt berekend op basis van artikel 19 §1 van de nieuwe gemeentewet.

De brutobedragen zijn de volgende:

Burgemeester: € 74.668,80 à 100%

Schepen: € 56.001,60 à 100 %

1.1. Uitbetaling van de wedde

De wedde van de Burgemeester en de Schepenen wordt maandelijks uitbetaald, naar rata van een twaalfde van de jaarlijkse wedde. Deze wordt voorafbetaald.

2. Toelagen

2.1. Vakantiegeld en eindejaarstoelage

De Burgemeester en de Schepenen genieten deze toelagen aan de voorwaarden van de Koninklijke besluiten van 30.01.1979, 23.10.1979 en 16.11.2000.

3. Presentiegeld van de gemeenteraadsleden

Het bedrag van het presentiegeld van de gemeenteraadsleden is vastgesteld op 90,00 EUR (bruto).

## **Hoofdstuk 2: Logistieke ondersteuning**

### 1. Voordelen van alle aard:

De Burgemeester en de Schepenen genieten geen enkel voordeel van gelijk welke aard.

### 2. Representatiekosten:

De Burgemeester en de Schepenen genieten geen enkele representatiekosten.

### 3. Werkinstrumenten:

Wordt ter beschikking gesteld van de burgemeester en de schepenen een mobiele telefoonapparaat voor dewelke de abonnementskosten, de activatiekosten en de communicatiekosten ten laste genomen worden voor een maandelijks maximaal bedrag van 100,00 EUR BTWI.

De maandelijks bedragen die dit maximum overschrijden worden rechtstreeks gefactureerd aan de burgemeester en schepenen door de mobiele telefoonmaatschappij.

## **Hoofdstuk 3: Varia**

### 1. Groepsverzekering "gezondheidszorg"

De leden van het College van Burgemeester en Schepenen mogen deze verzekering aangaan, aan dezelfde voorwaarden als de leden van het gemeentepersoneel.

Het gemeentebestuur komt niet tegemoet in de uitbetaling van de premie.

Onderhavige beraadslaging zal aan de cel transparantie van het Ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en aan de toezichthoudende overheid overgemaakt worden.

***Le point 2 ayant trait à: Economie - Renouvellement du Conseil d'administration et de l'Assemblée générale de l'asbl Atrium Molenbeek-Centre, est retiré.***

***Punt 2 betreffende: Economie - Vernieuwen van de Bestuursraad en de Algemene vergadering van de vzw Atrium Molenbeek-Center, wordt ingetrokken.***

***Le point 3 ayant trait à: Economie - Renouvellement du Conseil d'administration et de l'Assemblée générale de l'asbl Atrium Karreveld, est retiré.***

***Punt 3 betreffende: Economie - Vernieuwen van de Bestuursraad en de Algemene vergadering van de vzw Atrium Karreveld, wordt ingetrokken.***

***Le point 4 ayant trait à: Economie - Renouvellement du Conseil d'administration et de l'Assemblée générale de l'asbl Atrium Chaussée de Ninove, est retiré.***

***Punt 4 betreffende: Economie - Vernieuwen van de Bestuursraad en de Algemene vergadering van de vzw Atrium Ninoofsesteenweg, wordt ingetrokken.***

***5. Objet : Informatique - Achat de matériel informatique - CIRB - Approbation du mode de financement.***

Le Conseil communal,

Vu la délibération du collège des Bourgmestre et Echevins du 19 décembre 2012 par laquelle il a été décidé de procéder à l'achat de matériel informatique via la centrale de marché du CIRB :

- pour un montant de 3.392,40 EUR TVAC à l'article 7624/742/53 du budget extraordinaire de l'exercice 2012 financé par des fonds d'emprunts ;
- pour un montant de 5.648,65 EUR TVAC à l'article 1390/742/53 du budget extraordinaire de l'exercice 2012 financé par des fonds d'emprunts ;
- pour un montant de 9.058,49 EUR TVAC à l'article 1390/742/53 du budget extraordinaire de l'exercice 2012 financé par des fonds d'emprunts ;
- pour un montant de 3.596,23 EUR TVAC à l'article 9304/742/53 du budget extraordinaire de l'exercice 2012 financé par des fonds d'emprunts ;
- pour un montant de 1.380,01 EUR TVAC à l'article 9301/742/53 du budget extraordinaire de l'exercice 2012 financé par des fonds d'emprunts ;
- pour un montant de 1.386,42 EUR TVAC à l'article 7626/742/53 du budget extraordinaire de l'exercice 2012 financé par des fonds d'emprunts ;
- pour un montant de 16.101,29 EUR TVAC à l'article 1390/742/53 du budget extraordinaire de l'exercice 2012 financé par des fonds d'emprunts ;
- pour un montant de 1.079,67 EUR TVAC à l'article 7340/742/53 du budget extraordinaire de l'exercice 2012 financé par des fonds d'emprunts ;
- pour un montant de 446,06 EUR TVAC à l'article 8440/742/53 du budget extraordinaire de l'exercice 2012 financé par des fonds d'emprunts ;
- pour un montant de 41.903,49 EUR TVAC à l'article 1390/742/53 du budget extraordinaire de l'exercice 2012 financé par des fonds d'emprunts ;
- pour un montant de 2.980,64 EUR TVAC à l'article 7340/742/53 du budget extraordinaire de l'exercice 2012 financé par des fonds d'emprunts ;
- pour un montant de 2.081,27 EUR TVAC à l'article 7671/742/53 du budget extraordinaire de l'exercice 2012 financé par des fonds d'emprunts ;
- pour un montant de 63,02 EUR TVAC à l'article 7611/742/53 du budget extraordinaire de l'exercice 2012 financé par des fonds d'emprunts ;
- pour un montant de 2.775,04 EUR TVAC à l'article 8324/742/53 du budget extraordinaire de l'exercice 2012 financé par des fonds d'emprunts ;
- pour un montant de 3.468,79 EUR TVAC à l'article 8440/742/53 du budget extraordinaire de l'exercice 2012 financé par des fonds d'emprunts ;
- pour un montant de 693,75 EUR TVAC à l'article 9221/742/53 du budget extraordinaire de l'exercice 2012 financé par des fonds d'emprunts ;

Vu l'arrête royal du 2 août 1990 portant règlement général sur la comptabilité communale ;

Considérant qu'il y a lieu d'approuver le mode de financement des dépenses susvisées ;

à l'unanimité, décide :

#### Article unique

D'approuver le mode de financement des dépenses susvisées.

La présente décision sera transmise à l'autorité de tutelle conformément à l'article 7 de l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative des communes de la Région de Bruxelles-Capitale.

#### **5. Betreft: Informatica - Aankoop van informaticamateriaal - CIBG - Goedkeuring van de financieringswijzen.**

De Gemeenteraad,

Gelet op de beraadslaging van het college van Burgemeester en Schepenen van 29 augustus 2012 waarbij besloten werd over te gaan tot de aankoop van informaticamateriaal via de aankoopcentrale van het CIRB :

- voor een bedrag van 3.392,40 EUR BTWI op artikel 7624/742/53 van de buitengewone begroting van 2012 gefinancierd door leningsfondsen;
- voor een bedrag van 5.648,65 EUR BTWI op artikel 1390/742/53 van de buitengewone begroting van 2012 gefinancierd door leningsfondsen;
- voor een bedrag van 9.058,49 EUR BTWI op artikel 1390/742/53 van de buitengewone begroting van 2012 gefinancierd door leningsfondsen;
- voor een bedrag van 3.596,23 EUR BTWI op artikel 9304/742/53 van de buitengewone begroting van 2012 gefinancierd door leningsfondsen;
- voor een bedrag van 1.380,01 EUR BTWI op artikel 9301/742/53 van de buitengewone begroting van 2012 gefinancierd door leningsfondsen;
- voor een bedrag van 1.386,42 EUR BTWI op artikel 7626/742/53 van de buitengewone begroting van 2012 gefinancierd door leningsfondsen;
- voor een bedrag van 16.101,29 EUR BTWI op artikel 1390/742/53 van de buitengewone begroting van 2012 gefinancierd door leningsfondsen;
- voor een bedrag van 1.079,67 EUR BTWI op artikel 7340/742/53 van de buitengewone begroting van 2012 gefinancierd door leningsfondsen;
- voor een bedrag van 446,06 EUR BTWI op artikel 8440/742/53 van de buitengewone begroting van 2012 gefinancierd door leningsfondsen;
- voor een bedrag van 41.903,49 EUR BTWI op artikel 1390/742/53 van de buitengewone begroting van 2012 gefinancierd door leningsfondsen;
- voor een bedrag van 2.980,64 EUR BTWI op artikel 7340/742/53 van de buitengewone begroting van 2012 gefinancierd door leningsfondsen;
- voor een bedrag van 2.081,27 EUR BTWI op artikel 7671/742/53 van de buitengewone begroting van 2012 gefinancierd door leningsfondsen;
- voor een bedrag van 63,02 EUR BTWI op artikel 7611/742/53 van de buitengewone begroting van 2012 gefinancierd door leningsfondsen;
- voor een bedrag van 2.775,04 EUR BTWI op artikel 8324/742/53 van de buitengewone begroting van 2012 gefinancierd door leningsfondsen;
- voor een bedrag van 3.468,79 EUR BTWI op artikel 8440/742/53 van de buitengewone begroting van 2012 gefinancierd door leningsfondsen;
- voor een bedrag van 693,75 EUR BTWI op artikel 9221/742/53 van de buitengewone begroting van 2012 gefinancierd door leningsfondsen;

Gezien het Koninklijk besluit van 2 augustus 1990 houdende het algemeen reglement op de gemeentelijke comptabiliteit;

Overwegende dat het nodig is de financieringswijze van deze uitgave goed te keuren;

Besluit eenparig:

Enig artikel

De financieringswijze van de bovenvermelde uitgaven goed te keuren.

Onderhavige beslissing zal overgemaakt worden aan de toezichhoudende overheid overeenkomstig artikel 7 van de ordonnantie van 14 mei 1998 tot regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

**6. #Objet : Communication - Modification de la composition de l'Assemblée générale de l'asbl Promouvoir la Culture à Molenbeek - Désignation des nouveaux membres. #**

Le Conseil communal,

Vu la délibération du Conseil communal du 1<sup>er</sup> mars 2007 relative à la désignation des représentants du Conseil communal siégeant à l'Assemblée générale de l'asbl « Promouvoir les Cultures à Molenbeek » ;

Vu la constitution le 26 avril 2012 de l'asbl « Promouvoir les Cultures à Molenbeek » dont le siège social se situe au n°67, chaussée de Merchtem à 1080 Bruxelles, et dont le n° d'entreprise est 0847.062.297 ;

Vu l'article 5 des Statuts de l'asbl « Promouvoir les Cultures à Molenbeek » indiquant que l'Assemblée générale se compose pour moitié au plus de représentants des pouvoirs publics (soit 7 Membres), et de représentants de la société civile et/ou du monde associatif ;

Considérant que les 7 Membres représentant les pouvoirs publics sont le Bourgmestre, 4 Conseillers communaux, un représentant mandaté par la Fédération Wallonie-Bruxelles et un représentant mandaté par la Commission communautaire française ;

Considérant que parmi les 4 Conseillers communaux, il s'agit d'inclure le Conseiller élu comme Echevin et chargé de la Culture française ou de la Cohésion sociale ;

Considérant que les Membres émanant du Conseil communal sont Messieurs Philippe Moureaux, Thierry Navarre et Olivier Mahy, et Mesdames Françoise Schepmans et Talbia Belhouari ;

Vu la délibération du Conseil communal du 22 mars 2012 désignant les Membres fondateurs issus de la société civile, à savoir Messieurs Dirk Deblieck, Michel Van Leeuw et Ali Benabid, et Mesdames Donatienne Deby, Alexandra Hauquier, Virginie Pochet et Elke Van den Bergh ;

Vu l'article 9 des Statuts de l'asbl « Promouvoir les Cultures à Molenbeek » indiquant que la qualité de Membre est liée aux conditions ayant présidé à leur désignation ou à leur reconnaissance en cette qualité ;

Vu la nécessité de pourvoir au remplacement, au sein de l'Assemblée générale, des conseillers communaux sortants perdant *de facto* la qualité de Membre ;

Considérant que Monsieur Philippe Moureaux a choisi de démissionner librement de son poste de Président de l'asbl le 19 octobre 2012 par lettre recommandée envoyée au Conseil d'Administration de l'asbl « Promouvoir les Cultures à Molenbeek » ;

Vu l'installation du nouveau Conseil communal le 3 décembre 2012 ;

Vu la fixation le 5 décembre 2012 des compétences au sein du Collège échevinal ;

Vu la délibération du Collège échevinal du 23 janvier 2013 ;

Considérant que Madame Elke Van den Bergh a changé de service, passant de Cultuurbeleid à la Maison des Cultures et de la Cohésion sociale ;

Par 40 OUI, 2 abstentions, décide :

#### Article 1

De désigner en son sein comme nouveaux Membres de l'Assemblée générale de l'asbl « Promouvoir les Cultures à Molenbeek » qui remplaceront les Membres sortants :

De facto par leur qualité de membre du Collège des Bourgmestre et Echevins :

- Madame Françoise SCHEPMANS, Bourgmestre, appelée à être la Présidente de l'asbl « Promouvoir les Cultures à Molenbeek » ;
- Madame Sarah TURINE, Echevine de la Cohésion sociale ; appelée à être la Vice-Présidente de l'asbl « Promouvoir les Cultures à Molenbeek » ;.

Sur décision du Conseil communal :

- Monsieur Georges VAN LEECKWYCK ;
- Monsieur Roland VANDENHOVE ;
- Monsieur Nader REKIK.

## Article 2

De désigner comme Membre en remplacement de Madame Elke Van den Bergh, Madame Tjorven Vanden Eynde, responsable du service Cultuurbeleid.

La présente décision sera transmise à l'Autorité de Tutelle conformément à l'article 7 de l'Ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative des communes de la Région de Bruxelles-Capitale.

## **6. Betreft: Communicatie - Wijziging van de samenstelling van de Algemene Vergadering van de VZW Promouvoir les cultures à Molenbeek - Aanstelling van de nieuwe leden.**

De Gemeenteraad,

Gelet op de beraadslaging van de Gemeenteraad van 1 maart 2007 betreffende de aanwijzing van de vertegenwoordigers van de Gemeenteraad die zetelen in de Algemene Vergadering van de vzw « Promouvoir les Cultures à Molenbeek » ;

Gelet op de oprichting op 26 april 2012 van de vzw « Promouvoir les Cultures à Molenbeek », waarvan de maatschappelijke zetel zich bevindt op het nr. 67 van de steenweg op Merchtem te 1080 Brussel, en waarvan het ondernemingsnummer 0847.062.297 is ;

Gelet op artikel 5 van de Statuten van de vzw « Promouvoir les Cultures à Molenbeek » waarin wordt aangegeven dat de Algemene Vergadering minstens voor de helft samengesteld is uit vertegenwoordigers van de overheid (hetzij 7 Leden), en vertegenwoordigers van de burgermaatschappij en/of de wereld van het verenigingsleven ;

Overwegende dat de 7 Leden die de overheid vertegenwoordigen de Burgemeester zijn, 4 Gemeenteraadsleden, een vertegenwoordiger die gemandateerd is door de Federatie Wallonië-Brussel en een vertegenwoordiger die gemandateerd is door de Franse Gemeenschapscommissie ;

Overwegende dat wat de 4 Gemeenteraadsleden betreft, het Raadslid dient te worden opgenomen dat verkozen is als Schepen, en belast met Franse Cultuur of Sociale samenhang ;

Overwegende dat de Leden die voortgekomen zijn uit de Gemeenteraad de Heren Philippe Moureaux, Thierry Navarre en Olivier Mahy zijn, en Mevrouwen Françoise Schepmans en Talbia Belhouari ;

Gelet op de beraadslaging van de Gemeenteraad van 22 maart 2012, tijdens dewelke de medeoprichtende Leden worden aangewezen die voortgekomen zijn uit de burgermaatschappij, namelijk de Heren Dirk Deblieck, Michel Van Leeuw en Ali Benabid, en Mevrouwen Donatienne Deby, Alexandra Hauquier, Virginie Pochet en Elke Van den Bergh ;

Gelet op artikel 9 van de Statuten van de vzw « Promouvoir les Cultures à Molenbeek » waarin wordt aangegeven dat de hoedanigheid van Lid gebonden is aan de voorwaarden waarvan bij hun aanwijzing of erkenning in die hoedanigheid uitgegaan is ;

Gelet op de noodzaak om te voorzien in de vervanging, in de Algemene Vergadering, van de uittredende gemeenteraadsleden, die *de facto* de hoedanigheid van Lid verliezen ;

Overwegende dat de Heer Philippe Moureaux ervoor gekozen heeft vrijwillig ontslag te nemen uit zijn ambt van Voorzitter van de vzw op 19 oktober 2012, per aangetekende brief die verstuurd is naar de Raad van Bestuur van de vzw « Promouvoir les Cultures à Molenbeek » ;

Gelet op de installatie van de nieuwe Gemeenteraad op 3 december 2012 ;

Gelet op de vastlegging op 5 december 2012 van de bevoegdheden in het Schepencollege ;

Gelet op de beraadslaging van het Schepencollege van 23 januari 2013;

Overwegende dat Mevrouw Elke Van den Bergh van dienst veranderd is, waarbij ze overgeschakeld is van Cultuurbeleid naar het Huis van Culturen en Sociale samenhang ;

Met 40 JA,2 onthoudingen, besluit :

#### Artikel 1

om uit de leden als nieuwe Leden van de Algemene Vergadering van de vzw « Promouvoir les Cultures à Molenbeek » aan te wijzen, die de uittredende leden zullen vervangen :

De facto wegens hun hoedanigheid van lid van het College van Burgemeester en Schepenen :

- Mevrouw Françoise SCHEPMANS, Burgemeester, die wordt aangewezen om Voorzitter te zijn van de vzw « Promouvoir les Cultures à Molenbeek » ;
- Mevrouw Sarah TURINE, Schepen van Sociale samenhang ; die Vice-Voorzitster moet zijn van de vzw « Promouvoir les Cultures à Molenbeek » ;.

Na een besluit van de Gemeenteraad :

- de Heer Georges VAN LEECKWYCK ;
- de Heer Roland VANDENHOVE ;
- de Heer Nader REKIK.

#### Artikel 2

Om ter vervanging van Mevrouw Elke Van den Bergh, Mevrouw Tjorven Vanden Eynde, verantwoordelijke van de dienst Cultuurbeleid, als Lid aan te wijzen.

Het onderhavig besluit zal worden overgemaakt aan de Voogdijoverheid, conform artikel 7 van de Ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

### **7. #Objet : Instruction publique - Enseignement communal francophone - Délégation de signature. #**

Le Conseil communal,

Considérant que le service de l'Instruction publique doit transmettre, en vue de la gestion des dossiers des établissements scolaires et de leur personnel, ainsi que ceux du Centre d'Inspection médicale scolaire et des stations de plein air communales, un nombre important de documents à signer par le pouvoir organisateur ;

Vu la nécessité d'envoyer certains documents dans des délais très restreints ;

Considérant que ces documents peuvent être signés par un délégué ou un représentant du pouvoir organisateur ;

Considérant que le pouvoir organisateur des établissements scolaires est le Conseil communal ;

Vu la proposition du Collège échevinal en date du 2 janvier 2013 ;

à l'unanimité, décide :

Article unique

de désigner le chef du service de l'Instruction publique francophone en qualité de délégué ou de représentant du pouvoir organisateur pour la signature des documents liés à la gestion courante des établissements scolaires francophones et de leur personnel subventionné, ainsi que du Centre d'Inspection médicale scolaire et des stations de plein air communales.

La présente décision sera transmise à l'autorité de tutelle conformément à l'article 7 de l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative des communes de la Région de Bruxelles-Capitale.

**7. Betreft: Openbaar onderwijs - Gemeentelijk Franstalig onderwijs - Opdracht van handtekening.**

De Gemeenteraad,

Considérant que le service de l'Instruction publique doit transmettre, en vue de la gestion des dossiers des établissements scolaires et de leur personnel, ainsi que ceux du Centre d'Inspection médicale scolaire et des stations de plein air communales, un nombre important de documents à signer par le pouvoir organisateur ;

Vu la nécessité d'envoyer certains documents dans des délais très restreints ;

Considérant que ces documents peuvent être signés par un délégué ou un représentant du pouvoir organisateur ;

Considérant que le pouvoir organisateur des établissements scolaires est le Conseil communal ;

Vu la proposition du Collège échevinal en date du 2 janvier 2013 ;

Besluit eenparig :

Article unique

de désigner le chef du service de l'Instruction publique francophone en qualité de délégué ou de représentant du pouvoir organisateur pour la signature des documents liés à la gestion courante des établissements scolaires francophones et de leur personnel subventionné, ainsi que du Centre d'Inspection médicale scolaire et des stations de plein air communales.

La présente décision sera transmise à l'autorité de tutelle conformément à l'article 7 de l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative des communes de la Région de Bruxelles-Capitale.

**8. Objet : Instruction publique - Enseignement fondamental communal - Lettre de mission relative à la fonction de direction d'école communale primaire, de régime linguistique francophone / Openbaar onderwijs - Franstalig gemeentelijk basisonderwijs - Functieomschrijving met betrekking tot het directieambt in het gemeentelijk Franstalig onderwijs.**

Le Conseil communal,

Vu le décret du 6 juin 1994 fixant le statut des membres du personnel subsidié de l'enseignement officiel subventionné, tel qu'il a été modifié ;

Vu le décret du 2 février 2007 fixant le statut des directeurs, tel qu'il a été modifié ;

Vu le protocole d'accord n°31 conclu suite à la réunion de la Commission Paritaire Locale pour l'enseignement communal subventionné de Molenbeek-Saint-Jean du 30 novembre 2012 ;

Considérant que le Conseil communal a décidé, en sa séance du 05 juillet 2012, de scinder les écoles communales fondamentales 9, 11 et 16 ; Ces dernières sont, depuis lors, des écoles exclusivement primaires ;

Vu la proposition du Collège échevinal en date du 2 janvier 2013 ;

à l'unanimité, décide :

Article unique

d'adopter la lettre de mission relative à la fonction de direction d'école communale primaire, de régime linguistique francophone, telle que reprise ci-après :

La présente délibération sera transmise à l'autorité de tutelle conformément à l'article 7 de l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative des communes de la Région de Bruxelles-Capitale.

**Lettre de mission pour le directeur  
Enseignement primaire  
Molenbeek-Saint-Jean**

**1. Identification du Pouvoir organisateur :**

Administration communale de Molenbeek-Saint-Jean  
rue du Comte de Flandre 20  
1080 Bruxelles

**- Identification de l'établissement scolaire :**

Nom :  
Adresse :

**3. Spécificités de l'établissement scolaire :**

- a. Type et structure de l'établissement scolaire (orientation d'étude, implantations, ...).
- b. Descriptif de l'état des lieux (historique et « état de santé » de l'établissement).
- c. Environnement social et économique de l'établissement.

#### **4. Identification du directeur:**

Nom, prénom :

#### **5. Durée de validité de la lettre de mission :**

*La lettre de mission a une durée de validité de 6 ans.*

*Le contenu de la lettre de mission peut néanmoins être modifié avant cette échéance et au plus tôt après 2 ans, notamment en raison de l'évolution du fonctionnement ou des besoins de l'établissement, par le Pouvoir organisateur, soit d'initiative, à la demande du directeur.*

*Le contenu de la lettre de mission des directeurs stagiaires peut être modifié au plus tôt après six mois.*

#### **6. Mission générale et missions spécifiques telles que prévues par la législation en vigueur :**

*Toutes les missions dévolues au directeur par la législation en vigueur font partie de cette lettre de mission, notamment celles prévues par le décret fixant le statut des directeurs.*

*Le directeur exerce ces missions selon le mandat que lui donne le Pouvoir organisateur.*

*En particulier :*

- 1. Le directeur met en oeuvre au sein de l'établissement scolaire la politique éducative du Pouvoir organisateur dans le respect des dispositions décrétales de la Communauté française.*
- 2. Le directeur est le représentant du Pouvoir organisateur auprès du service général d'inspection.*
- 3. Le directeur a une compétence générale d'organisation de l'établissement.*
- 4. Il analyse régulièrement la situation de l'établissement scolaire et promeut les adaptations nécessaires.*
- 5. Le directeur assure la gestion et la coordination de l'équipe éducative.*
  - Dans ce cadre, il organise notamment les services de l'ensemble des personnels, coordonne leur travail et leur fixe des objectifs en fonction de leurs compétences et des textes qui régissent leurs missions.*
  - Dans cette optique, le chef d'établissement suscite l'esprit d'équipe, veille au développement de la communication et du dialogue avec l'ensemble des acteurs de l'établissement scolaire et gère les conflits. Il veille également à l'accueil et l'intégration des nouveaux personnels, ainsi qu'à l'accompagnement des personnels en difficulté.*
- 6. Il suscite et gère la participation des membres du personnel aux formations en cours de carrière, obligatoires et volontaires au bénéfice de l'enseignement dispensé dans l'établissement.*
- 7. Le directeur est responsable des relations de l'établissement scolaire avec les élèves,*

*les parents. Dans ce cadre, le directeur veille notamment à développer l'accueil et le dialogue vis-à-vis des élèves, des parents.*

- 8. Il vise à l'intégration de tous les élèves, favorise leur bonne orientation et encourage le développement de leur expression citoyenne.*
- 9. Il fait respecter le règlement d'ordre intérieur de l'établissement scolaire et prend, le cas échéant, les mesures nécessaires.*
- 10. Le directeur est le représentant de son établissement scolaire dans le cadre de ses relations extérieures.*
  - Dans cette optique, il s'efforce, selon les possibilités, d'entretenir et de favoriser ces dernières et assure les relations publiques de son établissement scolaire. Il assure la coordination des actions à mener notamment avec les centres PMS.*
  - Il peut également nouer des contacts avec le monde économique et socio-culturel local, de même qu'avec les organismes de protection de la jeunesse, d'aide à l'enfance et d'aide à la jeunesse.*
- 11. Le directeur organise les horaires et les attributions des membres du personnel dans le cadre de la législation existante et dans le respect des consignes du pouvoir organisateur. Il gère les dossiers des élèves.*
- 12. Il veille, le cas échéant, à la bonne organisation des organes officiels de concertation et aux conseils de classe.*
- 13. Il veille par ailleurs à l'application des consignes de sécurité et d'hygiène au sein de l'établissement.*
- 14. Le directeur assure la gestion de l'établissement scolaire sur le plan pédagogique et éducatif.*
  - Dans cette optique, il anime la politique pédagogique et éducative de l'établissement et évalue la pertinence des attitudes, des méthodes et des moyens mis en oeuvre par les membres de l'équipe éducative.*
  - Il pilote le projet d'établissement, le met en oeuvre en concertation avec tous les acteurs de l'équipe de l'établissement scolaire et veille à l'actualiser.*
- 15. Le directeur s'assure de l'adéquation entre les apprentissages, les socles de compétences, les compétences terminales, les profils de formation et les programmes ou les dossiers pédagogiques. Il veille à la bonne organisation des évaluations certificatives et des évaluations externes au sein de l'établissement scolaire.*
- 16. Dans le respect de la liberté du Pouvoir organisateur en matière de méthode pédagogique, le directeur collabore avec le service général d'inspection et les autres services pédagogiques.*
- 17. La direction est garante de l'exécution des décisions prises par la pouvoir organisateur et par l'équipe de l'établissement.*

## **7. Missions spécifiques et délégations attribuées par le Pouvoir organisateur :**

### **Missions spécifiques :**

*Le directeur est le garant :*

- *de l'application du Projet éducatif et du projet pédagogique adopté par le Pouvoir organisateur ;*
- *du respect des procédures de recours ;*
- *de l'application des méthodes pédagogiques propres au Pouvoir organisateur ;*
- *de l'application des programmes adoptés par le Pouvoir organisateur ;*
- *du respect du principe de la neutralité de l'enseignement<sup>1</sup> ;*
  
- *de la bonne gestion financière et comptable des entrées et dépenses, et s'assure de prendre toutes les dispositions nécessaires ;*
- *de la promotion du bien-être au travail et veille à la charge psychosociale (stress, harcèlement, ...) pouvant être occasionnée par la charge de travail en orientant les membres de l'établissement vers les services adéquats (personne de confiance, ...) ;*
- *de la sécurité des données et des informations à caractère personnel qui lui sont confiées ; cette obligation s'inscrit dans le devoir de réserve qui doit être respecté en toutes circonstances.*

### **Délégations :**

#### **1. Définies par le Pouvoir organisateur pour l'exercice des missions générales suivantes :**

- *Le directeur est le représentant du Pouvoir organisateur auprès des services du Gouvernement.*
  
- *Le directeur est responsable des relations de l'établissement avec les tiers. Dans ce cadre, le directeur veille notamment à développer l'accueil et le dialogue vis-à-vis des tiers.*
  
- *Il assure la coordination des actions à mener notamment avec les centres PMS et peut établir des partenariats. Il peut également nouer des contacts avec le monde économique et socio-culturel local.*
  
- *Le directeur gère les dossiers des membres du personnel.*
  
- *Le directeur gère les ressources matérielles et financières de l'établissement selon le mandat qui lui est précisé dans le volet spécifique de cette lettre de mission.*

#### **2. Données par le Pouvoir organisateur selon les modalités qu'il précise :**

- *Contact avec la presse : le directeur ne peut faire des déclarations aux représentants de la presse ou faire entrer ceux-ci dans l'établissement qu'avec l'accord express du Pouvoir organisateur. Le directeur veille à ce que cette consigne soit respectée par tous les membres du personnel de l'établissement (application du devoir de réserve).*
  
- *Gestion des bâtiments scolaires : Le directeur assure, en bon père de famille, la gestion des bâtiments scolaires qui lui sont confiés. Cela signifie qu'il doit prendre ou*

---

<sup>1</sup> Décret du 17/12/ 2003 organisant la neutralité inhérente à l'enseignement officiel subventionné et portant diverses mesures en matière d'enseignement (M.B. Du 21/01/2004) et Arrêté du Gouvernement de la communauté française du 16/06/2004 fixant le modèle d'adhésion d'un pouvoir organisateur à la neutralité inhérente à l'enseignement officiel subventionné par la communauté française (M.B. du 27/08/2004)

*faire prendre par son personnel les mesures qui s'imposent pour éviter les dégradations ou l'aggravation des dégradations (exemple : protection des canalisations en cas de gel, fermeture du compteur en cas de fuite, etc.)*

*Il doit immédiatement avertir le Pouvoir organisateur et les services techniques compétents, par téléphone, par fax, par e-mail, ou par bon (s'il n'y a pas d'urgence.)*

*Il ne peut jamais faire appel à une entreprise pour faire procéder à des travaux dans les bâtiments scolaires communaux. S'il le faisait, les frais en seraient à sa charge.*

- *Exclusion des élèves : le Pouvoir organisateur a décidé, de désigner les directions d'établissement scolaires fondamentales francophones, chacune pour ce qui concerne l'établissement dont elle est responsable, comme « délégué du Pouvoir organisateur » au sens des articles 89 et 90 du décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'Enseignement Fondamental et des structures propres à les atteindre, articles qui règlent la procédure d'exclusion définitive d'un élève régulièrement inscrit dans un établissement d'enseignement subventionné.*

*Les directions d'établissement qui ne souhaitent pas se prononcer en matière d'exclusion définitive, peuvent laisser cette responsabilité au Pouvoir organisateur.*

*- Inspection des membres du personnel : le directeur est tenu de rédiger, chaque année, un rapport sur le travail et le comportement au travail de tous les membres du personnel affectés dans son établissement. Il est tenu de se positionner dans ce rapport sur la qualité du travail et sur le comportement de l'intéressé.*

*- Les directions n'ont pas délégation pour signer des conventions avec des associations ou organismes extérieurs, conventions qui pourraient engager financièrement l'Administration, à court, moyen ou long terme.*

*La direction qui signe une convention grâce à la caisse de l'établissement en assume personnellement la responsabilité.*

## **8. Date et signature du délégué du Pouvoir organisateur et du directeur :**

*Le directeur doit tout mettre en oeuvre pour accomplir au mieux les missions déterminées dans la présente lettre de mission et dans le cadre des moyens qui sont mis à sa disposition.*

*Dans toute situation particulière ou imprévue, le directeur, dans le cadre de sa mission générale d'organisation, prend toute mesure nécessaire destinée à préserver la bonne marche de l'établissement. Il en réfère sans délais à son Pouvoir organisateur.*

*Date :*

*Signatures :*

*Le délégué du Pouvoir organisateur*

*Le directeur*

**9. Objet : Instruction publique - Enseignement fondamental communal - Lettre de mission - Educateur-économe - Institut Machtens - Promotion sociale / Openbaar Onderwijs - Gemeentelijk Franstalig onderwijs - Functieomschrijving - Opvoeder-econoom - Edmond Machtensinstituut - Sociale promotie.**

Le Conseil communal,

Vu le décret du 6 juin 1994 fixant le statut des membres du personnel subsidié de l'enseignement officiel subventionné, tel qu'il a été modifié;

Vu le décret du 2 février 2007 fixant le statut des directeurs, tel qu'il a été modifié ;

Vu le protocole d'accord n°32 conclu suite à la réunion de la Commission Paritaire Locale pour l'enseignement communal subventionné de Molenbeek-Saint-Jean du 30 novembre 2012 ;

Vu la proposition du Collège échevinal en date du 2 janvier 2013 ;

à l'unanimité, décide :

Article unique

d'adopter la lettre de mission relative à la fonction d'éducateur-économe – Institut Machtens – Enseignement communal francophone de Promotion sociale telle que reprise ci-après :

La présente décision sera transmise à l'autorité de tutelle conformément à l'article 7 de l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative des communes de la Région de Bruxelles-Capitale.

**Lettre de mission pour l'éducateur économe  
Enseignement de Promotion sociale  
Molenbeek-Saint-Jean**

**2. Identification du Pouvoir organisateur :**

Administration communale de Molenbeek-Saint-Jean  
rue du Comte de Flandre 20  
1080 Bruxelles

**- Identification de l'établissement scolaire :**

Nom : Institut Machtens – Enseignement communal de Promotion sociale  
Adresse : rue Tazieaux 25 – 1080 Bruxelles

**4. Spécificités de l'établissement scolaire :**

- A. *Enseignement de Promotion sociale (SI et SS) – Enseignement Supérieur de type court de Promotion sociale. Etablissement d'enseignement communal officiel subventionné. Trois sections y sont organisées : Bachelier en tourisme, langues (néerlandais, anglais, français) et informatique.*
- B. *Les premières formations d'enseignement de promotion sociale de l'Institut Machtens ont commencé le 1<sup>er</sup> octobre 1956. Situé à l'origine chaussée de Gand 49, l'Institut Machtens aménagea en septembre 1996 dans ses locaux actuels.*

C. *Etablissement en Discriminations positives - Population : demandeurs d'emploi, personnes socialement défavorisées, personnes qui ont des difficultés (principalement à l'écrit) avec le maniement de la langue française.*

#### **5. Identification du directeur:**

Nom, prénom : Madame Stéphanie PITZ

#### **6. Durée de validité de la lettre de mission :**

La lettre de mission a une durée de validité de 6 ans.

Le contenu de la lettre de mission peut néanmoins être modifié avant cette échéance et au plus tôt après 2 ans, notamment en raison de l'évolution du fonctionnement ou des besoins de l'établissement, par le Pouvoir organisateur, soit d'initiative, à la demande du directeur.

Le contenu de la lettre de mission des éducateurs économes peut être modifié au plus tôt après six mois.

#### **7. Mission générale et missions spécifiques telles que prévues par la législation en vigueur :**

Toutes les missions dévolues à l'éducateur économe par la législation en vigueur font partie de cette lettre de mission, notamment celles prévues par le décret fixant le statut des directeurs.

L'éducateur-économe exerce ces missions relatives à la gestion financière et matérielle sous l'autorité du chef d'établissement. Sans dépasser le mandat que le chef d'établissement a reçu du pouvoir organisateur, ce dernier peut déléguer – en tout ou en partie - la responsabilité et la compétence de décision pour certains aspects relatifs à la gestion financière et matérielle de l'établissement.

**L'annexe 8 de l'Arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 04 juillet 2002 précisant les attributions et définissant les profils de fonction des titulaires d'une fonction de promotion et de sélection en application de l'article 18 du décret du 4 janvier 1999 relatif aux fonctions de promotion et de sélection définit les attributions de l'éducateur-économe dans les domaines suivants :**

➤ **Aspects relatifs à la gestion matérielle :**

*L'éducateur économe assure notamment la gestion des équipements, des locaux et des bâtiments.*

➤ **Aspects relatifs à la gestion comptable :**

*L'éducateur économe assure la tenue de la comptabilité, de l'inventaire et des archives comptables. Il aide aussi la direction dans la gestion des recettes et des dépenses.*

➤ **Aspects relatifs à la gestion du personnel administratif et ouvrier :**

*L'éducateur économe constitue et tient à jour les dossiers administratifs et pécuniaires (inscriptions, attestations de réussite, procès-verbaux des délibérations,...) ainsi que les documents sociaux des étudiants.*

Dans l'exécution de ses missions, et conformément aux dispositions de l'annexe 8 de l'Arrêté du Gouvernement de la Communauté française précité, l'éducateur économe doit faire preuve des qualités suivantes :

➤ **Sur le plan relationnel :**

- *disponibilité ;*
- *probité ;*
- *sens des responsabilités ;*
- *esprit d'initiative et de décision dans le respect de la hiérarchie ;*
- *sens du dialogue ;*
- *bonne communication écrite et orale ;*
- *esprit d'équipe, d'entraide ;*
- *ouverture aux autres.*

➤ **Sur le plan des qualités techniques :**

- *rigueur, ordre et méthode de travail ;*
- *ouverture à la formation, à l'information, à la documentation ;*
- *connaissance des lois et règlements ainsi que des circulaires ;*
- *capacité à utiliser l'outil informatique, les logiciels comptables spécifiques et à appliquer les techniques d'archivage.*

**8. Conclusion :**

Compte tenu de la place centrale qu'il occupe au sein de l'institut, l'éducateur économe doit être capable de nouer de bonnes relations tant avec l'équipe pédagogique et le public qu'il accueille qu'avec les partenaires extérieurs de l'établissement. En outre, dans l'accomplissement de ses missions administratives, il devra suivre l'évolution de la législation ainsi que des méthodes de travail qui lui permettent d'assurer le bon fonctionnement de l'établissement.

**9. Date et signature du délégué du Pouvoir organisateur et de l'éducateur-économe:**

L'éducateur économe doit mettre tout en œuvre pour accomplir les missions déterminées dans la présente lettre de mission et ce, dans le cadre des moyens qui sont mis à sa disposition.

Dans toute situation particulière ou imprévue, l'éducateur économe, dans le cadre de sa mission générale, prend toute mesure nécessaire destinée à préserver la bonne marche de l'établissement. Il en réfère sans délais à son chef d'établissement.

Date :

Signatures :

Le délégué du Pouvoir organisateur  
économe

L'éducateur

**Madame Vande Maele quitte la séance.  
Mevrouw Vande Maele verlaat de zitting.**

**10. Betreft: Nederlandstalig onderwijs - Overeenkomst tussen het Gemeentebestuur en het Koninklijk Atheneum Toverfluit Sint-Jans-Molenbeek voor het gebruik van de infrastructuur van januari tot juni 2013 / Enseignement néerlandophone - Approbation de la convention entre l'Administration communale et het Koninklijk Atheneum Toverfluit Sint-Jans-Molenbeek pour l'utilisation de l'infrastructure de janvier à juin 2013.**

De Gemeenteraad,

Overwegende dat de gemeentelijke Nederlandstalige basisschool Paloke geen turnzaal heeft;

Overwegende dat het Koninklijk Atheneum Toverfluit Sint-Jans-Molenbeek over een sportzaal beschikt;

Overwegende dat de sportzaal iedere vrijdagvoormiddag gedurende het schooljaar 2012-2013 gebruikt kan worden, met andere woorden 20 keer;

Gezien de tarieven voor de huur van de sporthal gewijzigd werden met ingang vanaf 7 januari 2013, meer bepaald aan de prijs van € 88 per voormiddag (4 lestijden) en dus bijgevolg verhoogd werden ten opzichte van de voorbije schooljaren;

Gelet op het advies van de dienst Betwiste zaken van de identieke overeenkomst van de 3 voorbije schooljaren;

Gezien het schepencollege in datum van 16 januari 2013;

besluit eenparig :

Artikel 1

de volgende overeenkomst goed te keuren :

Overeenkomst voor het gebruik van de infrastructuur (sportzaal) van het Koninklijk Atheneum Toverfluit Sint-Jans-Molenbeek.

Overeenkomst tussen ondergetekenden :

enerzijds het gemeentebestuur van Sint-Jans-Molenbeek vertegenwoordigd door Jacques De Winne, Gemeentesecretaris of Carine Van Campenhout, waarnemend secretaris, en Annalisa Gadaleta, Schepen van Nederlandstalige aangelegenheden, Graaf van Vlaanderenstraat 20, 1080 Brussel,

en anderzijds Erwin De Mulder, directeur van het Koninklijk Atheneum Toverfluit, Toverfluitstraat 19-21, 1080 Brussel

voor het gebruik van de sportzaal van het Koninklijk Atheneum Toverfluit iedere vrijdagvoormiddag voor 4 lestijden aan de prijs van €88 per voormiddag door de Nederlandstalige gemeenteschool Paloke vanaf 7 januari 2013 tot en met 21 juni 2013 inclusief (20 vrijdagvoormiddagen in totaal);

Het gemeentebestuur is verplicht twee verzekeringspolissen af te sluiten :  
1° inzake burgerlijke en contractuele afspraken (polisnummer 45.057.703)  
2° tegen brand- en waterschade (polisnummer 38.027.292)

De storting van de verzekeringspremies gebeurt rechtstreeks op rekeningnummer van Ethias Hasselt;

Het bedrag van het huurgeld en de verschuldigde premies dient minstens vijftien dagen voor de datum van de ingebruikneming gestort te worden en de betalingsbewijzen afgeleverd.

Opgemaakt te Sint-Jans-Molenbeek op ..... 2013

Op last,

Jacques De Winne,  
Gemeentesecretaris,  
Of Carine Van Campenhout,  
Waarnemend secretaris

Annalisa Gadaleta,  
Schepen van Nederlandstalige  
aangelegenheden

Erwin De Mulder,  
Directeur van  
Toverfluit

#### Artikel 2

Het gebruik van de sportzaal van het Koninklijk Atheneum Toverfluit iedere vrijdagvoormiddag voor 4 lestijden aan de prijs van €1760 door de Nederlandstalige gemeenteschool Paloke vanaf 1 januari 2013 tot en met 21 juni 2013 inclusief (20 keer in totaal) goed te keuren;

#### Artikel 3

de uitgave voor de huur van de sportzaal geraamd op € 1760 voor de periode januari-juni 2013 te boeken op artikel 722/126/01 van de begroting 2013 en de uitgave voor de verzekeringen geraamd op € 125 te boeken op artikel 0500/124/08 van de begroting 2013.

#### Artikel 4

Twee verzekeringspolissen af te sluiten:

1° inzake burgerlijke en contractuele afspraken (polisnummer 45.057.703)

2° tegen brand- en waterschade (polisnummer 38.027.292)

En de verzekeringspremies rechtstreeks op rekeningnummer van Ethias Hasselt te storten.

#### Artikel 5

De vernoemde verzekeringspolissen uit artikel 4 niet meer uit te betalen, wegens de overeenkomst goedgekeurd door de gemeenteraad in datum van 26 augustus 2012 waarbij beide polissen gelden voor het volledige schooljaar 2012-2013.

Beslissing over te maken aan de Gemeentekassa (B4) en aan de Dienst Begroting (B6) en de dienst Betwiste Zaken (B19).

**11. Betreft: Nederlandstalig onderwijs - Princiëpsbeslissing tot het vervangen van de huidige schoolraden - 2013-2017 / Enseignement néerlandophone - Décision de principe pour le renouvellement des conseils de participation actuels - 2013-2017.**

De Gemeenteraad,

Gelet op het Decreet van 2 april 2004 betreffende participatie op school en de Vlaamse Onderwijsraad, inzonderheid artikel 12§1, laatste lid;

Overwegende dat de huidige mandaten van de schoolraden normaliter aflopen op 31 maart 2013;

Overwegende dat de schoolraad wordt samengesteld, hetzij door verkiezingen, hetzij door aanduiding vanuit de ouderraad, de pedagogische raad en de leerlingenraad;

Overwegende dat er tot uiterlijk 10 januari 2013 de mogelijkheid is geboden om de oprichting van een ouderraad, pedagogische raad en een leerlingenraad te vragen via een bevraging die werd gecommuniceerd aan de ouders, de leerkrachten en de leerlingen;

Gezien de resultaten van de bevraging in de 5 Nederlandstalige gemeentelijke basisscholen blijkt dat er:

geen vraag is gekomen van de ouders om een ouderraad op te richten voor school Regenboog, Windekind, Tijn Uylenspiegel en Paloke

een vraag is gekomen van ten minste 10% en ten minste 3 ouders om een ouderraad op te richten voor school Windroos

geen vraag is gekomen van de personeelsleden om een pedagogische raad op te richten voor geen enkele van de 5 Nederlandstalige gemeentelijke basisscholen

een vraag is gekomen van ten minste 10% en ten minste 3 leerlingen om een leerlingenraad op te richten voor school Regenboog, Windekind, Tijn Uylenspiegel, Paloke en Windroos

Overwegende dat er in de Nederlandstalige gemeentescholen bijgevolg enkel een deelraad, meer bepaald een ouderraad, in school Windroos zal bestaan;

Overwegende dat de schoolraad bijgevolg in school Windroos, voor wat de geleding ouders betreft, door aanduiding zal worden samengesteld;

Overwegende dat de schoolraden bijgevolg, afhankelijk of een deelraad al dan niet wordt opgericht, door verkiezingen zullen worden samengesteld indien het aantal kandidaturen voor de geleding ouders van de schoolraad en de geleding van het personeel van de schoolraad telkens meer dan 3 bedraagt, volgens de bepalingen uit het verkiezingsreglement voor de geleding ouders van de schoolraad en volgens de bepalingen uit het verkiezingsreglement voor de geleding van het personeel van de schoolraad, beide goedgekeurd door de gemeenteraad in de zitting van 18 november 2004;

Gezien het advies van de schoolraad;

Gelet op de nieuwe gemeentewet;

Gezien het Schepencollege in datum van 23/01/2013;

besluit eenparig :

#### Enig artikel

De ouderraad van school Windroos te machtigen om hun vertegenwoordiging in de schoolraad voor de geleding ouders in de gemeentelijke Windroos, Kortrijkstraat 52 te vernieuwen

en

de schoolraden in de gemeentelijke Nederlandstalige onderwijsinstellingen,  
Windekind, Jean-Baptiste Decockstraat 54, voor alle geledingen, zowel ouders als leerkrachten

Windroos, Kortrijkstraat 52, enkel voor de geleding leerkrachten

Tijn Uylenspiegel, De Konickstraat 63, voor alle geledingen, zowel ouders als leerkrachten

Paloke, Ninoofsesteenweg 100, voor alle geledingen, zowel ouders als leerkrachten

Regenboog, Uilensstraat 83, voor alle geledingen, zowel ouders als leerkrachten

te vernieuwen, door (eventuele) verkiezingen, afhankelijk van de binnengekomen kandidaturen.

***Monsieur Vermeulen quitte la séance.  
Mijnheer Vermeulen verlaat de zitting.***

## **12. #Objet : Relations internationales - Subvention à l'association Coordination Euro-Méditerranéenne de la Solidarité (CEMS). #**

Le Conseil communal,

Vu les politiques sectorielles inscrites dans la volonté communale de participer à l'effort commun pour un développement durable de la planète ;

Vu le Plan de Développement Communal de Molenbeek-Saint-Jean du 13 juin 2003 et plus particulièrement le point 2,14 sur le développement durable ;

Considérant que « le développement durable s'appuie sur trois principes de solidarité, de précaution et de participation. Pour promouvoir le développement durable, il faut en outre, tenir compte de quatre dimensions: la solidarité entre pays riches et pays moins développés,...» ;

Considérant que le service des Relations Internationales accompagne les citoyens et/ou les associations qui souhaitent s'impliquer dans les projets de solidarité internationale ;

Considérant que « RifSecours » est une association humanitaire (asbl) qui essaye avec ses moyens d'apporter sa contribution et son soutien pour aider les populations démunies des régions défavorisées du Maroc, en particulier dans la région du Rif- Midar ;

Considérant que l'ASBL « Rifsecours » est devenue actuellement l'Association Coordination Euro-Méditerranéenne de Solidarité (CEMS) ;

Considérant que cette association œuvre dans le domaine de la coopération au développement, notamment par l'aide aux personnes malades et particulièrement des insuffisants rénaux indigents de la région des cercles de RIF et Driouch (Province de Nador, Maroc) ;

Vu le courrier de l'Association CEMS du 5 novembre relatif à la demande d'un financement pour donner naissance à un centre d'hémodialyse pour la ville de Sidi Slimane au Maroc ;

Considérant que le budget communal 2012, prévoit à l'article 1500/332/02 un subside de 2000,00 EUR destiné à financer certains frais de fonctionnement de l'association « CEMS» ;

Considérant que ce subside sera liquidé à l'Association «CEMS», située rue du Presbytère, 25 à Molenbeek-Saint-Jean, sur le compte à vue n°001-5095903-84 dont elle dispose à l'agence BNP PARIBAS;

Considérant que le service des Relations Internationales se charge de coordonner les modalités du programme ;

Sur proposition du Collège échevinal en date du 26 décembre 2012 ;

à l'unanimité, décide :

### Article 1

D'octroyer un subside d'un montant de 2000,00 EUR à l'Association «CEMS» ;

### Article 2

D'imputer la dépense de 2000,00 EUR à l'article 1500/332/02 du budget 2012 ;

### Article 3

De charger le service des Relations Internationales de prendre les dispositions requises à cet effet.

## **12. Betreft: Internationale betrekkingen - Toelage aan de vereniging Coordination Euro-Méditerranéenne de la Solidarité (CEMS).**

De Gemeenteraad,

Gelet op het sectoraal beleid dat kadert in de intentie van de gemeente om bij te dragen tot de gemeenschappelijke inspanning voor duurzame ontwikkeling van de planeet ;

Gelet op het Gemeentelijk Ontwikkelingsplan van Sint-Jans-Molenbeek van 13 juni 2003, meer bepaald punt 2,14 over duurzame ontwikkeling ;

Overwegende dat « duurzame ontwikkeling steunt op drie principes: solidariteit, voorzorg en participatie » en dat « men zich bovendien, met het oog op het bevorderen van duurzame ontwikkeling, moet bekommeren om solidariteit tussen rijke en minder ontwikkelde landen, enz. » ;

Overwegende dat de IVZW Africa SSA prioritair streeft naar gezondheidsbevordering, in de brede zin van het woord (gaande van de vitale behoeften tot welzijn (of meer welzijn), onderwijs, opleiding en het sociale) ;

Overwegende dat de activiteiten van de IVZW Africa SSA steunen op 3 hoofdlijnen :

- tegemoet komen aan de behoeften en prioriteiten die ter plekke vastgesteld zijn, dit in nauwe samenwerking met de bevolking zelf ;
- een strategie toepassen van coördinatie en complementariteit met hetgeen lokaal aanwezig is ;
- werken zonder grote budgetten voor administratie en promotie : elke gestorte euro moet worden bestemd voor initiatieven ter plekke ;

Overwegende dat voor het actieterrein wordt gefocust op drie landen :

de Republiek Senegal (Saly Niak niakhal, weg naar Mbour) ;  
de Democratische Republiek Kongo (Kinshasa) ;  
het Koninkrijk Marokko (Casablanca) ;

Gelet op het schrijven van de IVZW Africa SSA van 7 november 2012 met betrekking tot het verzoek om financiering, teneinde een bijdrage te leveren voor de bouw van een dispensarium te Mbour (Senegal) en de inrichting van een dispensarium te Taroudant (Marokko) ;

Overwegende dat in de begroting 2012 onder artikel 1500/332/02 voorzien is in 2.000 € voor het project te Mbour in Senegal, en in 2000,00 EUR voor het project te Taroudant in Marokko, met het oog op financiering van de kosten voor de bouw en de voorzieningen van de dispensaria ;

Overwegende dat deze toelage zal worden betaald aan de Vereniging « Africa SSA », waarvan de maatschappelijke zetel gevestigd is in de Levallois-Perretstraat 44 te Sint-Jans-Molenbeek, op het rekeningnummer 001-5124064-18 ;

Overwegende dat de dienst Internationale Betrekkingen zich heeft belast met de coördinatie van de modaliteiten van het programma ;

Op voorstel van het Schepencollege van 26/12/2012;

besluit eenparig :

### Artikel 1

Een toelagebedrag van 4000,00 EUR toe te kennen aan de Vereniging « Africa SSA » ;

### Artikel 2

de uitgave van 4000,00 EUR te verrekenen op artikel 1500/332/02 van de begroting 2012 ;

### Artikel 3

de dienst Internationale Betrekkingen te belasten met het nemen van de vereiste maatregelen te dien einde.

### **13. #Objet : Relations internationales - Subvention à l'association Africa Santé Solidarité Amitié. #**

Le Conseil communal,

Vu les politiques sectorielles inscrites dans la volonté communale de participer à l'effort commun pour un développement durable de la planète ;

Vu le Plan de développement communal de Molenbeek-Saint-Jean du 13 juin 2003 et plus particulièrement le point 2,14 sur le développement durable ;

Considérant que « le développement durable s'appuie sur les trois principes de solidarité, de précaution et de participation » et que « pour promouvoir le développement durable, il faut en outre, tenir compte de la solidarité entre pays riches et pays moins développés, etc. » ;

Considérant que l' AISBL Africa SSA a pour objectif prioritaire la promotion de la santé, dans le sens large du terme (depuis les besoins vitaux jusqu'au bien-être (ou au mieux-être), l'éducation, la formation et le social) ;

Considérant que les activités de l' AISBL Africa SSA reposent sur 3 axes principaux:

- Répondre aux besoins et priorités établis sur le terrain en collaboration étroite avec la population elle-même;
- Appliquer une stratégie de coordination et de complémentarité avec ce qui existe localement;
- Travailler sans gros budgets administratifs et de promotion : chaque euro versé doit être affecté aux actions de terrain;

Considérant que son terrain d'action vise actuellement trois pays :

la République du Sénégal (Saly Niak niakhal, route de Mbour) ;  
la République Démocratique du Congo (Kinshasa) ;  
le Royaume de Maroc (Casablanca) ;

Vu le courrier de l' AISBL Africa SSA du 7 novembre 2012 relatif à la demande d'un financement afin de contribuer à la construction d'un dispensaire à Mbour (Sénégal) et à l'aménagement d'un dispensaire à Taroudant (Maroc) ;

Considérant que le budget 2012, prévoit à l'article 1500/332/02 2.000,00 EUR pour le projet à Mbour au Sénégal et 2000,00 EUR pour le projet à Taroudant au Maroc pour financer des frais de construction ou équipement des dispensaires ;

Considérant que ce subside sera liquidé à l'Association « Africa SSA», dont le siège social est établi rue de Levallois-Perret, 44 à Molenbeek-Saint-Jean, sur le compte à vue n°001-5124064-18 ;

Considérant que le service des Relations Internationales se charge de coordonner les modalités du programme ;

Sur proposition du Collège échevinal en date du 26/12/2012 ;  
à l'unanimité, décide :

### Article 1

D'octroyer un subside d'un montant de 4000,00 EUR à l'Association « Africa SSA» ;

### Article 2

D'imputer la dépense de 4000,00 EUR à l'article 1500/332/02 du budget 2012 ;

### Article 3

De charger le service des Relations Internationales de prendre les dispositions requises à cet effet.

## **13. Betreft: Internationale betrekkingen - Toelage aan de vereniging Africa Santé Solidarité Amitié.**

De Gemeenteraad,

Gelet op het sectoraal beleid dat kadert in de intentie van de gemeente om bij te dragen tot de gemeenschappelijke inspanning voor duurzame ontwikkeling van de planeet ;

Gelet op het Gemeentelijk Ontwikkelingsplan van Sint-Jans-Molenbeek van 13 juni 2003, meer bepaald punt 2,14 over duurzame ontwikkeling ;

Overwegende dat « duurzame ontwikkeling steunt op drie principes: solidariteit, voorzorg en participatie. Met het oog op het bevorderen van duurzame ontwikkeling, moet men bovendien rekening houden met vier dimensies: solidariteit tussen rijke en minder ontwikkelde landen, ...» ;

Overwegende dat de dienst Internationale Betrekkingen de burgers en/of verenigingen begeleidt die zich wensen te engageren in projecten op het vlak van internationale solidariteit;

Overwegende dat « RifSecours » een humanitaire vereniging (vzw) is, die met haar middelen een bijdrage probeert te leveren, en steun probeert te verlenen, om op die manier de behoeftige bevolking in de minder begunstigde gebieden van Marokko bij te staan, voornamelijk in het gebied Rif- Midar ;

Overwegende dat de VZW « Rifsecours » de Vereniging "Coordination Euro-Méditerranéenne de Solidarité (CEMS)" geworden is ;

Overwegende dat deze vereniging werkzaam is binnen het domein van ontwikkelingssamenwerking, met name via ondersteuning van zieken, voornamelijk behoeftige zieken met nierinsufficiëntie in het Rifgebied en het gebied van de provincie Driouch (Provincie Nador, Marokko) ;

Gelet op het schrijven van de Vereniging CEMS van 5 november betreffende het verzoek om financiering voor het oprichten van een centrum voor hemodialyse voor de stad Sidi Slimane in Marokko ;

Overwegende dat in de gemeentebegroting 2012, onder artikel 1500/332/02, een toelage van 2000,00 EUR ingeschreven is, die bestemd is om bepaalde werkingskosten van de vereniging « CEMS» te financieren ;

Overwegende dat deze toelage zal worden uitbetaald aan de Vereniging «CEMS», die gevestigd is in de Pastorijstraat 25 te Sint-Jans-Molenbeek, op het rekeningnummer 001-5095903-84 waarover ze beschikt bij het agentschap BNP PARIBAS;

Overwegende dat de dienst Internationale Betrekkingen zich heeft belast met de coördinatie van de modaliteiten van het programma ;

Op voorstel van het Schepencollege van 26/12/2012;

besluit eenparig:

Artikel 1

Een toelagebedrag van 2000,00 EUR toe te kennen aan de Vereniging «CEMS» ;

Artikel 2

de uitgave van 2000,00 EUR te verrekenen op artikel 1500/332/02 van de begroting 2012 ;

Artikel 3

de dienst Internationale Betrekkingen te belasten met het nemen van de vereiste maatregelen te dien einde.

**14. #Objet : Jumelage - Projet de coopération avec la municipalité de Mokrisset au Maroc - Programme de coopération internationale communale (cic) – Approbation de l’avenant à la convention spécifique pour 2013. #**

Le Conseil communal,

Vu la délibération du Collège des Bourgmestre et Echevins du 30 mars 2011 relative à l'accord de principe chargeant le service des relations internationales d'examiner la possibilité d'une collaboration entre la municipalité de Mokrisset au Maroc et la commune de Molenbeek-Saint-Jean;

Vu que le service des relations internationales s'est chargé de prendre contact avec la municipalité de Mokrisset ;

Vu la délibération du Collège des Bourgmestre et Echevins du 30 mars 2011 relative à l'envoi du formulaire de candidature à l'Association de la Ville et des Communes de la Région de Bruxelles-Capitale pour la phase 2011 ;

Vu qu'une mission-rencontre a été programmée en septembre 2011, mission durant laquelle nos élus ont pu rencontrer nos partenaires marocains ;

Considérant que le programme 2009-2012 de coopération internationale communale a été prolongé pour un an (01/01/2013 – 31/12/2013) par la Direction générale Coopération au développement et Aide humanitaire (DGD) ;

Considérant que la convention spécifique de partenariat prenant fin au 31/12/2012 a été signée entre les communes de Mokrisset au Maroc et de Molenbeek-Saint-Jean en date du 28 septembre 2011 ;

Considérant que les activités proposées en 2013 s'inscrivent dans le prolongement des objectifs et résultats attendus dans le programme 2009-2012 ;

Considérant que le POA 2013, déposé par les communes du Nord et du Sud auprès des Associations de villes et communes en charge de la gestion du Programme et annexé à cet avenant, servira de document de référence pour 2013 ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins du 21 novembre 2012 ;

à l'unanimité, décide :

Article unique

D'autoriser la signature de l'avenant qui prolonge d'un an la validité de ladite convention spécifique qui se clôturera en 2014, après approbation du dernier rapport final par l'UVCW/AVCB.

**14. Betreft: Verbodering - Project voor samenwerking met de gemeente Mokrisset in Marokko - Programma voor gemeentelijke internationale samenwerking (gis) - Goedkeuring van het bijvoegsel bij de specifieke overeenkomst voor 2013.**

De Gemeenteraad,

Gelet op de beraadslaging van het College van Burgemeester en Schepenen van 30 maart 2011 betreffende het principeakkoord waardoor de dienst internationale betrekkingen wordt belast met het onderzoeken van de mogelijkheid van samenwerking tussen de gemeente Mokrisset in Marokko en de gemeente Sint-Jans-Molenbeek ;

Aangezien de dienst internationale betrekkingen contact heeft opgenomen met de gemeente Mokrisset ;

Gelet op de beraadslaging van het College van Burgemeester en Schepenen van 30 maart 2011 betreffende het versturen van het kandidatuurformulier naar de Vereniging van de Stad en de Gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest voor de fase 2011 ;

Aangezien er in september 2011 een ontmoetingsopdracht werd geprogrammeerd, een opdracht tijdens dewelke onze verkozenen de Marokkaanse partners hebben ontmoet;

Overwegende dat het programma 2009-2012 voor gemeentelijke internationale samenwerking door de Algemene Directie Ontwikkelingssamenwerking en Humanitaire hulp (ADO) met een jaar werd verlengd (01/01/2013 – 31/12/2013) ;

Overwegende dat de specifieke partnerschapsovereenkomst die afloopt op 31/12/2012 op 28 september 2011 werd ondertekend door de gemeente Mokrisset in Marokko en de gemeente Sint-Jans-Molenbeek ;

Overwegende dat de activiteiten die in 2013 voorgesteld zijn, kaderen in de voortzetting van de doelstellingen en de verwachte resultaten die vooropgesteld zijn in het programma 2009-2012 ;

Overwegende dat het JOP 2013, dat door de gemeenten uit het Noorden en het Zuiden ingediend is bij de Verenigingen van steden en gemeenten die belast zijn met het beheer van het Programma, dat gaat als bijlage bij dit bijvoegsel, zal dienen als referentiedocument voor 2013 ;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen van 21 november 2012 ;

Besluit eenparig:

Enig artikel

Toestemming te geven voor de ondertekening van het bijvoegsel, waardoor de genoemde specifieke overeenkomst, die in 2014 zal worden beëindigd, met een jaar wordt verlengd, na goedkeuring van het laatste eindverslag door de UVCW/VSGB.



Union des Villes  
et Communes  
de Wallonie

LA COOPÉRATION  
BELGE AU DÉVELOPPEMENT .be

AVENANT N°... À LA CONVENTION SPÉCIFIQUE DE PARTENARIAT

**Considérant** qu'une prolongation du Programme 2008/2009-2012 de Coopération internationale communale a été décidée pour un an (01/01/2013 – 31/12/2013) par la Direction générale Coopération au développement et Aide humanitaire (DGD), et s'inscrit dans les orientations géographiques et sectorielles de ce précédent Programme,

**Considérant** que la convention spécifique de partenariat prenant fin au 31/12/2012 a été signée entre les communes de Mokrisset (Pays: Maroc) et de Molenbeek-Saint-Jean (Belgique), en date du 27 septembre 2011,

**Considérant** que les communes de Molenbeek-Saint-Jean et de Mokrisset ont acté leur volonté de poursuivre leur coopération active en 2013 au sein du Programme de Coopération internationale communale en leur délibération du Collège et Conseil, datées respectivement du 21/11/2012 et du 08/01/2013 (date), qui figurent en annexe,

**Considérant** que les activités proposées en 2013 s'inscrivent dans le prolongement des objectifs et résultats attendus poursuivis depuis 2009,

**Considérant** que le POA 2013, déposé par les Communes du Nord et du Sud auprès des Associations de villes et communes en charge de la gestion du Programme et annexé à cet avenant, servira de document de référence pour 2013,

**ENTRE**

D'une part, la Commune de Molenbeek-Saint-Jean, ici représentée par son Collège des Bourgmestre et Echevins, au nom duquel agit/agissent Ahmed El Khannouss, Echevin des Relations Internationales, Jacques Dewinne, Secrétaire Communale, en vertu de sa délibération du Conseil communal du 21/01/2013,

ET

D'autre part, la Commune de Mokrisset, ici représentée par **Ahmed SINITI**, Président de la commune.(*nom, fonction*),

**IL EST CONVENU CE QUI SUIT:**

**Article 1** - Le présent avenant prolonge d'un an la validité de ladite convention spécifique. Toutes les dispositions prévues dans la convention spécifique sont prolongées d'une année. Elle se clôturera en 2014, après approbation du dernier rapport final par l'UVCW/AVCB.

Chaque partenaire date et signe ce document en deux exemplaires, et reconnaît avoir reçu le sien.

Pour la Commune de Molenbeek-Saint-Jean

Pour la Commune de Mokrisset

Nom .....

Nom .....**SINITI Ahmed**.....

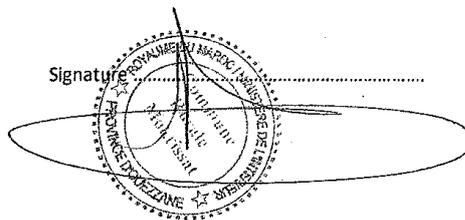
Fonction .....

Fonction... **Président de la commune**.....

Signature .....

Signature .....

Nom .....



Fonction .....

Signature .....

Fait à .....

Fait à .....**MOKRISSET**.....

En date du .....

En date du... **08/01/2013**.....

**15. #Objet : Jumelage - Projet de coopération avec la ville de Mbour au Senegal, programme de coopération internationale communale (cic) - Approbation de l'avenant à la convention spécifique pour 2013. #**

Le Conseil communal,

Vu la délibération du Collège des Bourgmestre et Echevins du 11 juillet 2007 relative à l'accord de principe chargeant le service des relations internationales d'examiner la possibilité d'une collaboration entre une ville sénégalaise et la commune de Molenbeek-Saint-Jean ;

Vu que le service des relations internationales s'est chargé de prendre des contacts avec la municipalité de Mbour au Sénégal, située sur la petite côte à 83 km au Sud-Est de Dakar ;

Vu la délibération du Collège des Bourgmestre et Echevins du 14 novembre 2009 relative à l'envoi du formulaire de candidature à l'Association de la Ville et des Communes de la Région de Bruxelles-Capitale pour la phase 2007 ;

Vu la délibération du Collège des Bourgmestre et Echevins du 23 septembre qui approuve la logique d'intervention 2008-2012 ;

Considérant que le programme 2009-2012 de coopération internationale communale a été prolongé pour un an (01/01/2013 – 31/12/2013) par la Direction générale Coopération au développement et Aide humanitaire (DGD) ;

Considérant que la convention spécifique de partenariat prenant fin au 31/12/2012 a été signée entre les communes de Mbour au Sénégal et Molenbeek-Saint-Jean en date du 11 décembre 2007 ;

Considérant que les activités proposées en 2013 s'inscrivent dans le prolongement des objectifs et résultats attendus poursuivis dans le programme 2009-2012 ;

Considérant que le POA 2013, déposé par les communes du Nord et du Sud auprès des Associations de villes et communes en charge de la gestion du Programme et annexé à cet avenant, servira de document de référence pour 2013 ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins du 21 novembre 2012 ;

à l'unanimité, décide :

Article unique

D'autoriser la signature de l'avenant qui prolonge d'un an la validité de ladite convention spécifique qui se clôturera en 2014, après approbation du dernier rapport final par l'UVCW/AVCB et sous réserve d'approbation du budget 2013.

**15. Betreft: Verbodering - Project voor samenwerking met de stad Mbour in Senegal, programma voor gemeentelijke internationale samenwerking (gis) - Goedkeuring van het bijvoegsel bij de specifieke overeenkomst voor 2013.**

De Gemeenteraad,

Gelet op de beraadslaging van het College van Burgemeester en Schepenen van 11 juli 2007 betreffende het principeakkoord waardoor de dienst internationale betrekkingen wordt belast met het onderzoeken van de mogelijkheid van samenwerking tussen een Senegalese stad en de gemeente Sint-Jans-Molenbeek ;

Aangezien de dienst internationale betrekkingen contact heeft opgenomen met de gemeente Mbour in Senegal, gelegen aan de kust, op 83 km ten zuidoosten van Dakar ;

Gelet op de beraadslaging van het College van Burgemeester en Schepenen van 14 november 2009 betreffende het versturen van het kandidatuurformulier naar de Vereniging van de Stad en de Gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest voor de fase 2007 ;

Gelet op de beraadslaging van het College van Burgemeester en Schepenen van 23 september, tijdens dewelke de interventielogica 2008-2012 goedgekeurd is ;

Overwegende dat het programma 2009-2012 voor gemeentelijke internationale samenwerking door de Algemene Directie Ontwikkelingssamenwerking en Humanitaire hulp (ADO) met een jaar werd verlengd (01/01/2013 – 31/12/2013) ;

Overwegende dat de specifieke partnerschapsovereenkomst die afloopt op 31/12/2012 op 11 december 2007 werd ondertekend door de gemeente Mbour in Senegal en de gemeente Sint-Jans-Molenbeek ;

Overwegende dat de activiteiten die in 2013 voorgesteld zijn, kaderen in de voortzetting van de doelstellingen en de verwachte resultaten die vooropgesteld zijn in het programma 2009-2012 ;

Overwegende dat het JOP 2013, dat door de gemeenten uit het Noorden en het Zuiden ingediend is bij de Verenigingen van steden en gemeenten die belast zijn met het beheer van het Programma, dat gaat als bijlage bij dit bijvoegsel, zal dienen als referentiedocument voor 2013 ;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen van 21 november 2012 ;

besluit, eenparig :

Enig artikel

Toestemming te geven voor de ondertekening van het bijvoegsel, waardoor de genoemde specifieke overeenkomst, die in 2014 zal worden beëindigd, met een jaar wordt verlengd, na goedkeuring van het laatste eindverslag door de UVCW/VSGB, en onder voorbehoud van goedkeuring van de begroting 2013.



Union des Villes  
et Communes  
de Wallonie asbl

LA COOPÉRATION  
BELGE AU DÉVELOPPEMENT .be

AVENANT N°1 À LA CONVENTION SPÉCIFIQUE DE PARTENARIAT

**Considérant** qu'une prolongation du Programme 2008/2009-2012 de Coopération internationale communale a été décidée pour un an (01/01/2013 – 31/12/2013) par la Direction générale Coopération au développement et Aide humanitaire (DGD), et s'inscrit dans les orientations géographiques et sectorielles de ce précédent Programme,

**Considérant** que la convention spécifique de partenariat prenant fin au 31/12/2012 a été signée entre les communes de Mbour (Pays: Sénégal) et de Molenbeek-Saint-Jean (Belgique), en date du 11 décembre 2007,

**Considérant** que les communes de Molenbeek-Saint-Jean et de Mbour ont acté leur volonté de poursuivre leur coopération active en 2013 au sein du Programme de Coopération internationale communale en leur délibération du Collège et Conseil, datées respectivement du 10/11/2012 et du 21/11/2012, qui figurent en annexe,

**Considérant** que les activités proposées en 2013 s'inscrivent dans le prolongement des objectifs et résultats attendus poursuivis depuis 2009,

**Considérant** que le POA 2013, déposé par les Communes du Nord et du Sud auprès des Associations de villes et communes en charge de la gestion du Programme et annexé à cet avenant, servira de document de référence pour 2013,

**ENTRE**

D'une part, la Commune de Molenbeek-Saint-Jean, ici représentée par son Collège des Bourgmestre et Echevins, au nom duquel agit/agissent Ahmed El Khannouss Echevin des Relations Internationales, Jacques Dewinne, Secrétaire Communal, en vertu de sa délibération du Conseil communal du 21/01/2013,

ET

D'autre part, la Commune de MBOUR..... (nom de la Commune du Sud), ici représentée  
par El Hadji Falou SYLLA, Maire..... (nom, fonction),

IL EST CONVENU CE QUI SUIT:

**Article 1** - Le présent avenant prolonge d'un an la validité de ladite convention spécifique. Toutes les dispositions prévues dans la convention spécifique sont prolongées d'une année. Elle se clôturera en 2014, après approbation du dernier rapport final par l'UVCW/AVCB.

Chaque partenaire date et signe ce document en deux exemplaires, et reconnaît avoir reçu le sien.

Pour la Commune de .....

Pour la Commune de MBOUR.....

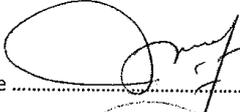
Nom .....

Nom El Hadji Falou SYLLA

Fonction .....

Fonction Maire

Signature .....

Signature 



Fait à .....

Fait à MBOUR

En date du .....

En date du le 13 Novembre 2012

LA COMMUNE MOLENBEEK ST-JEAN  
(BELGIGUE)

## LE BUREAU MUNICIPAL DE LA COMMUNE DE MBOUR

- VU La Constitution ;
- VU Loi n° 96 – 06 DU 22 Mars 1996 portant Code des Collectivités Locales
- VU la loi n° 96 – 07 du 22 Mars 1996 portant Code transfert De compétences aux régions, aux Commune et aux Communautés rurales ;
- VU la Convention de partenariat entre la Commune de Mbour et la Commune de Molenbeek St-Jean
- Entendus les débats.

## DELIBERE

**ARTICLE PREMIER** : Le Bureau Municipal de la Commune de Mbour, réuni en sa séance hebdomadaire du 10 Novembre 2012 adopte à l'unanimité des membres présents l'avenant à la convention spécifique de partenariat entre la Commune de Mbour (SENEGAL) et la Commune Molenbeek St – Jean (BELGIQUE)

**ARTICLE II** : La présente délibération sera publiée et Communiquée partout où besoin sera

### AMPLIATIONS

PREFET  
RECEVEUR MPAL  
SECRETAIRE MPAL  
BDL  
AFFICHAGE

Ainsi délibéré à Mbour, le  
Le Bureau Municipal pour

Extrait certifié conforme

**EL HADJI FALOU SYLLA**



**13/01/24/A/016 #Objet : Secrétariat communal - CPAS - Comité de concertation instauré par l'article 26 par.2 de la loi organique du 8 juillet 1976 - Composition de la délégation communale. #**

Le Conseil communal,

Vu la délibération du 3 décembre 2012 par laquelle il est procédé à l'installation du Conseil communal issu des élections du 14 octobre 2012;

Considérant que l'art. 26 par. 2 de la loi du 8 juillet 1976 organique des C.P.A.S. stipule « qu'une concertation a lieu au moins tous les trois mois entre une délégation du Conseil de l'Action Sociale et une délégation du Conseil Communal » ;

Considérant que la délégation comprend en tout cas le Bourgmestre ou l'échevin désigné par celui-ci, et le président du Conseil de l'Action Sociale ;

Sur proposition du Collège échevinal en séance du 12 décembre 2012 ;

à l'unanimité, décide :

Article unique

De fixer comme suit, outre la Bourgmestre et l'Echevin des Finances, la composition de la délégation communale à la concertation du C.P.A.S. pour la législature 2012 - 2018 :

- Madame Gilles-Goris, Echevine de l'Action sociale
- Madame Turine, Echevine de la Cohésion sociale.

**13/01/24/A/016 Betreft: Gemeentelijk secretariaat - OCMW - Overlegcomité opgericht door artikel 26 par. 2 van de wet van 8 juli 1976 - Samenstelling van de gemeentelijke delegatie.**

De Gemeenteraad,

Gelet op de beraadslaging van 3 december 2012, tijdens dewelke overgegaan is tot de installatie van de Gemeenteraad, die voortgekomen is uit de verkiezingen van 14 oktober 2012;

Overwegende dat art. 26 par. 2 van de organieke wet van 8 juli 1976 van de O.C.M.W. bepaalt « dat er minstens om de drie maanden overleg plaats vindt tussen een delegatie van de Raad voor Sociale Actie en een delegatie van de Gemeenteraad » ;

Overwegende dat in elk geval de Burgemeester of de schepen die door deze laatste aangeduid is, en de voorzitter van de Raad voor Sociale Actie deel uitmaken van de delegatie ;

Op voorstel van het Schepencollege in zitting van 12 december 2012 ;

besluit eenparig :

Enig artikel

om, naast de Burgemeester en de Schepen van Financiën, de samenstelling van de gemeentelijke delegatie bij het overlegcomité van het O.C.M.W. voor de zittingsperiode 2012 - 2018 vast te stellen als volgt:

- Mevrouw Gilles-Goris, Schepen van Sociale actie
- Mevrouw Turine, Schepen van Sociale samenhang.

**17. Objet : Secrétariat communal - Congé du Secrétaire communal - Désignation d'un Secrétaire faisant fonction - Confirmation.**

Le Conseil communal,

Vu la délibération du 12 décembre 2012 par laquelle le Collège des Bourgmestre et Echevins a désigné Madame Carine VAN CAMPENHOUT, Directeur, en qualité de Secrétaire faisant fonction, à partir du samedi 29 décembre 2012 au dimanche 6 janvier 2013 inclus en remplacement de Monsieur Jacques DE WINNE, Secrétaire communal, en congé annuel;

Vu les articles 50 et 51 de la Nouvelle Loi Communale ;

à l'unanimité, décide :

Article unique

De confirmer la délibération du 12 décembre 2012 par laquelle le Collège des Bourgmestre et Echevins a désigné Madame Carine VAN CAMPENHOUT, Directeur, en qualité de Secrétaire faisant fonction, à partir du samedi 29 décembre 2012 au dimanche 6 janvier 2013 inclus en remplacement de Monsieur Jacques DE WINNE, Secrétaire communal, en congé annuel.

Expédition de la présente délibération sera transmise à l'Autorité de tutelle.

**17. Betreft: Gemeentelijk Secretariaat - Verlof van de Gemeentesecretaris - Aanstelling van een waarnemende Secretaris - Bevestiging.**

De Gemeenteraad,

Gezien de beraadslaging van 12 december 2012 waarbij het College van Burgemeester en Schepenen besloten heeft Mevrouw Carine VAN CAMPENHOUT, Directeur, aan te stellen als waarnemende Secretaris vanaf zaterdag 29 december 2012 tot en met 6 januari 2013 ter vervanging van de Heer Jacques DE WINNE, Gemeentesecretaris, met verlof.

Gelet op artikels 50 en 51 van de Nieuwe Gemeentewet ;

Besluit eenparig:

Enig artikel

De beraadslaging van 12 december 2012 waarbij het College van Burgemeester en Schepenen besloten heeft Mevrouw Carine VAN CAMPENHOUT, Directeur, aan te stellen als waarnemende Secretaris vanaf zaterdag 29 december 2012 tot en met 6 januari 2013 ter vervanging van de Heer Jacques DE WINNE, Gemeentesecretaris, met verlof, te bekrachtigen.

Onderhavige beraadslaging zal aan de Toezichthoudende Overheid overgemaakt worden.

**18. #Objet : Travaux publics - Nouvelle Loi Communale article 234 alinéa 3 - Marchés publics - Communication des décisions du Collège des Bourgmestre et Echevins. #**

Le Conseil communal,

Vu la Nouvelle Loi communale notamment l'article 234§3 tel que modifié par les ordonnances des 17 juillet 2003 et 9 mars 2006 ;

Vu les décisions du Collège des Bourgmestre et Echevins relatives à la passation de marchés par procédure négociée en vertu de l'article 17§2-1<sup>a</sup>) de la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et services ;

#### **EST INFORME DES DECISIONS DU COLLEGE SUIVANTES :**

- 05 décembre 2012 - Travaux Publics - Doyenné – Rénovation de l'éclairage et des installations électriques - Projet - 45.000,00 TVAC - Art. 9220/724/60 du budget extraordinaire de l'exercice 2012 - Fonds d'emprunt ;
- 05 décembre 2012 - Travaux Publics – Bâtiment Communal de la rue de l'Intendant, 63-65 – Remplacement de portes de garages - Projet - 40.000,00 EUR TVAC - Art. 1040/724/60 du budget extraordinaire de l'exercice 2012 - Fonds d'emprunt ;
- 26 décembre 2012 - Travaux Publics - Ecole communale n°10 - rue Ransfort, 76 - Remplacement de linteau de fenêtre - Projet - 7.000,00 EUR TVAC - Art. 7220/724/60 du budget extraordinaire de l'exercice 2012 - Fonds d'emprunt ;
- 26 décembre 2012 - Travaux Publics - Stade Machtens - Remplacement de composants électriques et vitres pour les lampes des poteaux d'éclairage - Projet - 7.000,00 EUR TVAC - Art. 7640/724/60 du budget extraordinaire de l'exercice 2012 - Fonds d'emprunt ;
- 19 décembre 2012 - Travaux Publics - Stade Pévenage – Réaménagement du terrain de hockey 2 – Mission d'étude – Projet - 81.000,00 EUR TVAC - Art. 7640/724/60 du budget extraordinaire de l'exercice 2012 - Fonds d'emprunt ;
- 23 janvier 2013 - Travaux Public - Marché de travaux d'étanchéisation du mur mitoyen n°38, à la rue ransfort 40 – Projet - 10.000,00 EUR TVAC - Art. 9220/724/60 du budget extraordinaire de l'exercice 2012 - Fonds d'emprunt ;

**ET**

à l'unanimité, décide :

#### Article unique

d'approuver le mode de financement des dépenses susvisées.

La présente décision sera transmise à l'autorité de tutelle conformément à l'article 7 de l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative des communes de la Région de Bruxelles-Capitale.

**18. *Betreft: Openbare werken - Nieuwe Gemeentewet artikel 234 alinea 3 - Overheidsopdrachten - Mededeling van de beslissingen van het College van Burgemeester en Schepenen.***

De Gemeenteraad,

Gelet op de nieuwe gemeentewet, inzonderheid artikel 234§3 zoals gewijzigd door de ordonnances van 17 juli 2003 en 9 maart 2006 ;

Gelet op de beslissingen van het College van Burgemeester en Schepenen waarbij opdrachten gegund worden door onderhandelingsprocedure volgens artikel 17§2, 1<sup>o</sup> a) van de wet van 24 december 1993 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten ;

#### **WORDT GEÏNFORMEERD VAN DE VOLGENDE BESLISSINGEN VAN HET COLLEGE :**

- 05 december 2012 – Werken Openbare – Doyenné – Renovatie van de verlichting en de elektrische installaties Ontwerp – 45.000,00 EUR BTW inbegrepen –

art9220/724/60 van de buitengewone begroting van dienstjaar 2012 – leningsgelden ;

- 05 december 2012 – Openbare Werken – Gemeentegebouw van de Opzichterstraat, 63-65 – Vervanging van de garagedeuren - Ontwerp – 40.000,00 EUR BTW inbegrepen – art. 1040/724/60 van de buitengewone begroting van dienstjaar 2012 – leningsgelden ;
- 26 december 2012 – Openbare Werken – Gemeenteschool nr10 – Ransfortstraat, 76 – Vervanging van de bovendrempel van de raam - Ontwerp – 7.000,00 EUR BTW inbegrepen – art. 7220/724/60 van de buitengewone begroting van dienstjaar 2012 – leningsgelden ;
- 26 december 2012 – Openbare Werken – Stadion Machtens - Vervanging van de elektrische samenstellenden en ramen voor de lampen van de palen van verlichting – Ontwerp – 7.000,00 EUR BTW inbegrepen – art. 7640/724/60 van de buitengewone begroting van dienstjaar 2012 – leningsgelden ;
- 19 december 2012 – Openbare Werken – Pevenage Stadion – Herinrichting van de terrein van hockey 2 – Taak van studie – Ontwerp – 81.000,00 EUR BTW inbegrepen – art. 7640/724/60 van de buitengewone begroting van dienstjaar 2012 – leningsgelden ;
- 23 januari 2013 – Openbare Werken – Opdracht van werken van dichtheid gemeenschappelijke nr.38, op het Ransfortstraat, 40 – Ontwerp – 10.000,00 EUR BTW inbegrepen – art. 9220/724/60 van de buitengewone begroting van dienstjaar 2012 – leningsgelden ;

## EN

besluit eenparig:

### Enig artikel

De financieringswijze van de bovenvermelde uitgaven goed te keuren.

Onderhavige beslissing zal overeenkomstig artikel 7 van de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest aan de toezichhoudende overheid overgemaakt worden.

### **19. #Objet : Travaux publics - Nouvelle Loi Communale article 236 alinéa 2 - Marchés publics - Communication des décisions du Collège des Bourgmestre et Echevins. #**

Le Conseil communal,

Vu la Nouvelle Loi communale notamment l'article 236§2 tel que modifié par les ordonnances des 17 juillet 2003 et 9 mars 2006 ;

Vu les décisions du Collège des Bourgmestre et Echevins relatives à la modification de marchés publics en cours entraînant une dépense supplémentaire de plus de 10%, en vertu des art. 7 et 8 de l'A. R. du 26 septembre 1996 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics ;

### **EST INFORME DES DECISIONS DU COLLEGE SUIVANTES :**

- 28 décembre 2012 – Travaux Publics – Aménagement intérieur du musée communal – Projet 1 – Lot 1.1 – D.09.048 – Avenant 1 - 7.096,65 EUR TVAC – Art. 7625/724/60 du budget extraordinaire de l'exercice 2012 – Fonds d'emprunt ;
  - 19 décembre 2012 – Travaux Publics – Rénovation lourde et réaménagement des hangars de la rue de l'Intendant, 63/65 – Adaptation de la dépense – 85.137,00 EUR HTVA - Art. 1040/724/60 du budget extraordinaire de l'exercice 2012 – Fonds d'emprunt ;
- 16 janvier 2013 – Travaux Publics – Travaux de réhabilitation de la zone « vestiaires – bureau » dans la salle de sports « Sippelberg », sise avenue Mahatma Gandhi, 5 –

Pose de câbles électriques et de canalisations gaz – Modification - Maintien de la décision du 06.03.2012 - 13.439,47 EUR TVAC – Art. 7640/722/60 du budget extraordinaire de l'exercice 2012 – Fonds d'emprunt ;

- 16 janvier 2013 – Travaux Publics - Achat et fourniture de mobilier urbain – Adaptation de la dépense - 405,00 EUR HTVA – Art. 4230/741/52 du budget extraordinaire de l'exercice 2012 – Fonds d'emprunt ;
- 16 janvier 2013 – Travaux Publics - Travaux de réhabilitation de la zone « vestiaires – bureau » dans la salle de sports « Sippelberg », sise avenue Mahatma Gandhi, 5 – approbation des décomptes - 3.631,10 EUR HTVA – Art. 7640/722/60 du budget extraordinaire de l'exercice 2011 – Fonds d'emprunt ;

**ET**

à l'unanimité, décide :

Article unique

d'approuver le mode de financement des dépenses susvisées.

La présente décision sera transmise à l'autorité de tutelle conformément à l'article 7 de l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative des communes de la Région de Bruxelles-Capitale.

**19. Betreft: Openbare werken - Nieuwe Gemeentewet artikel 236 alinea 2 - Overheidsopdrachten - Mededeling van de beslissingen van het College van Burgemeester en Schepenen.**

De Gemeenteraad,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, inzonderheid artikel 236§2 zoals gewijzigd door de ordonnances van 17 juli 2003 en 9 maart 2006 ;

Gelet op de beslissingen van het College van Burgemeester en Schepenen m.b.t. het wijzigen van de aangang zijnde overheidsopdrachten die een bijkomende uitgave van meer dan 10% teweeg brengen krachtens art. 7 en 8 van het K.B. van 26 september 1996 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten en van de concessies voor openbare werken ;

**WORDT GEÏNFORMEERD VAN DE VOLGENDE BESLISSINGEN VAN HET COLLEGE :**

- 28 december 2012 – Werken Openbare - Binneninrichting van het gemeentelijk museum – Ontwerp 1 – Perceel 1.1. – D.09.048 – Aangangsel 1 – 7.096,65 EUR BTW inbegrepen – Art. 7625/724/60 van de buitengewone begroting van het dienstjaar 2012 - leningsgelden;
- 19 december 2012 – Werken Openbare - Zware renovatie en herinrichting van de hangars in de Opzichterstraat 63/65 – Aanpassing van de uitgave – 85.137,00 EUR BTW niet inbegrepen – Art. 1040/724/60 van de buitengewone begroting van het dienstjaar 2012 - leningsgelden;
- 16 januari 2013 – Werken Openbare - Werken betreffende de rehabilitatie van de zone « vestiaires – bureau » in de « Sippelberg » sportzaal, gelegen Mahatma Gandhilaan, 5 –Plaatsing van elektrische kabels en een gasteller Modificatie – Handhaving van de beslissing du 06.03.2012 – 13.439,47 EUR BTW inbegrepen - Art.7640/722/60 van de buitengewone begroting van het dienstjaar 2012 - leningsgelden;
- 16 januari 2013 – Werken Openbare - Aankoop en levering van straatmeubilair - Aanpassing van de uitgave – 405,00 EUR BTW niet inbegrepen – Art. 4230/741/52 van de buitengewone begroting van het dienstjaar 2012 - leningsgelden;

- 16 januari 2013 – Werken Openbare - Werken betreffende de rehabilitatie van de zone « vestiaires – bureau » in de « Sippelberg » sportzaal, gelegen Mahatma Gandhilaan, 5 – Goedkeuring van de rekeningen – 3.631,10 EUR BTW niet inbegrepen – Art. 7640/722/60 van de buitengewone begroting van het dienstjaar 2012 - leningsgelden;

Besluit eenparig:

Enig artikel

de financieringswijze van de bovenvermelde uitgaven goed te keuren.

Onderhavige beslissing zal overeenkomstig artikel 7 van de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest aan de toezichhoudende overheid overgemaakt worden.

***Le Président du Conseil suspend la séance 5 minutes.  
De Voorzitter van de Gemeenteraad schorst de zitting 5 minuten.***

***20. #Objet : Travaux publics - Accord de coopération entre l'Etat fédéral en la Région de Bruxelles-Capitale - Approbation du Protocole - 3.10.3 Réfection complète des toitures du Château du Karreveld à Molenbeek-Saint-Jean - Retrait de la décision du 17.12.2012. #***

Le Conseil communal,

Vu sa délibération en date du 17.12.2012 décidant e. a. :

Article unique

D'approuver et de faire sien le Protocole « 3.10.3 Réfection complète des toitures du château du Karreveld à Molenbeek-Saint-Jean » ;

Considérant qu'une erreur matérielle s'est glissée au niveau l'art 4 §3 dudit protocole;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins en date du 09.01.2013 ;

à l'unanimité, décide :

Article unique

De retirer sa délibération du 17.12.2012 relative à l'approbation du Protocole « 3.10.3 Réfection complète des toitures du château du Karreveld à Molenbeek-Saint-Jean.

La présente décision sera transmise à l'autorité de tutelle conformément à l'article 7 de l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative des communes de la Région de Bruxelles-Capitale.

***20. Betreft: Openbare werken - Samenwerkingsakkoord tussen de Federale Staat en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest - Goedkeuring van het Protocol - 3.10.3 Volledige vernieuwing van het dak van het Karreveldkasteel te Sint-Jans-Molenbeek - Intrekking van de beraadslaging.***

De Gemeenteraad,

Gelet op zijn beraadslaging d.d. 17.12.2012 waarbij besloten werd:

Enig artikel

Protocol « 3.10.3 Volledige vernieuwing van de daken van het Karreveldkasteel te Sint-Jans-Molenbeek » goed te keuren en toe te laten ;

Overwegende dat er een materiële fout geslopen is in art. 4 § 3 van het genoemd protocol ;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen d. d. 09.01.2013;

Besluit eenparig:

Enig artikel

zijn beraadslaging in te trekken d.d. 17.12.2012 betreffende de goedkeuring van het Protocol – « 3.10.3 Volledige vernieuwing van de daken van het Karreveldkasteel te Sint-Jans-Molenbeek.

Onderhavige beslissing zal overeenkomstig artikel 7 van de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest aan de toezichhoudende overheid overgemaakt worden.

**21. #Objet : Travaux publics - Accord de coopération entre l'Etat fédéral en la Région de Bruxelles-Capitale - Approbation du Protocole - 3.10.3 Réfection complète des toitures du Château du Karreveld à Molenbeek-Saint-Jean. #**

Le Conseil communal,

Vu l'accord de Coopération du 15.09.1993 et ses avenants (dénommés BELIRIS) conclus entre l'Etat fédéral et la Région de Bruxelles-Capitale prévoyant plusieurs initiatives destinées à promouvoir le rôle international et la fonction de capital de Bruxelles ;

Considérant que la Direction Infrastructure de Transport est chargée de l'étude, de l'exécution et du contrôle de ces initiatives ;

Considérant que le chapitre 3 « Bâtiments et espaces publics dans Bruxelles » de l'Accord de Coopération précité prévoit en tant qu'initiative la réfection complète des toitures du château du karreveld à Molenbeek-Saint-Jean ;

Vu le cahier spécial des charges « 3.10.3 – Réfection complète des toitures de la ferme du château du Karreveld à Molenbeek-Saint-Jean – Marché de travaux – Adjudication publique ;

Considérant qu'il y a lieu de déterminer les droits et obligations de chacune des parties ;

Prend connaissance du Protocole « 3.10.3 Réfection complète des toitures du château du Karreveld à Molenbeek-Saint-Jean » ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins en date du 09.01.2013 ;

à l'unanimité, décide :

Article unique

D'approuver et de faire sien le Protocole « 3.10.3 Réfection complète des toitures du château du Karreveld à Molenbeek-Saint-Jean ».



SERVICE PUBLIC FÉDÉRAL MOBILITÉ ET TRANSPORT  
Direction Générale Mobilité et Transports  
Direction Infrastructure de Transport



**3.10.3 Réfection complète des toitures du Château du Karreveld à Molenbeek-Saint-Jean**

PROTOCOLE  
Traduction

PRÉAMBULE

Vu l'Accord de Coopération du 15.09.1993 et ses avenants (dénommés BELIRIS) conclus entre l'Etat fédéral et la Région de Bruxelles-Capitale prévoyant plusieurs initiatives destinées à promouvoir le rôle international et la fonction de capitale de Bruxelles ;

Attendu que la Direction Infrastructure de Transport est chargée de l'étude, de l'exécution et du contrôle de ces initiatives ;

Considérant le chapitre 3 « Bâtiments et espaces publics dans Bruxelles » de l'Accord de Coopération précité prévoyant en tant qu'initiative la réfection complète des toitures du Château du Karreveld à Molenbeek-Saint-Jean ;

Vu le cahier spécial des charges "3.10.3 - Réfection complète des toitures de la ferme du Château du Karreveld à Molenbeek-Saint-Jean - Marché de travaux - Adjudication publique ;

Vu la nécessité de déterminer les droits et obligations de chacune des parties ;

POUR CES RAISONS

L'Etat fédéral, le Service Public fédéral Mobilité et Transports, la Direction générale Mobilité et Sécurité routière, la Direction Infrastructure de Transport, valablement représentée par Madame L. ONKELINX, Vice-premier Ministre chargée de l'Accord de Coopération E.F./R.B.C. ;

Et

La Région de Bruxelles-Capitale, valablement représentée par son Gouvernement au nom duquel intervient : C. PICQUE, Ministre-Président du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé des Pouvoirs locaux, de l'Aménagement du Territoire, des Monuments et Sites, de la Propreté publique, de la Coopération au Développement, des Statistiques régionales ;

Et

La Commune de Molenbeek-Saint-Jean, valablement représentée par le Collège des Bourgmestre et Echevins au nom duquel interviennent Madame Schepmans, Bourgmestre et Monsieur De Winne, Secrétaire Communal.

**3.10.3 Réfection complète des toitures du Château du Karreveld  
(commune de Molenbeek-Saint-Jean)  
Protocole**

ONT CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 DÉFINITIONS

Par **Accord de Coopération**, on entend : l'Accord de Coopération du 15.09.93, tel que modifié par les avenants y afférents, qui a été conclu entre l'Etat fédéral et la Région Bruxelles-Capitale à l'égard de certaines initiatives destinées à promouvoir le rôle international et la fonction de capitale de Bruxelles ;

Par **SPF MT**, on entend : le Service Public Fédéral Mobilité et Transports, Direction générale Mobilité et Sécurité routière, Direction Infrastructure de Transport;

Par **RBC** ou **Région**, on entend : la Région de Bruxelles-Capitale ;

Par **Commune**, on entend : la Commune de Molenbeek-Saint-Jean ;

Par **Comité d'Accompagnement**, on entend : le comité responsable du suivi de la réalisation du programme budgétaire de l'Accord de Coopération BELIRIS dans l'initiative "Château du Karreveld" (Molenbeek-Saint-Jean). Ce comité est composé des représentants du SPF MT, de la commune, de la Région et éventuellement d'autres autorités ou services concernés par le projet. Le Comité d'Accompagnement suit les études et les travaux concernant les interventions décrites dans l'article 2. Il se prononce par consensus sur les phases cruciales. Les réunions du Comité d'Accompagnement sont organisées par le SPF MT et présidées par le fonctionnaire dirigeant concerné ;

Par **Comité de Coordination**, on entend : le comité chargé du suivi de la réalisation du programme budgétaire de l'Accord de Coopération. Ce comité est composé des cabinets et administrations fédéraux et régionaux responsables de l'exécution de l'Accord de Coopération ;

Par **Comité de Coopération**, on entend : le comité chargé de la réalisation du programme budgétaire de l'Accord de Coopération. Ce comité est composé des quatre ministres fédéraux (ou de leurs représentants) et des quatre ministres régionaux (ou de leurs représentants) qui ont signé l'Accord de Coopération et les avenants y afférents ;

Par **initiative**, on entend : la réalisation de travaux ou une phase d'études dans le cadre de la réfection des toitures de la ferme du Château du Karreveld à Molenbeek-Saint-Jean;

ARTICLE 2 OBJET

Le présent protocole a pour objet de fixer les modalités d'intervention dans le cadre de la réalisation de l'initiative 3.10.3 "Château du Karreveld- Réfection complète des toitures" à Molenbeek-Saint-Jean.

Remarque : L'initiative originale prévoit le réaménagement de l'environnement et des toitures du Château du Karreveld. Aussi les études sont-elles adjugées en un seul lot. En ce qui concerne les travaux, le SPF MT a décidé de scinder les travaux liés aux toitures et ceux liés à l'environnement. Le présent protocole réglera uniquement les modalités de paiement relatives aux travaux de réfection des toitures.

**3.10.3 Réfection complète des toitures du Château du Karreveld  
(commune de Molenbeek-Saint-Jean)  
Protocole**

**Marché du SPF MT concernant les toitures**

\* Répartition du budget sur base de l'offre de l'entrepreneur retenu

	Prix des travaux selon l'entrepreneur retenu	Quote-part SPF MT	Prix des études sur base du montant adjudé des travaux - Quote-part SPF MT	
<b>TOITURES</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>La réfection complète des toitures et plus précisément :</b></li> <li>- recouvrement des toitures et des corniches, avec récupération partielle des ardoises actuelles ;</li> <li>- recouvrement et réfection éventuels de la structure ;</li> <li>- pose de la sous-toiture, des ardoises et de la zinguerie ;</li> <li>- pose des tuyauteries d'eaux pluviales ;</li> <li>- renouvellement du recouvrement des toitures ;</li> <li>- réfection ou remplacement des cueillies ;</li> <li>- réfection ou remplacement des corniches et des tuyaux d'évacuation des eaux fluviiales ;</li> <li>travaux d'isolation.</li> </ul>	€ 1.009.995,37 T.V.A.C.	€ 1.009.995,37 T.V.A.C.	€ 73.608,41 T.V.A.C.*
<b>Révisions des prix et décomptes</b>	€ 100.000 TVAC	€ 100.000 TVAC		
<b>TOTAL</b>	<b>€ 1.109.995,37 T.V.A.C.</b>	<b>€ 1.109.995,37 T.V.A.C.</b>	<b>€73.608,41 T.V.A.C. + € 3.025 T.V.A.C.**</b>	

\* Calculé sur base de FABI 2007 avec application du pourcentage de réduction consenti par le bureau d'études sur le marché de projets (85%).

\*\* Frais de reproduction

**\* ETAT RECAPITULATIF :**

TOTAL (travaux + études) : **€ 1.186.628,78**

Quote-part du SPF MT (travaux + études) : € 1.186.628,78

**ARTICLE 3 MAITRISE D'OUVRAGE ET FONCTIONNAIRE DIRIGEANT**

Le SPF MT intervient en tant que maître d'ouvrage pour tous les travaux et études mentionnés à l'article 2 et participe également à la gestion et à la coordination de tous les investissements.

Le SPF MT désigne en son sein un fonctionnaire dirigeant et assure le suivi aussi bien administratif et technique que budgétaire des différents marchés de travaux et d'études. Le fonctionnaire dirigeant préside les réunions du Comité d'Accompagnement tout comme les réunions de chantier.

**3.10.3 Réfection complète des toitures du Château du Karreveld  
 (commune de Molenbeek-Saint-Jean)  
 Protocole**

#### ARTICLE 4 FINANCEMENT ET MODALITES DE PAYEMENT

##### §1. Financement via l'Accord de Coopération BELIRIS

L'intervention financière de l'Accord de Coopération pour les travaux exécutés dans le cadre du présent marché est strictement limitée à € 1.009.995,37 (T.V.A.C.). Les révisions des prix et les décomptes concernant les travaux financés par l'Accord de Coopération sont également imputés à l'Accord de Coopération jusqu'à un montant de €100.000 TVA comprise.

Dans les limites de leurs compétences et, le cas échéant, à la demande du Comité d'Accompagnement, le comité de coopération ou le comité de coordination peuvent déroger au montant précité.

##### §2. Financement par la commune de Molenbeek-Saint-Jean

Les financements complémentaires (travaux supplémentaires, décomptes en plus) devront être pris en charge par la commune, si le montant total disponible de € 1.109.995,37 T.V.A.C. prévu par l'Accord de Coopération a déjà été atteint. Les révisions de prix concernant les travaux financés par la commune, sont également à charge de la commune.

Le SPF MT et la commune se prononcent par consensus et après concert préalable, sur la nature et l'acceptation des suppléments et leur décision est actée dans le procès-verbal des réunions du Comité d'Accompagnement et/ou des réunions de chantier.

##### §3. Modalités de paiement

En cas de financements complémentaires (cfr §2), la commune verse le montant requis sur le compte du fonds Beliris. A cet effet, la commune comptabilise à temps ce montant dans le budget communal qu'elle prend à sa charge en vertu du présent avenant.

La commune verse au fonds Beliris les montants dus dans les soixante jours de calendrier qui suivent la demande de paiement. Les intérêts légalement en vigueur s'appliquent à partir du sixantième jour.

##### §4. Intérêts pour retard dans les paiements

Chaque partie paye les intérêts de retard éventuellement demandés par l'entrepreneur et qui résultent d'un retard qui est imputable à cette partie.

#### ARTICLE 5 MISE A DISPOSITION DES TERRAINS ET TRANSFERT DES TRAVAUX REALISES

##### **\* Mise à disposition des terrains et/ou des bâtiments**

En tant que propriétaire des terrains, la commune autorise le SPF MT à réaliser les études et travaux précités sur son territoire. Le SPF MT met à disposition tous les documents nécessaires au projet.

Dans le cas où la commune ne serait pas la propriétaire ou la gestionnaire des terrains (ou des bâtiments) sur lesquels la direction doit travailler en exécution de cet accord, elle prend toutes les mesures exigées pour obtenir aussi vite que possible (ainsi que pour signifier l'approbation de l'adjudication à l'entrepreneur des travaux) l'accord exigé pour la réalisation des travaux.

##### **\* Transfert de propriété**

Après la réception provisoire des travaux accordée par le SPF MT dans le cadre de cet accord, la commune en devient propriétaire par accession.

La commune s'engage à ne pas céder les biens à un ou plusieurs tiers, que ce soit gratuitement ou à titre onéreux.

#### **3.10.3 Réfection complète des toitures du Château du Karreveld (commune de Molenbeek-Saint-Jean) Protocole**

**ARTICLE 6 RECEPTIONS TECHNIQUE, PROVISOIRE ET DEFINITIVE DES TRAVAUX**

Les réceptions technique, provisoire et définitive des travaux sont accordées par le SPF MT. Le fonctionnaire dirigeant du SPF MT demandera au préalable l'avis des membres du Comité d'Accompagnement. Il devra tenir compte de leurs remarques si elles ont un rapport direct avec la bonne exécution du cahier spécial des charges.

**ARTICLE 7 ENTRETIEN ET GARANTIE**

**Garantie**

Conformément au cahier spécial des charges, l'entrepreneur doit garantir les travaux qu'il a réalisés et ce, pendant une période fixée par le cahier spécial des charges et qui commence à courir après la réception provisoire.

**Entretien**

Immédiatement après la réception provisoire des travaux réalisés sur ses terrains, la commune en prend l'entretien à sa charge, à l'exception des obligations de l'entrepreneur telles qu'elles sont définies ci-dessus. Si une autre partie ou un tiers s'engage à entretenir les travaux, la commune en informe par écrit le SPF MT.

En cas de non-respect de ses obligations d'entretien ou en cas de cession de tout ou partie du bien, la Commune s'engage à rembourser le SPF MT (Accord de Coopération) un montant calculé comme suit :

$$X = ( M - ( M * A / 20 ) ) * R \%$$

Où :

X = le montant à rembourser ;

A = le nombre d'années entières échues depuis la délivrance de la réception provisoire des derniers travaux ;

M = montant du(des) décompte(s) final(aux) des travaux, en ce compris les taxes, redevances, révisions etc. approuvé par le SPF MT dans le cadre du projet. Ce montant « M » est actualisé sur base des formules de révision des prix appliquées dans le marché de travaux.

R% = le montant de l'infraction exprimé en % (tenant compte du coût de l'investissement non entretenu, non occupé ou cédé et de l'impact négatif sur l'image du site) estimé par le SPF MT et la Région.

**Procédure :**

a) Le non-respect des obligations et le pourcentage d'infraction (R) doivent être officiellement constatés par la Région ou le SPF MT dans un courrier recommandé adressé à la Commune avec une copie, selon le cas, à la Région ou au SPF MT.

b) La Commune dispose d'un délai d'1 mois pour faire valoir ses observations au SPF MT et à la Région.

c) Après examen des moyens de défense de la Commune, le SPF MT et la Région établissent ensemble une réponse avec - le cas échéant - le pourcentage d'infraction (R) adapté.

d) La Commune dispose d'un nouveau délai d'1 mois pour faire valoir ses observations au SPF MT et à la Région.

e) Après examen des moyens de défense ou observations de la Commune, le SPF MT établit un rapport à l'attention du Comité de Coordination qui prend en dernier ressort la décision de demander le remboursement prévu au présent article. La Commune peut demander à être entendue par le Comité de Coordination.

**3.10.3 Réfection complète des toitures du Château du Karreveld  
(commune de Molenbeek-Saint-Jean)  
Protocole**

En cas d'entretien défectueux, le SPF MT pourra infliger une amende pendant une période de 10 ans (€ 250 par infraction constatée). L'application de cette amende aura lieu en concertation avec la commune, qui conserve toujours la possibilité de réfuter les faits constatés.

**ARTICLE 8. RESPONSABILITE**

**Phase avant le transfert de propriété**

À partir de l'entrée en vigueur du présent protocole et jusqu'à réception provisoire des travaux incluse, chaque partie est responsable des dommages causés aux tiers par la faute de ses représentants ou préposés et, plus généralement, de toute personne, chose ou bien dont elle peut être rendue civilement responsable, sans préjudice de la responsabilité du bureau d'études et de l'entrepreneur.

**Phase après le transfert de propriété**

Après le transfert de propriété des travaux réalisés, la commune s'engage à garantir le SPF MT de toute demande d'indemnité financière émanant d'un tiers, du fait des travaux réalisés et transférés, à condition que le SPF MT appelle la commune à la cause en cas d'une éventuelle action judiciaire. Dans ce dernier cas, le SPF MT ne peut conclure aucune transaction, ni désistement d'instance, sans l'accord de la commune.

**ARTICLE 9 ENTREE EN VIGUEUR DU PROTOCOLE**

Ce protocole entre en vigueur au moment où il sera signé par toutes les parties.

Etabli à Bruxelles le .../.../...en 6 exemplaires (3 en néerlandais et 3 français). Les versions néerlandaise et française ont la même valeur.

Chaque partie déclare avoir reçu deux exemplaires (1 NL et 1 FR).

**Pour le Service Public  
Fédéral Mobilité et  
Transports**, Direction  
générale Mobilité et  
Transports, Direction  
Infrastructure de Transport

**Pour la Région de  
Bruxelles-Capitale**

**Pour la commune de Molenbeek-Saint-  
Jean**

Madame **L. ONKELINX**  
Vice-Premier-Ministre,  
chargée de l'Accord de  
Coopération du  
15.09.1993

Monsieur **C. PICQUE**,  
Ministre-Président  
de la Région de  
Bruxelles-Capitale.

Madame  
**SCHEPMANS**,  
Bourgmestre de la  
commune de  
Molenbeek-Saint-  
Jean

Monsieur **DE WINNE**,  
Secrétaire  
Communal de la  
commune de  
Molenbeek-Saint-  
Jean

**3.10.3 Réfection complète des toitures du Château du Karrevelid  
(commune de Molenbeek-Saint-Jean)  
Protocole**

**21. Betreft: Openbare werken - Samenwerkingsakkoord tussen de Federale Staat en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest - Goedkeuring van het Protocol - 3.10.3 Volledige vernieuwing van het dak van het Karreveldkasteel te Sint-Jans-Molenbeek.**

De Gemeenteraad,

Gelet op het Samenwerkingsakkoord van 15.09.1993 en de aanhangsels ervan (BELIRIS genaamd), afgesloten tussen de Federale Staat en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, welk akkoord voorziet in verscheidene initiatieven die bedoeld zijn om de internationale rol en de hoofdstedelijke functie van Brussel te promoten;

Overwegende dat de Directie Transportinfrastructuur met de bestudering van, uitvoering van en controle op deze initiatieven belast is;

Overwegende dat hoofdstuk 3 « Gebouwen en openbare ruimtes in Brussel » van voornoemd Samenwerkingsakkoord voorziet in de volledige vernieuwing van de daken van het Karreveldkasteel te Sint-Jans-Molenbeek als initiatief;

Gelet op het bijzonder lastenboek « 3.10.3 – Volledige vernieuwing van de daken van de hoeve van het Karreveldkasteel te Sint-Jans-Molenbeek – Overheidsopdracht voor werken – Openbare aanbesteding;

Overwegende dat de rechten en plichten van alle partijen bepaald moeten worden;

Neemt kennis van Protocol « 3.10.3 Volledige vernieuwing van de daken van het Karreveldkasteel te Sint-Jans-Molenbeek »;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen 09.01.2013;

besluit eenparig:

Enig artikel

Protocol « 3.10.3 Volledige vernieuwing van de daken van het Karreveldkasteel te Sint-Jans-Molenbeek » goed te keuren en toe te laten.



FEDERALE OVERHEIDSDIENST MOBILITEIT EN VERVOER  
Mobiliteit en Verkeersveiligheid  
Directie Vervoerinfrastructuur



### 3.10.3 Volledige herstelling van de daken van het Kasteel Karreveld te Sint-Jans-Molenbeek

#### PROTOCOL

#### PREAMBULE

Gelet op het Samenwerkingsakkoord van 15.09.1993 en zijn bijakten (genaamd BELIRIS) tussen de Federale Staat en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest betreffende bepaalde initiatieven ter bevordering van de internationale rol en de hoofdstedelijke functie van Brussel;

Aangezien de Directie Vervoerinfrastructuur belast is met de studie, de uitvoering en de controle van deze initiatieven;

Overwegende dat hoofdstuk 3 «Gebouwen en openbare ruimten in Brussel» van het betreffende Samenwerkingsakkoord de volledige herstelling van de daken van het Kasteel Karreveld te Sint-Jans-Molenbeek voorziet als initiatief;

Gezien het bijzonder bestek "3.10.3 - Volledige herstelling van de daken van de Kasteelhoeve Karreveld - Sint-Jans-Molenbeek - Opdracht van werken - Openbare aanbesteding";

Gelet op de noodzaak om de rechten en verplichtingen van elke partij vast te leggen;

#### OM DEZE REDENEN ZIJN

**De Federale Staat**, Federale Overheidsdienst Mobiliteit en Vervoer, Directoraat-generaal Mobiliteit en Verkeersveiligheid, Directie Vervoerinfrastructuur, die vertegenwoordigd wordt door mevrouw L. ONKELINX, de Vice-Eersteminister die belast is met het samenwerkingsakkoord F.S./B.H.G.;

En

**Het Brussels Hoofdstedelijk Gewest**, dat vertegenwoordigd wordt door zijn regering, in naam waarvan optreedt: C. PICQUE, Minister-President van de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, belast met Plaatselijke Besturen, Ruimtelijke Ordening, Monumenten en Landschappen, Openbare Reiniging, Ontwikkelingssamenwerking, Gewestelijke Statistiek;

En

De **gemeente Sint-Jans-Molenbeek**, geldig vertegenwoordigd door het College van Burgemeester en Schepenen, namens hetwelk mevrouw F. Schepmans, Burgemeester en de heer De Winne, gemeentesecretaris, optreden.

**3.10.3 Volledige herstelling van de daken van het Kasteel Karreveld  
(gemeente Sint-Jans-Molenbeek)  
Protocol**

**HET VOLGENDE OVEREENGEKOMEN:**

**ARTIKEL 1 DEFINITIES**

Onder **Samenwerkingsakkoord** verstaat men: het Samenwerkingsakkoord van 15.09.93, zoals het werd gewijzigd door de Bijakten ervan, dat tussen de Federale Staat en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest werd gesloten betreffende sommige initiatieven ter bevordering van de internationale rol en de hoofdstedelijke functie van Brussel;

Onder **FOD MV** verstaat men: de Federale Overheidsdienst Mobiliteit en Vervoer, Directoraat-generaal Mobiliteit en Verkeersveiligheid, Directie Vervoersinfrastructuur;

Onder **BHG** of **Gewest** verstaat men: het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Onder **Gemeente** verstaat men: de Gemeente Sint-Jans-Molenbeek;

Onder **Begeleidingscomité** wordt verstaan: het comité verantwoordelijk voor de opvolging van de realisatie van het budgetprogramma van het Samenwerkingsakkoord BELIRIS in het initiatief "Kasteel Karreveld" (Sint-Jans-Molenbeek). Dit comité is samengesteld uit afgevaardigden van de FOD MV, de gemeente, het Gewest en van eventuele andere betrokken overheden of diensten. Het begeleidingscomité volgt de studies en werkzaamheden op met betrekking tot de interventies beschreven in artikel 2. Het beslist bij consensus over de cruciale fases. De vergaderingen van het begeleidingscomité worden georganiseerd door de FOD MV en voorgezeten door de betrokken leidende ambtenaar;

Onder **Coördinatiecomité** verstaat men: het comité dat instaat voor de opvolging van de uitvoering van het budgettaire programma van het Samenwerkingsakkoord. Dat comité bestaat uit de federale en gewestelijke kabinetten en besturen die verantwoordelijk zijn voor de uitvoering van het Samenwerkingsakkoord;

Onder **Samenwerkingscomité** verstaat men: het comité dat instaat voor de uitvoering van het budgettaire programma van het Samenwerkingsakkoord. Dat comité bestaat uit de vier federale ministers (of hun vertegenwoordigers) en de vier gewestelijke ministers (of hun vertegenwoordigers) die het Samenwerkingsakkoord en de bijakten ervan ondertekenden;

Onder **initiatief** verstaat men het uitvoeren van werken of een studiefase in het kader van de herstelling van de daken van de kasteelhoeve Karreveld te Sint-Jans-Molenbeek;

**ARTIKEL 2 VOORWERP**

Het onderhavige protocol heeft tot voorwerp de vaststelling van de interventievoorwaarden voor de uitvoering van initiatief 3.10.3 "Kasteel Karreveld - volledige herstelling van de daken" in Sint-Jans-Molenbeek.

Opmerking: het oorspronkelijk initiatief voorziet in de heraanleg van de omgeving en de daken van het Kasteel Karreveld. De studies werden dan ook als één geheel aanbesteed. Voor wat betreft de werken, besliste de FOD MV de werken aan de daken en de omgeving te scheiden. Onderhavig protocol zal enkel de betalingsmodaliteiten wat betreft de herstellingswerken aan de daken regelen.

**3.10.3 Volledige herstelling van de daken van het Kasteel Karreveld  
(gemeente Sint-Jans-Molenbeek)  
Protocol**

**Opdracht van de FOD MV met betrekking tot de daken**

\* Verdeling van het budget op basis van de offerte van de weerhouden aannemer

	Prijs van de werken volgens de weerhouden aannemer	Aandeel FOD MV	Prijs van studie op basis van het aanbestede bedrag der werken - Aandeel FOD MV	
<b>DAKEN</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• De volledige herstelling van de daken, meer bepaald:                             <ul style="list-style-type: none"> <li>- ontmanteling van de daken en de kroonlijsten, met gedeeltelijke recuperatie van de bestaande leien;</li> <li>- eventuele ontmanteling en herstelling van de structuur;</li> <li>- het plaatsen van onderdak, leien en zinkwerken,</li> <li>- het plaatsen van regenwaterafvoeren,</li> <li>- vernieuwen van de dakbedekking;</li> <li>- herstelling of vervanging van de stroken pleisterkalk;</li> <li>- herstelling of vervanging van de kroonlijsten en de afvoerpijpen;</li> <li>isolatiewerken.</li> </ul> </li> </ul>	€ 1.009.995,37 incl. btw	€ 1.009.995,37 incl. btw	€ 73.608,41 incl. BTW*
<b>Prijsherziening en verrekening en</b>	€ 100.000 incl. BTW	€ 100.000 incl. BTW		
<b>TOTAAL</b>	<b>€ 1.109.995,37 incl. btw</b>	<b>€ 1.109.995,37 incl. btw</b>	<b>€ 73.608,41 incl. btw + € 3.025 incl; BTW**</b>	

\* Berekend op basis van FABI 2007 met toepassing van het kortingspercentage opgegeven door het studie bureau voor de ontwerp opdracht (85%).

\*\* Reproductiekosten

**\* SAMENVATTING:**

TOTAAL (werkzaamheden + studies): **€ 1.186.628,78**

Aandeel van de FOD MV (werkzaamheden+studies): € 1.186.628,78

**ARTIKEL 3 BOUWHEER EN LEIDEND AMBTENAAR**

De FOD MV treedt op als bouwheer voor alle studies en werkzaamheden vermeld in artikel 2 en staat tevens in voor het beheer en de coördinatie van alle investeringen.

De FOD MV kiest een leidend ambtenaar uit zijn midden en verzekert zowel de administratieve en technische als budgettaire opvolging van de diverse studie- en werkopdrachten. De leidend ambtenaar zit de vergaderingen van het Begeleidingscomité net als de bouwplaatsvergaderingen voor.

**3.10.3 Volledige herstelling van de daken van het Kasteel Karreveld  
 (gemeente Sint-Jans-Molenbeek)  
 Protocol**

#### ARTIKEL 4 FINANCIERING EN MODALITEITEN VAN BETALING

##### §1. Financiering via het Samenwerkingsakkoord BELIRIS

De financiële tussenkomst van het Samenwerkingsakkoord voor de werkzaamheden in het kader van de onderhavige opdracht is strikt beperkt tot € 1.009.995,37 (incl. btw). De prijsherzieningen en verrekeningen m.b.t. de werkzaamheden gefinancierd door het Samenwerkingsakkoord zijn eveneens voor rekening van het Samenwerkingsakkoord ten belope van een bedrag van € 100.000 incl. BTW.

Het Samenwerkingscomité of het Coördinatiecomité kunnen, binnen de beperkingen van hun bevoegdheden en desgevallend op verzoek van het Begeleidingscomité, afwijken van voormeld bedrag.

##### §2. Financiering door de gemeente Sint-Jans-Molenbeek

Bijkomende financieringen (supplementaire werken, verrekeningen in meer) zullen door de gemeente ten laste genomen dienen te worden indien het totaal beschikbaar bedrag van € 1.109.995,37 incl. BTW op het Samenwerkingsakkoord reeds wordt bereikt. De prijsherzieningen m.b.t. de werkzaamheden gefinancierd door de gemeente zijn eveneens voor rekening van de gemeente.

De beoordeling van de aard en de goedkeuring van de supplementen gebeurt door de FOD MV en de gemeente in consensus en gezamenlijk overleg en wordt geacteerd in de processen-verbaal van de Begeleidingscomités en/of werfvergaderingen.

##### §3. Betalingsmodaliteiten

Indien bijkomende financieringen vereist zijn (cfr §2), zal de gemeente het vereiste bedrag storten op de rekening van het fonds Beliris. Hiertoe boekt de gemeente tijdig dit bedrag in het gemeentebudget die ze krachtens onderhavige bijakte ten laste neemt.

De gemeente zal de aan het Belirisfonds verschuldigde bedragen overmaken binnen de 60 kalenderdagen volgend op het schrijven betreffende de vraag tot betaling. De wettelijk van kracht zijnde intresten zijn van toepassing vanaf de 60<sup>ste</sup> dag.

##### §4. Verwijlinteresten

Elke partij betaalt de verwijlinteresten die de aannemer eventueel vraagt en die voortvloeien uit een vertraging die aan haar is toe te schrijven.

#### ARTIKEL 5 TERBESCHIKKINGSTELLING VAN DE TERREINEN EN OVERDRACHT VAN DE UITGEVOERDE WERKZAAMHEDEN

##### **\* Terbeschikkingstelling van de terreinen en/of gebouwen**

De gemeente geeft, als eigenaar van de terreinen, de FOD MV de toestemming om voormelde studies en werkzaamheden uit te voeren op haar grondgebied. De FOD MV stelt alle voor het project noodzakelijke documenten ter beschikking.

In het geval dat de gemeente niet de eigenaar of beheerder zou zijn van de terreinen (of gebouwen) waaraan de leiding moet werken in uitvoering van deze overeenkomst, treft zij alle vereiste maatregelen om zo snel mogelijk (en voor de betekening van de aanbestedingsgoedkeuring aan de aannemer van de werkzaamheden) het vereiste akkoord voor de uitvoering van de werkzaamheden te verkrijgen

##### **\*Overdracht van eigendom**

Na de voorlopige oplevering van de werkzaamheden verleend door de FOD MV in het kader van deze overeenkomst wordt de gemeente er eigenaar van door natrekking.

De gemeente verbindt er zich toe de goederen niet aan één of meerdere derden af te staan, noch gratis, noch onder bezwarende titel.

#### **3.10.3 Volledige herstelling van de daken van het Kasteel Karreveld (gemeente Sint-Jans-Molenbeek) Protocol**

**ARTIKEL 6 TECHNISCHE, VOORLOPIGE EN DEFINITIEVE OPLEVERING VAN DE WERKZAAMHEDEN**

De technische, voorlopige en definitieve oplevering van de werkzaamheden worden verleend door de FOD MV. De leidend ambtenaar van de FOD MV vraagt vooraf het advies van de leden van het Begeleidingscomité. Hij moet met die opmerkingen rekening houden indien ze direct verband houden met de goede uitvoering van het bestek.

**ARTIKEL 7 ONDERHOUD EN GARANTIE**

***Garantie***

Conform het bijzonder bestek moet de aannemer een garantie geven op de door hem uitgevoerde werkzaamheden gedurende een periode vastgelegd in het Bijzonder Bestek en die begint na de voorlopige oplevering.

***Onderhoud***

Meteen na de voorlopige oplevering van de werkzaamheden uitgevoerd op haar terreinen, neemt de gemeente het onderhoud voor haar rekening, met uitzondering van de verplichtingen van de aannemer zoals hierboven beschreven. Indien een andere partij of een derde instaat voor het onderhoud van de werken, deelt de gemeente dat schriftelijk mee aan de FOD MV.

In het geval van het niet respecteren van haar onderhoudsverplichtingen of in geval van overdracht van het goed of een gedeelte ervan verbindt de Gemeente zich tot het terugbetalen van een bedrag aan de FOD MV (Samenwerkingsakkoord) dat als volgt berekend wordt:

$$X = ( M - ( M * A/20) ) * R\%$$

waarbij :

X = het terug te betalen bedrag ;

A = het aantal volledige jaren vervallen sinds de aflevering van de voorlopige oplevering van de laatste werken ;

M = bedrag van de eindverrekening(en) van de werken met inbegrip van taksen, heffingen, herzieningen, enz. goedgekeurd door de FOD MV in het kader van het project. Het bedrag "M" is geactualiseerd op basis van de formules voor prijsherzieningen toegepast bij de opdracht van werken.

R% = het bedrag van de inbreuk uitgedrukt in % (rekening houdend met de kost van de investering die niet onderhouden, niet bezet of overgedragen is en de negatieve impact ervan op het imago van de site) geraamd door de FOD MV en het Gewest;

**Procedure :**

a) Het niet respecteren van de verplichtingen en het percentage van de inbreuk (R) moet door het Gewest of de FOD MV officieel vastgesteld worden in een aangetekend schrijven gericht aan de Gemeente met een kopie naar het Gewest of de FOD MV naargelang het geval.

b) De Gemeente beschikt over een termijn van 1 maand om haar opmerkingen kenbaar te maken aan de FOD MV en het Gewest.

c) Na onderzoek van de verweermiddelen van de Gemeente stellen de FOD MV en het Gewest gezamenlijk een antwoord op met desgevallend een aangepast percentage van de inbreuk (R).

d) De Gemeente beschikt over een nieuwe termijn van 1 maand om haar opmerkingen kenbaar te maken aan de FOD MV en het Gewest.

e) Na onderzoek van de verweermiddelen of opmerkingen van de Gemeente stelt de FOD MV een rapport op ter attentie van het Coördinatiecomité dat in laatste instantie de beslissing neemt om de

**3.10.3 Volledige herstelling van de daken van het Kasteel Karreveld  
(gemeente Sint-Jans-Molenbeek)  
Protocol**

ferugbetaling zoals voorzien in dit artikel te vragen. De Gemeente kan vragen om gehoord te worden door het Coördinatietecomit e.

In geval van gebrekkig onderhoud, zal de FOD MV gedurende een periode van 10 jaar een boete kunnen toepassen (  250 per vastgestelde inbreuk). De toepassing van deze boete zal in overleg met de gemeente gebeuren die steeds de mogelijkheid heeft om de vastgestelde feiten te weerleggen.

#### **ARTIKEL 8 AANSPRAKELIJKHEID**

##### ***Fase voor de eigendomsoverdracht***

Vanaf de inwerkingtreding van onderhavig protocol tot en met de voorlopige oplevering der werken, is elke partij aansprakelijk voor schade die door haar afgevaardigden aan derden werd berokkend en, meer algemeen, voor elke partij, elk voorwerp of goed waarvoor ze burgerlijk aansprakelijk gesteld kan worden, onverminderd de aansprakelijkheid van het studiebureau en de aannemer.

##### ***Fase na de eigendomsoverdracht***

Na de eigendomsoverdracht van de uitgevoerde werkzaamheden, verbindt de gemeente zich ertoe om de FOD MV te vrijwaren van elke financiële vergoeding van een derde die haar oorsprong vindt in de uitgevoerde en overgedragen werkzaamheden, op voorwaarde dat de FOD MV de gemeente verzoekt op te treden in de eventuele rechtszaak. In dat laatste geval kan de FOD MV geen enkele dading afsluiten, noch overgaan tot afstand van rechtsgeding, zonder het akkoord van de gemeente.

#### **ARTIKEL 9 INVOEGTREDING VAN DIT PROTOCOL**

Dit protocol treedt in werking zodra het door alle partijen is ondertekend.

Aldus opgesteld in Brussel, op .../.../..... In zes exemplaren (3 NL en 3 FR).

Elke partij verklaart twee exemplaren (1 NL en 1 FR) te hebben ontvangen.

<b>De Federale Overheidsdienst Mobiliteit en Vervoer, Algemene Directie Mobiliteit en Vervoer, Directie Vervoersinfrastructuur</b>	<b>Het Brussels Hoofdstedelijk Gewest</b>	<b>De gemeente Sint-Jans-Molenbeek</b>	
Mevrouw <b>L. ONKELINX</b> Vicepremier, verantwoordelijk voor het Samenwerkingsakkoord van 15.09.1993	De heer <b>C. PICQUE</b> , Minister-President van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest	Mevrouw <b>SCHEPMANS</b> , Burgemeester van de gemeente Sint- Jans-Molenbeek	De heer <b>DE WINNE</b> , gemeentesecretaris van de gemeente Sint-Jans- Molenbeek

#### **3.10.3 Volledige herstelling van de daken van het Kasteel Karreveld (gemeente Sint-Jans-Molenbeek) Protocol**

**22. Objet : Travaux publics - Accord de coopération entre l'Etat fédéral en la Région de Bruxelles-Capitale - Approbation du protocole 3.10.5 réfection complète des voiries et abords (y compris l'étang) de la ferme du château du Karreveld à Molenbeek-Saint-Jean.**

Le Conseil communal,

Vu l'accord de Coopération du 15.09.1993 et ses avenants (dénommés BELIRIS) conclus entre l'Etat fédéral et la Région de Bruxelles-Capitale prévoyant plusieurs initiatives destinées à promouvoir le rôle international et la fonction de capital de Bruxelles ;

Considérant que la Direction Infrastructure de Transport est chargée de l'étude, de l'exécution et du contrôle de ces initiatives ;

Considérant que le chapitre 3 « Bâtiments et espaces publics dans Bruxelles » de l'Accord de Coopération précité prévoit en tant qu'initiative la réfection complète des voiries et abords (y compris l'étang) de la ferme du château du karreveld à Molenbeek-Saint-Jean » ;

Vu le cahier spécial des charges « 3.10.5 – Réfection complète des voiries et abords (y compris l'étang) de la ferme du château du karreveld à Molenbeek-Saint-Jean – Marché de travaux – Adjudication publique ;

Considérant qu'il y a lieu de déterminer les droits et obligations de chacune des parties ;

Prend connaissance du Protocole « 3.10.5 - Réfection complète des voiries et abords (y compris l'étang) de la ferme du château du karreveld à Molenbeek-Saint-Jean » ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins en date du 09.01.2013 ;

À l'unanimité, décide :

Article unique

D'approuver et de faire sien le Protocole « 3.10.5 Réfection complète des voiries et abords (y compris l'étang) de la ferme du château du karreveld à Molenbeek-Saint-Jean ».



**3.10.5 Réfection complète des voiries et abords (y compris l'étang) du Château du Karreveld à Molenbeek-Saint-Jean**

**PROTOCOLE**  
**Traduction**

**PRÉAMBULE**

Vu l'Accord de Coopération du 15.09.1993 et ses avenants (dénommés BELIRIS) conclus entre l'Etat fédéral et la Région de Bruxelles-Capitale prévoyant plusieurs initiatives destinées à promouvoir le rôle international et la fonction de capitale de Bruxelles ;

Attendu que la Direction Infrastructure de Transport est chargée de l'étude, de l'exécution et du contrôle de ces initiatives ;

Considérant le chapitre 3 « Bâtiments et espaces publics dans Bruxelles » de l'Accord de Coopération précité prévoyant en tant qu'initiative la réfection complète des voiries et abords du Château du Karreveld à Molenbeek-Saint-Jean ;

Vu le cahier spécial des charges "3.10.5 – Réfection complète des voiries et abords (y compris l'étang) de la ferme du Château du Karreveld à Molenbeek-Saint-Jean – Marché de travaux – Adjudication publique ;

Vu la nécessité de déterminer les droits et obligations de chacune des parties ;

**POUR CES RAISONS**

L'Etat fédéral, le Service Public fédéral Mobilité et Transports, la Direction générale Mobilité et Sécurité routière, la Direction Infrastructure de Transport, valablement représentée par Madame L. ONKELINX, Vice-premier Ministre chargée de l'Accord de Coopération E.F./R.B.C. ;

Et

La Région de Bruxelles-Capitale, valablement représentée par son Gouvernement au nom duquel intervient : C. PICQUE, Ministre-Président du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé des Pouvoirs locaux, de l'Aménagement du Territoire, des Monuments et Sites, de la Propreté publique, de la Coopération au Développement, des Statistiques régionales ;

Et

La Commune de Molenbeek-Saint-Jean, valablement représentée par le Collège des Bourgmestre et Echevins au nom duquel interviennent Madame Schepmans, Bourgmestre et Monsieur De Winne, Secrétaire Communal.

**3.10.5 Réfection complète des voiries et abords (y compris l'étang) du Château du Karreveld  
(commune de Molenbeek-Saint-Jean)  
Protocole**

**ONT CONVENU CE QUI SUIT :**

**ARTICLE 1 DÉFINITIONS**

Par **Accord de Coopération**, on entend : l'Accord de Coopération du 15.09.93, tel que modifié par les avenants y afférents, qui a été conclu entre l'Etat fédéral et la Région Bruxelles-Capitale à l'égard de certaines initiatives destinées à promouvoir le rôle international et la fonction de capitale de Bruxelles ;

Par **SPF MT**, on entend : le Service Public Fédéral Mobilité et Transports, Direction générale Mobilité et Sécurité routière, Direction Infrastructure de Transport;

Par **RBC** ou **Région**, on entend : la Région de Bruxelles-Capitale ;

Par **Commune**, on entend : la Commune de Molenbeek-Saint-Jean ;

Par **Comité d'Accompagnement**, on entend : le comité responsable du suivi de la réalisation du programme budgétaire de l'Accord de Coopération BELIRIS dans l'initiative "Château du Karreveld" (Molenbeek-Saint-Jean). Ce comité est composé des représentants du SPF MT, de la commune, de la Région et éventuellement d'autres autorités ou services concernés par le projet. Le Comité d'Accompagnement suit les études et les travaux concernant les interventions décrites dans l'article 2. Il se prononce par consensus sur les phases cruciales. Les réunions du Comité d'Accompagnement sont organisées par le SPF MT et présidées par le fonctionnaire dirigeant concerné ;

Par **Comité de Coordination**, on entend : le comité chargé du suivi de la réalisation du programme budgétaire de l'Accord de Coopération. Ce comité est composé des cabinets et administrations fédéraux et régionaux responsables de l'exécution de l'Accord de Coopération ;

Par **Comité de Coopération**, on entend : le comité chargé de la réalisation du programme budgétaire de l'Accord de Coopération. Ce comité est composé des quatre ministres fédéraux (ou de leurs représentants) et des quatre ministres régionaux (ou de leurs représentants) qui ont signé l'Accord de Coopération et les avenants y afférents ;

Par **initiative**, on entend : la réalisation de travaux ou une phase d'études dans le cadre de la réfection des voiries et abords (y compris l'étang) de la ferme du Château du Karreveld à Molenbeek-Saint-Jean;

**ARTICLE 2 OBJET**

Le présent protocole a pour objet de fixer les modalités d'intervention dans le cadre de la réalisation de l'initiative 3.10.5 "Château du Karreveld- Réfection complète des voiries et abords (y compris l'étang)" à Molenbeek-Saint-Jean.

Remarque : L'initiative originale prévoit le réaménagement des abords et des toitures du Château du Karreveld. Aussi les études sont-elles adjugées en un seul lot. En ce qui concerne les travaux, le SPF MT a décidé de scinder les travaux liés aux toitures et ceux liés aux abords. Le présent protocole réglera uniquement les modalités de paiement relatives aux travaux de réfection des abords.

**3.10.5 Réfection complète des voiries et abords (y compris l'étang) du Château du Karreveld  
(commune de Molenbeek-Saint-Jean)  
Protocole**

**Marché du SPF MT concernant les abords**

\* Répartition du budget sur base de l'offre de l'entrepreneur retenu

	Prix des travaux selon l'entrepreneur retenu	Quote-part SPF MT – avenant 11	Quote-part de la Commune – décision du collège des bourgmestre et échevins du ....	Prix des études sur base du montant adjudgé des travaux – Quote- part SPF MT
<b>PARC</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• le réaménagement du parc (la réfection des chemins et abords comprend les fondations, les revêtements, filets d'eau et bordures):</li> <li>- chemins d'accès carrossables en pavés naturels;</li> <li>- chemins du parc en dolomie ;</li> <li>- cours du château en pavés naturels ;</li> <li>- terrasse du château ;</li> <li>- revêtements des abords des bâtiments ;</li> <li>- travaux de drainage des chemins, des abords de bâtiments et des pelouses ;</li> <li>- équipement de bancs, poubelles et signalisation ;</li> <li>- réfection du petit bassin d'eau et de la fontaine du « jardin français »</li> <li>- rénovation et installation de l'éclairage du parc, des chemins et de la cour ;</li> <li>- travaux d'égouttage ;</li> <li>• curage des boues de l'étang + chambre de captage</li> </ul>	€ 1.634.782,76 incl. btw	€ 1.600.000 incl. btw	€ 34.782,76 € 129.416,55 incl. BTW*

\* Calculé sur base de FABI 2007 avec application du pourcentage de réduction consenti par le bureau d'études sur le marché de projets (85%).

**\* ETAT RECAPITULATIF :**

TOTAL (travaux + études) : € 1.764.199,31 TVAC

Quote-part du SPF MT (travaux + études) : € 1.729.416,55 TVAC

Quote-part de la Commune : € 34.782,76 TVAC

**ARTICLE 3 MAITRISE D'OUVRAGE ET FONCTIONNAIRE DIRIGEANT**

Le SPF MT intervient en tant que maître d'ouvrage pour tous les travaux et études mentionnés à l'article 2 et participe également à la gestion et à la coordination de tous les investissements.

**3.10.5 Réfection complète des voiries et abords (y compris l'étang) du Château du Karreveld (commune de Molenbeek-Saint-Jean) Protocole**

Le SPF MT désigne en son sein un fonctionnaire dirigeant et assure le suivi aussi bien administratif et technique que budgétaire des différents marchés de travaux et d'études. Le fonctionnaire dirigeant préside les réunions du Comité d'Accompagnement tout comme les réunions de chantier.

#### **ARTICLE 4 FINANCEMENT ET MODALITES DE PAYEMENT**

##### § 1. Financement via l'Accord de Coopération BELIRIS

L'intervention financière de l'Accord de Coopération pour les travaux exécutés dans le cadre du présent marché est strictement limitée à € 1.634.782,76 (T.V.A.C.). Les révisions des prix et les décomptes concernant les travaux financés par l'Accord de Coopération sont également imputés à l'Accord de Coopération jusqu'à un montant de €160.000 TVA comprise.

Dans les limites de leurs compétences et, le cas échéant, à la demande du Comité d'Accompagnement, le comité de coopération ou le comité de coordination peuvent déroger au montant précité.

##### § 2. Financement par la commune de Molenbeek-Saint-Jean

L'intervention financière de la commune pour les travaux exécutés dans le cadre du présent marché s'élève à 34.782,76 € (tva comprise). Les révisions de prix et les décomptes en relation avec les travaux financés par la Commune ne sont pas comprises dans ce budget et sont également pour le compte de la Commune.

Pour pouvoir supporter le financement, la Commune peut faire appel à des subsides d'autres instances auxquels elle a légalement droit en tant que propriétaire. La Commune doit toutefois informer l'Etat de tous les subsides qu'elle recevrait le cas échéant.

En cas de dépassement du budget maximum, et en l'absence de décision des Comités de Coordination ou de Coopération d'augmenter le budget, la Commune s'engage à prendre en charge les suppléments budgétaires nécessaires sur son budget propre ou sur des subsides qu'elle aurait obtenus à cette fin. Si aucun budget supplémentaire peut être trouvé par la commune, l'Etat décidera en concertation avec la commune à la non-exécution d'un certain nombre de travaux afin de respecter le budget disponible.

Les décomptes/suppléments qui ne semblent pas nécessaires pour la bonne et nécessaire exécution de tous les travaux supplémentaires tels que prévus dans le cahier des charges seront payés par la partie qui les demande.

La fixation et l'approbation des décomptes/suppléments susdits se font en concertation et en consensus entre l'Etat, la Commune et l'entrepreneur. Ils sont expressément motivés dans les procès-verbaux des différentes réunions de chantier.

##### § 3. Modalités de paiement

La commune verse le montant de 34.782,76 € tva comprise sur le compte du fonds Beliris. A cet effet, la commune comptabilise, pour la notification du marché de travaux, ce montant dans le budget communal qu'elle prend à sa charge en vertu du présent avenant.

Au début des travaux, la commune verse au fonds Beliris les montants dus dans les soixante jours de calendrier qui suivent la demande de paiement. Les intérêts légalement en vigueur s'appliquent à partir du sixantième jour.

##### § 4. Intérêts pour retard dans les paiements

Chaque partie paye les intérêts de retard éventuellement demandés par l'entrepreneur et qui résultent d'un retard qui est imputable à cette partie.

### **3.10.5 Réfection complète des voiries et abords (y compris l'étang) du Château du Karreveld (commune de Molenbeek-Saint-Jean) Protocole**

**ARTICLE 5 MISE A DISPOSITION DES TERRAINS ET TRANSFERT DES TRAVAUX REALISES**

**\* Mise à disposition des terrains et/ou des bâtiments**

En tant que propriétaire des terrains, la commune autorise le SPF MT à réaliser les études et travaux précités sur son territoire. Le SPF MT met à disposition tous les documents nécessaires au projet.

Dans le cas où la commune ne serait pas la propriétaire ou la gestionnaire des terrains (ou des bâtiments) sur lesquels la direction doit travailler en exécution de cet accord, elle prend toutes les mesures exigées pour obtenir aussi vite que possible (ainsi que pour signifier l'approbation de l'adjudication à l'entrepreneur des travaux) l'accord exigé pour la réalisation des travaux.

**\* Transfert de propriété**

Après la réception provisoire des travaux accordée par le SPF MT dans le cadre de cet accord, la commune en devient propriétaire par accession.

La commune s'engage à ne pas céder les biens à un ou plusieurs tiers, que ce soit gratuitement ou à titre onéreux.

**ARTICLE 6 RECEPTIONS TECHNIQUE, PROVISoire ET DEFINITIVE DES TRAVAUX**

Les réceptions technique, provisoire et définitive des travaux sont accordées par le SPF MT. Le fonctionnaire dirigeant du SPF MT demandera au préalable l'avis des membres du Comité d'Accompagnement. Il devra tenir compte de leurs remarques si elles ont un rapport direct avec la bonne exécution du cahier spécial des charges.

**ARTICLE 7 ENTRETIEN ET GARANTIE**

**Garantie**

Conformément au cahier spécial des charges, l'entrepreneur doit garantir les travaux qu'il a réalisés et ce, pendant une période fixée par le cahier spécial des charges et qui commence à courir après la réception provisoire.

**Entretien**

Immédiatement après la réception provisoire des travaux réalisés sur ses terrains, la commune en prend l'entretien à sa charge, à l'exception des obligations de l'entrepreneur telles qu'elles sont définies ci-dessus. Si une autre partie ou un tiers s'engage à entretenir les travaux, la commune en informe par écrit le SPF MT.

En cas de non-respect de ses obligations d'entretien ou en cas de cession de tout ou partie du bien, la Commune s'engage à rembourser le SPF MT (Accord de Coopération) un montant calculé comme suit :

$$X = [ M - (M * A/20) ] * R\%$$

Où :

X = le montant à rembourser ;

A = le nombre d'années entières échues depuis la délivrance de la réception provisoire des derniers travaux ;

M = montant du (des) décompte (s) final(aux) des travaux, en ce compris les taxes, redevances, révisions etc. approuvé par le SPF MT dans le cadre du projet. Ce montant « M » est actualisé sur base des formules de révision des prix appliquées dans le marché de travaux.

R% = le montant de l'infraction exprimé en % (tenant compte du coût de l'investissement non entretenu, non occupé ou cédé et de l'impact négatif sur l'image du site) estimé par le SPF MT et la Région.

**3.10.5 Réfection complète des voiries et abords (y compris l'étang) du Château du Karreveld  
(commune de Molenbeek-Saint-Jean)  
Protocole**

Procédure :

a) Le non-respect des obligations et le pourcentage d'infraction (R) doivent être officiellement constatés par la Région ou le SPF MT dans un courrier recommandé adressé à la Commune avec une copie, selon le cas, à la Région ou au SPF MT.

b) La Commune dispose d'un délai d'1 mois pour faire valoir ses observations au SPF MT et à la Région.

c) Après examen des moyens de défense de la Commune, le SPF MT et la Région établissent ensemble une réponse avec – le cas échéant - le pourcentage d'infraction (R) adapté.

d) La Commune dispose d'un nouveau délai d'1 mois pour faire valoir ses observations au SPF MT et à la Région.

e) Après examen des moyens de défense ou observations de la Commune, le SPF MT établit un rapport à l'attention du Comité de Coordination qui prend en dernier ressort la décision de demander le remboursement prévu au présent article. La Commune peut demander à être entendue par le Comité de Coordination.

En cas d'entretien défectueux, le SPF MT pourra infliger une amende pendant une période de 10 ans (€ 250 par infraction constatée). L'application de cette amende aura lieu en concertation avec la commune, qui conserve toujours la possibilité de réfuter les faits constatés.

**ARTICLE 8. RESPONSABILITE**

***Phase avant le transfert de propriété***

À partir de l'entrée en vigueur du présent protocole et jusqu'à réception provisoire des travaux incluse, chaque partie est responsable des dommages causés aux tiers par la faute de ses représentants ou préposés et, plus généralement, de toute personne, chose ou bien dont elle peut être rendue civilement responsable, sans préjudice de la responsabilité du bureau d'études et de l'entrepreneur.

***Phase après le transfert de propriété***

Après le transfert de propriété des travaux réalisés, la commune s'engage à garantir le SPF MT de toute demande d'indemnité financière émanant d'un tiers, du fait des travaux réalisés et transférés, à condition que le SPF MT appelle la commune à la cause en cas d'une éventuelle action judiciaire. Dans ce dernier cas, le SPF MT ne peut conclure aucune transaction, ni désistement d'instance, sans l'accord de la commune.

**3.10.5 Réfection complète des voiries et abords (y compris l'étang) du Château du Karreveld  
(commune de Molenbeek-Saint-Jean)  
Protocole**

**ARTICLE 9 ENTREE EN VIGUEUR DU PROTOCOLE**

Ce protocole entre en vigueur au moment où il sera signé par toutes les parties.

Etabli à Bruxelles le .../.../...en 6 exemplaires (3 en néerlandais et 3 français). Les versions néerlandaise et française ont la même valeur.

Chaque partie déclare avoir reçu deux exemplaires (1 NL et 1 FR).

**Pour le Service Public  
Fédéral Mobilité et  
Transports**, Direction  
générale Mobilité et  
Transports, Direction  
Infrastructure de Transport

**Pour la Région de  
Bruxelles-Capitale**

**Pour la commune de Molenbeek-Saint-Jean**

Madame **L. ONKELINX**  
Vice-Premier-Ministre,  
chargée de l'Accord de  
Coopération du 15.09.1993

Monsieur **C. PICQUE**,  
Ministre-Président  
de la Région de  
Bruxelles-Capitale.

Madame  
**SCHEPMANS**,  
Bourgmestre de la  
commune de  
Molenbeek-Saint-Jean

Monsieur **DE WINNE**,  
Secrétaire Communal  
de la commune de  
Molenbeek-Saint-Jean

**3.10.5 Réfection complète des voiries et abords (y compris l'étang) du Château du Karreveld  
(commune de Molenbeek-Saint-Jean)  
Protocole**

**22. Betreft: Openbare Werken - Samenwerkingsakkoord tussen de Federale Staat en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest - Goedkeuring van het protocol 3.10.5 volledige herstelling van de wegen en aangelanden (met inbegrip van de vijver) van het kasteel te Molenbeek.**

De Gemeenteraad,

Gelet op het Samenwerkingsakkoord van 15.09.1993 en de aanhangsels ervan (BELIRIS genaamd), afgesloten tussen de Federale Staat en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, welk akkoord voorziet in verscheidene initiatieven die bedoeld zijn om de internationale rol en de hoofdstedelijke functie van Brussel te promoten;

Overwegende dat de Directie Transportinfrastructuur met de bestudering van, uitvoering van en controle op deze initiatieven belast is;

Overwegende dat hoofdstuk 3 « Gebouwen en openbare ruimtes in Brussel » van voornoemd Samenwerkingsakkoord voorziet in de volledige herstelling van de wegen en aangelanden (met inbegrip van de vijver) van het Karreveldkasteel te Sint-Jans-Molenbeek als initiatief;

Gelet op het bijzonder lastenboek « 3.10.5 – Volledige herstelling van de wegen en aangelanden (met inbegrip van de vijver) van het Karreveldkasteel te Sint-Jans-Molenbeek – Overheidsopdracht voor werken – Openbare aanbesteding;

Overwegende dat de rechten en plichten van alle partijen bepaald moeten worden;

Neemt kennis van Protocol « 3.10.5 Volledige herstelling van de wegen en aangelanden (met inbegrip van de vijver) van het Karreveldkasteel te Sint-Jans-Molenbeek – Overheidsopdracht voor werken »;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen 09.01.2013;

Besluit eenparig:

Enig artikel

Protocol « 3.10.5 – Volledige herstelling van de wegen en aangelanden (met inbegrip van de vijver) van het Karreveldkasteel te Sint-Jans-Molenbeek » goed te keuren en toe te laten.



**3.10.5 Volledige herstelling van de wegen en aangelanden (met inbegrip van de vijver) van het Kasteel Karreveld te Sint-Jans-Molenbeek**

**PROTOCOL**

**PREAMBULE**

Gelet op het Samenwerkingsakkoord van 15.09.1993 en zijn bijakten (genaamd BELIRIS) tussen de Federale Staat en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest betreffende bepaalde initiatieven ter bevordering van de internationale rol en de hoofdstedelijke functie van Brussel;

Aangezien de Directie Vervoerinfrastructuur belast is met de studie, de uitvoering en de controle van deze initiatieven;

Overwegende dat hoofdstuk 3 «Gebouwen en openbare ruimten in Brussel» van het betreffende Samenwerkingsakkoord de volledige herstelling van de wegen en aangelanden van het Kasteel Karreveld te Sint-Jans-Molenbeek voorziet als initiatief;

Gezien het bijzonder bestek "3.10.5 – Volledige herstelling van de wegen en aangelanden (met inbegrip van de vijver) van de Kasteelhoeve Karreveld – Sint-Jans-Molenbeek – Opdracht van werken – Openbare aanbesteding;

Gelet op de noodzaak om de rechten en verplichtingen van elke partij vast te leggen;

**OM DEZE REDENEN ZIJN**

**De Federale Staat**, Federale Overheidsdienst Mobiliteit en Vervoer, Directoraat-generaal Mobiliteit en Verkeersveiligheid, Directie Vervoerinfrastructuur, die vertegenwoordigd wordt door mevrouw L. ONKELINX, de Vice-Eerste minister die belast is met het samenwerkingsakkoord F.S./B.H.G.;

En

**Het Brussels Hoofdstedelijk Gewest**, dat vertegenwoordigd wordt door zijn regering, in naam waarvan optreedt: C. PICQUE, Minister-President van de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, belast met Plaatselijke Besturen, Ruimtelijke Ordening, Monumenten en Landschappen, Openbare Reiniging, Ontwikkelingssamenwerking, Gewestelijke Statistiek;

En

De **gemeente Sint-Jans-Molenbeek**, geldig vertegenwoordigd door het College van Burgemeester en Schepenen, namens hetwelk mevrouw F. Schepmans, Burgemeester en de heer De Winne, gemeentesecretaris, optreden.

**3.10.5 Volledige herstelling van de wegen en aangelanden (met inbegrip van de vijver) van het Kasteel Karreveld (gemeente Sint-Jans-Molenbeek)  
Protocol**

## HET VOLGENDE OVEREENGEKOMEN:

### ARTIKEL 1 DEFINITIES

Onder **Samenwerkingsakkoord** verstaat men: het Samenwerkingsakkoord van 15.09.93, zoals het werd gewijzigd door de Bijakten ervan, dat tussen de Federale Staat en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest werd gesloten betreffende sommige initiatieven ter bevordering van de internationale rol en de hoofdstedelijke functie van Brussel;

Onder **FOD MV** verstaat men: de Federale Overheidsdienst Mobiliteit en Vervoer, Directoraat-generaal Mobiliteit en Verkeersveiligheid, Directie Vervoersinfrastructuur;

Onder **BHG of Gewest** verstaat men: het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Onder **Gemeente** verstaat men: de Gemeente Sint-Jans-Molenbeek;

Onder **Begeleidingscomité** wordt verstaan: het comité verantwoordelijk voor de opvolging van de realisatie van het budgetprogramma van het Samenwerkingsakkoord BELIRIS in het initiatief "Kasteel Karreveld" (Sint-Jans-Molenbeek). Dit comité is samengesteld uit afgevaardigden van de FOD MV, de gemeente, het Gewest en van eventuele andere betrokken overheden of diensten. Het begeleidingscomité volgt de studies en werkzaamheden op met betrekking tot de interventies beschreven in artikel 2. Het beslist bij consensus over de cruciale fases. De vergaderingen van het begeleidingscomité worden georganiseerd door de FOD MV en voorgezeten door de betrokken leidende ambtenaar;

Onder **Coördinatiecomité** verstaat men: het comité dat instaat voor de opvolging van de uitvoering van het budgettaire programma van het Samenwerkingsakkoord. Dat comité bestaat uit de federale en gewestelijke kabinetten en besturen die verantwoordelijk zijn voor de uitvoering van het Samenwerkingsakkoord;

Onder **Samenwerkingscomité** verstaat men: het comité dat instaat voor de uitvoering van het budgettaire programma van het Samenwerkingsakkoord. Dat comité bestaat uit de vier federale ministers (of hun vertegenwoordigers) en de vier gewestelijke ministers (of hun vertegenwoordigers) die het Samenwerkingsakkoord en de bijakten ervan ondertekenden;

Onder **initiatief** verstaat men het uitvoeren van werken of een studiefase in het kader van de herstelling van de wegen en de aangelanden (met inbegrip van de vijver) van de kasteelhoeve Karreveld te Sint-Jans-Molenbeek;

### ARTIKEL 2 VOORWERP

Het onderhavige protocol heeft tot voorwerp de vaststelling van de interventievoorwaarden voor de uitvoering van initiatief 3.10.5 "Kasteel Karreveld – volledige herstelling van de wegen en de aangelanden (met inbegrip van de vijver)" in Sint-Jans-Molenbeek.

Opmerking: het oorspronkelijk initiatief voorziet in de heraanleg van de omgeving en de daken van het Kasteel Karreveld. De studies werden dan ook als één geheel aanbesteed. Voor wat betreft de werken, besliste de FOD MV de werken aan de daken en de omgeving te scheiden. Onderhavig protocol zal enkel de betalingsmodaliteiten wat betreft de herstellingswerken aan de omgeving regelen.

### **3.10.5 Volledige herstelling van de wegen en aangelanden (met inbegrip van de vijver) van het Kasteel Karreveld (gemeente Sint-Jans-Molenbeek) Protocol**

**Opdracht van de FOD MV met betrekking tot de omgeving**

\* Verdeling van het budget op basis van de offerte van de weerhouden aannemer

	Prijs van de werken volgens de weerhouden aannemer	Aandeel FOD MV – bijakte 11	Aandeel Gemeente – beslissing College van Burgemeest er en Schepenen van ....	Prijs van studie op basis van het aanbestede bedrag der werken - Aandeel FOD MV	
<b>PARK</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>de heraanleg van het park (de herstelling van de wegen en de omgeving omvat de funderingen en bekleding van de wegen, met inbegrip van de boordstenen en de watergreppels):                     <ul style="list-style-type: none"> <li>berijdbare toegangswegen in kasseien</li> <li>de wegen van het park in dolomietsteen;</li> <li>de binnenkoer van het kasteel in kasseien;</li> <li>het terras van het kasteel;</li> <li>de aankleding van de directe omgeving van de gebouwen;</li> <li>de drainagewerken van de wegen, de omgeving van de gebouwen en de grasperken;</li> <li>leveren en plaatsen van banken, vuilnisbakken en signalisatie;</li> <li>herstelling van het kleine waterbassin en van de fontein in de "Franse tuin";</li> <li>vernieuwen en plaatsen van verlichting voor het park, de wegen en de koer;</li> <li>rioleeringswerken;</li> </ul> </li> <li>ruimen van het slib in de vijver + opvangkamer</li> </ul>	€ 1.634.782,76 incl. btw	€ 1.600.000 incl. btw	€ 34.782,76	€ 129.416,55 incl. BTW*

\* Berekend op basis van FABI 2007 met toepassing van het kortingspercentage opgegeven door het studie bureau voor de ontwerp opdrachten (85%).

**\* SAMENVATTING:**

TOTAAL (werkzaamheden + studies): € 1.764.199,31 incl. BTW

Aandeel van de FOD MV (werkzaamheden+ studies): € 1.729.416,55 incl. BTW

Aandeel van de gemeente: € 34.782,76 incl. BTW

**ARTIKEL 3 BOUWHEER EN LEIDEND AMBTENAAR**

De FOD MV treedt op als bouwheer voor alle studies en werkzaamheden vermeld in artikel 2 en staat tevens in voor het beheer en de coördinatie van alle investeringen.

**3.10.5 Volledige herstelling van de wegen en aangelanden (met inbegrip van de vijver) van het Kasteel Karreveld (gemeente Sint-Jans-Molenbeek)  
Protocol**

De FOD MV kiest een leidend ambtenaar uit zijn midden en verzekert zowel de administratieve en technische als budgettaire opvolging van de diverse studie- en werkopdrachten. De leidend ambtenaar zit de vergaderingen van het Begeleidingscomité net als de bouwplaatsvergaderingen voor.

#### **ARTIKEL 4 FINANCIERING EN MODALITEITEN VAN BETALING**

##### **§1. Financiering via het Samenwerkingsakkoord BELIRIS**

De financiële tussenkomst van het Samenwerkingsakkoord voor de werkzaamheden in het kader van de onderhavige opdracht is strikt beperkt tot € 1.634.782,76 (incl. btw). De prijsherzieningen...en verrekeningen m.b.t. de werkzaamheden gefinancierd door het Samenwerkingsakkoord zijn eveneens voor rekening van het Samenwerkingsakkoord ten belope van een bedrag van €160.000 incl. BTW.

Het Samenwerkingscomité of het Coördinatiecomité kunnen, binnen de beperkingen van hun bevoegdheden en desgevallend op verzoek van het Begeleidingscomité, afwijken van voormeld bedrag.

##### **§2. Financiering door de gemeente Sint-Jans-Molenbeek**

De financiële tussenkomst van de gemeente voor de werkzaamheden in het kader van de onderhavige opdracht bedraagt 34.782,76 € (incl. btw). De prijsherzieningen...en verrekeningen in verband met de door de Gemeente gefinancierde werken zijn niet in dit budget inbegrepen en zijn eveneens voor rekening van de Gemeente.

Om de financiering te kunnen dragen, kan de Gemeente beroep doen op subsidies van andere instanties waarop zij als eigenaar wettelijk recht heeft. De Gemeente moet evenwel de Staat inlichten over alle subsidies die zij desgevallend zou ontvangen.

In het geval van overschrijding van het maximumbudget en in afwezigheid van een beslissing van het Coördinatie- of Samenwerkingscomité om het budget te verhogen, verbindt de Gemeente zich ertoe om de nodige budgettaire supplementen ten laste te nemen van haar eigen budget of van de subsidies die zij daartoe zou hebben bekomen. Indien door de gemeente geen bijkomend budget gevonden kan worden, zal de Staat, in samenspraak met de gemeente, beslissen tot de niet-uitvoering van een aantal werken teneinde het beschikbare budget te kunnen respecteren.

De verrekeningen/supplementen die niet nodig blijken te zijn voor de goede en noodzakelijke uitvoering van alle bijkomende werken zoals voorzien in het bestek, zullen betaald worden door de partij die ze vraagt.

De vastlegging en goedkeuring van voorgenoemde verrekeningen/supplementen gebeurt in overleg en in consensus tussen de Staat, de Gemeente en de aannemer. Ze worden uitdrukkelijk gemotiveerd in de processen-verbaal van de verschillende werfvergaderingen.

##### **§3. Betalingsmodaliteiten**

De gemeente stort het bedrag van € 34.782,76 incl. btw op de rekening van het fonds Beliris. Hiertoe boekt de gemeente, voor de notificatie van de opdracht van werken, dit bedrag in het gemeentebudget die ze krachtens onderhavige bijakte ten laste neemt.

Bij het begin van de werken, zal de gemeente de aan het Belirisfonds verschuldigde bedragen overmaken binnen de 60 kalenderdagen volgend op het schrijven betreffende de vraag tot betaling. De wettelijk van kracht zijnde intresten zijn van toepassing vanaf de 60<sup>ste</sup> dag.

#### **3.10.5 Volledige herstelling van de wegen en aangelanden (met inbegrip van de vijver) van het Kasteel Karreveld (gemeente Sint-Jans-Molenbeek) Protocol**

#### § 4. Verwijlinteresten

Elke partij betaalt de verwijlinteresten die de aannemer eventueel vraagt en die voortvloeien uit een vertraging die aan haar is toe te schrijven.

#### ARTIKEL 5 TERBESCHIKKINGSTELLING VAN DE TERREINEN EN OVERDRACHT VAN DE UITGEVOERDE WERKZAAMHEDEN

##### **\* Terbeschikkingstelling van de terreinen en/of gebouwen**

De gemeente geeft, als eigenaar van de terreinen, de FOD MV de toestemming om voormelde studies en werkzaamheden uit te voeren op haar grondgebied. De FOD MV stelt alle voor het project noodzakelijke documenten ter beschikking.

In het geval dat de gemeente niet de eigenaar of beheerder zou zijn van de terreinen (of gebouwen) waaraan de leiding moet werken in uitvoering van deze overeenkomst, treft zij alle vereiste maatregelen om zo snel mogelijk (en voor de betekening van de aanbestedingsgoedkeuring aan de aannemer van de werkzaamheden) het vereiste akkoord voor de uitvoering van de werkzaamheden te verkrijgen

##### **\*Overdracht van eigendom**

Na de voorlopige oplevering van de werkzaamheden verleend door de FOD MV in het kader van deze overeenkomst wordt de gemeente er eigenaar van door natrekking.

De gemeente verbindt er zich toe de goederen niet aan één of meerdere derden af te staan, noch gratis, noch onder bezwarende titel.

#### ARTIKEL 6 TECHNISCHE, VOORLOPIGE EN DEFINITIEVE OPLEVERING VAN DE WERKZAAMHEDEN

De technische, voorlopige en definitieve oplevering van de werkzaamheden worden verleend door de FOD MV. De leidend ambtenaar van de FOD MV vraagt vooraf het advies van de leden van het Begeleidingscomité. Hij moet met die opmerkingen rekening houden indien ze direct verband houden met de goede uitvoering van het bestek.

#### ARTIKEL 7 ONDERHOUD EN GARANTIE

##### **Garantie**

Conform het bijzonder bestek moet de aannemer een garantie geven op de door hem uitgevoerde werkzaamheden gedurende een periode vastgelegd in het Bijzonder Bestek en die begint na de voorlopige oplevering.

##### **Onderhoud**

Meteen na de voorlopige oplevering van de werkzaamheden uitgevoerd op haar terreinen, neemt de gemeente het onderhoud voor haar rekening, met uitzondering van de verplichtingen van de aannemer zoals hierboven beschreven. Indien een andere partij of een derde instaat voor het onderhoud van de werken, deelt de gemeente dat schriftelijk mee aan de FOD MV.

In het geval van het niet respecteren van haar onderhoudsverplichtingen of in geval van overdracht van het goed of een gedeelte ervan verbindt de Gemeente zich tot het terugbetalen van een bedrag aan de FOD MV (Samenwerkingsakkoord) dat als volgt berekend wordt:

$$X = [ M - (M * A/20) ] * R\%$$

waarbij :

X = het terug te betalen bedrag ;

A = het aantal volledige jaren vervallen sinds de aflevering van de voorlopige oplevering van de laatste werken ;

#### **3.10.5 Volledige herstelling van de wegen en aangelanden (met inbegrip van de vijver) van het Kasteel Karreveld (gemeente Sint-Jans-Molenbeek) Protocol**

M = bedrag van de eindverrekening(en) van de werken met inbegrip van taksen, heffingen, herzieningen, enz. goedgekeurd door de FOD MV in het kader van het project. Het bedrag "M" is geactualiseerd op basis van de formules voor prijsherzieningen toegepast bij de opdracht van werken.  
R% = het bedrag van de inbreuk uitgedrukt in % (rekening houdend met de kost van de investering die niet onderhouden, niet bezet of overgedragen is en de negatieve impact ervan op het imago van de site) geraamd door de FOD MV en het Gewest;

Procedure :

a) Het niet respecteren van de verplichtingen en het percentage van de inbreuk (R) moet door het Gewest of de FOD MV officieel vastgesteld worden in een aangetekend schrijven gericht aan de Gemeente met een kopie naar het Gewest of de FOD MV naargelang het geval.

b) De Gemeente beschikt over een termijn van 1 maand om haar opmerkingen kenbaar te maken aan de FOD MV en het Gewest.

c) Na onderzoek van de verweermiddelen van de Gemeente stellen de FOD MV en het Gewest gezamenlijk een antwoord op met desgevallend een aangepast percentage van de inbreuk (R).

d) De Gemeente beschikt over een nieuwe termijn van 1 maand om haar opmerkingen kenbaar te maken aan de FOD MV en het Gewest.

e) Na onderzoek van de verweermiddelen of opmerkingen van de Gemeente stelt de FOD MV een rapport op ter attentie van het Coördinatiecomité dat in laatste instantie de beslissing neemt om de terugbetaling zoals voorzien in dit artikel te vragen. De Gemeente kan vragen om gehoord te worden door het Coördinatiecomité.

In geval van gebrekkig onderhoud, zal de FOD MV gedurende een periode van 10 jaar een boete kunnen toepassen (€ 250 per vastgestelde inbreuk). De toepassing van deze boete zal in overleg met de gemeente gebeuren die steeds de mogelijkheid heeft om de vastgestelde feiten te weerleggen.

**ARTIKEL 8 AANSPRAKELIJKHEID**

***Fase voor de eigendomsoverdracht***

Vanaf de inwerkingtreding van onderhavig protocol tot en met de voorlopige oplevering der werken, is elke partij aansprakelijk voor schade die door haar afgevaardigden aan derden werd berokkend en, meer algemeen, voor elke partij, elk voorwerp of goed waarvoor ze burgerlijk aansprakelijk gesteld kan worden, onverminderd de aansprakelijkheid van het studiebureau en de aannemer.

***Fase na de eigendomsoverdracht***

Na de eigendomsoverdracht van de uitgevoerde werkzaamheden, verbindt de gemeente zich ertoe om de FOD MV te vrijwaren van elke financiële vergoeding van een derde die haar oorsprong vindt in de uitgevoerde en overgedragen werkzaamheden, op voorwaarde dat de FOD MV de gemeente verzoekt op te treden in de eventuele rechtszaak. In dat laatste geval kan de FOD MV geen enkele dading afsluiten, noch overgaan tot afstand van rechtsgeding, zonder het akkoord van de gemeente.

**3.10.5 Volledige herstelling van de wegen en aangelanden (met inbegrip van de vijver) van het Kasteel Karreveld (gemeente Sint-Jans-Molenbeek)  
Protocol**

**ARTIKEL 9 INVOEGTREDING VAN DIT PROTOCOL**

Dit protocol treedt in werking zodra het door alle partijen is ondertekend.

Aldus opgesteld in Brussel, op .../.../..... in zes exemplaren (3 NL en 3 FR).

Elke partij verklaart twee exemplaren (1 NL en 1 FR) te hebben ontvangen.

**De Federale  
Overheidsdienst Mobiliteit  
en Vervoer**, Algemene  
Directie Mobiliteit en  
Vervoer, Directie  
Vervoersinfrastructuur

Het **Brussels Hoofdstedelijk  
Gewest**

De **gemeente Sint-Jans-Molenbeek**

Mevrouw **L. ONKELINX**  
Vicepremier,  
verantwoordelijk voor het  
Samenwerkingsakkoord  
van 15.09.1993

De heer **C. PICQUE**,  
Minister-President  
van het Brussels  
Hoofdstedelijk Gewest

Mevrouw  
**SCHEPMANS**,  
Burgemeester van de  
gemeente Sint-Jans-  
Molenbeek

De heer **DE WINNE**,  
gemeentesecretaris  
van de gemeente  
Sint-Jans-Molenbeek

**3.10.5 Volledige herstelling van de wegen en aangelanden (met inbegrip van de vijver) van het Kasteel  
Karreveld (gemeente Sint-Jans-Molenbeek)  
Protocol**

**23. #Objet : Projets subsidiés - Nouvelle Loi communale article 234 alinéa 3 - Marchés publics - Communication de la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins. #**

Le Conseil communal,

Vu la Nouvelle Loi communale notamment l'article 234 alinéa 3 tel que modifié par les ordonnances des 17 juillet 2003 et 9 mars 2006 ;

Vu la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins relative à la passation de marchés par procédure négociée en vertu de l'article 17§ 2 1<sup>a</sup>) de la Loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services ;

**EST INFORME DE LA DECISION DU COLLEGE SUIVANTE :**

- 26/12/2012 - Projets subsidiés - Travaux de peinture intérieure dans le Centre Communautaire Maritime - Approbation du dossier d'exécution - 40.000,00 EUR TVAC – Procédure négociée sans publicité - Article 9304/731-60 – Dépense couverte par les subsides octroyés dans le cadre de PGV et le solde par fonds d'emprunts ;

à l'unanimité, décide :

Article unique

D'approuver mode de financement de la dépense susvisée.

La présente décision sera transmise à l'autorité de tutelle conformément à l'article 7 de l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative des communes de la Région de Bruxelles-Capitale.

**23. Betreft: Gesubsidieerde projecten - Nieuwe Gemeentewet artikel 234 alinea 3 - Overheidsopdrachten - Mededeling van de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen.**

De Gemeenteraad,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, inzonderheid artikel 234 alinea 3 zoals gewijzigd door de ordonnances van 17 juli 2003 en 9 maart 2006;

Gelet op de beslissingen van het College van Burgemeester en Schepenen waarbij opdrachten gegund worden door een onderhandelingsprocedure volgens artikel 17 § 2, 1<sup>o</sup> a) van de wet van 24 december 1993 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten;

**WORDT GEÏNFORMEERD OVER DE VOLGENDE BESLISSING VAN HET COLLEGE:**

- 26/12/2012 - Gesubsidieerde projecten - Grootstedenbeleid - Gemeenschapscentrum maritiem - Schilderwerken - Opdracht van werken via een onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking - Raming van de uitgave 40.000,00 EUR BTW inbegrepen - Begrotingsartikel 9304/731-60 - Uitgave gedekt door de subsidies in het kader van Grootstedenbeleid en het saldo door leningsgelden;

**EN**

besluit eenparig :

### Enig artikel

De financieringswijze van de bovenvermelde uitgave goed te keuren.

Onderhavige beslissing zal overeenkomstig artikel 7 van ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest overgemaakt worden.

### **24. #Objet : Projets Subsidiés - Contrat de quartier Cinéma Bellevue - Approbation de la composition de la Cldi #**

Le Conseil communal,

Considérant que le Gouvernement de la Région de Bruxelles –Capitale en date du 05 février 2009 a décidé d’octroyer à la Commune le bénéfice d’un contrat de quartier « Cinéma-Bellevue » ;

Considérant que l’ordonnance organique de la revitalisation urbaine du 28 janvier 2010 prévoit que l’Assemblée générale de quartier, la Commission de quartier et la Commission de concertation sont les organes de la participation du programme de revitalisation urbaine ;

Vu la circulaire émanant de l’Administration de l’Aménagement du Territoire et du Logement, précisant le contenu des dossiers de base des contrats de quartiers ;

Vu le règlement d’ordre intérieur de la Commission Locale de Développement Intégré ;

Vu l’article 4 du règlement d’ordre intérieur stipulant que les membres qui ne rempliraient plus les conditions requises par le présent règlement et ceux qui n’auraient pas assisté à quatre séances consécutives seront considérées comme démissionnaires ;

Vu que le nouveau Conseil Communal a été installé le 3 décembre 2012 et qu’il convient de renouveler les représentants communaux au sein de la Commission Locale de Développement Intégré du Contrat de quartier Cinéma Bellevue ;

Vu la délibération du Collège du 16 janvier 2013, à l’unanimité

à l’unanimité, décide :

### Article unique

De prendre connaissance et d’accepter la liste ci- dessous :

#### Représentants de la Commune (3E et 1S)

Président : Mr. Jan Gypers, Echevin des Projets Subsidiés

Membres du Collège :

Mr. Ahmed El Khanouss, Echevin de l’emploi, du développement économique, de l’économie sociale, des Sports et des relations internationales

Mr. Karim Majoros, Echevin des Logements et des Propriétés Communales, de l’Habitat et des logements temporaires

*Madame Annalisa Gadaleta, Echevine du Développement durable, de l’environnement et des Affaires néerlandophones, suppléante*

#### Représentants du CPAS (1E ET 1S):

Président du Cpas

*Mr V.Libert, suppléant*

#### Représentants des habitants (8E)

M. Cobbaert Koen

M. Jnaoui Boujamâa

M. Soete Lieven  
M. Zoufri Moustapha  
M. De Troch- Depreuddomme  
Mr. Fadel Lahoussine  
Mr. El Hamel Mustapha  
Mme Whishet Jennifer

Représentants du tissu associatif (2E ET 2s)

Mme Ouberri Houria (Abef)  
Mme Claus Caroline (Yota!)  
*Mr. Soetewey Bruno (BAITA jzw), suppléant*  
*Mr. Dedeurwaerder Tom (Atelier Groot Eiland), suppléant*

Représentants du monde économique (2E et 1s)

Mr. Gjanaj Amet (GEL)  
Mr. Yassine Assal (Atrium Molenbeek Center Shopping)  
*Mme Verhoeven Ingrid (Kostuum centrale), suppléante*

Représentant du monde scolaire (1E)

Mme Wolf Jacqueline (Ecole n° 10)

Représentants du Réseau habitat (2E et 2S)

Mme Daems Gwendoline (Bonnevie)  
Mme Barthelemy Carine (La Rue)  
*Mr. Demey Gilles (Bonnevie), suppléant*  
*Monsieur Ledocq Christian (La Rue), suppléant*

Représentants de la Mission Locale (1E et 1S)

Mme Comblin Laurence  
*Mr. Ali Hammou, suppléant*

Représentant de Overleg Opleiding en Tewerkstellingsprojecten

Mr S. Corijn

Représentants de la Région de Bruxelles – Capitale

Mr. Destruement Lionel

Représentant de la Commission Communautaire Française

Mr D'Ostuni Vincent

Représentants de la Vlaamse Gemeenschapscommissie (1E et 1S)

Mme Swinnen Herlinden  
*Mme Vandeweyer, suppléant*

Observateurs (5)

Mme Vandeput Nathalie (Cellule Logement)  
Mr Coeckelberghs Etienne (Urbanisme)  
Mr Bultot Alain (Logement Molenbeekois)  
Mr Magotteaux Claude (logement molenbeekois)  
Mr Kolp Christian (Travaux Publics)

## **24. Betreft: Gesubsidieerde projecten - Wijkcontract Cinéma Bellevue - Goedkeuring van de samenstelling van de PCGO.**

De Gemeenteraad,

Overwegende dat de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest d.d 05 februari 2009 besloten heeft aan de Gemeente een wijkcontract « Cinema-Bellevue » toe te kennen;

Overwegende dat de Ordonnantie houdende organisatie van de stedelijke herwaardering van 28 januari 2010 voorziet dat de Algemene wijkvergadering, de wijkcommissie en de Overlegcommissie de participatieorganen zijn van het programma voor de stedelijke herwaardering ;

Gelet op de omzendbrief van het Bestuur van Ruimtelijke Ordening en Huisvesting (BROH ) die de inhoud van de basisdossiers van de wijkcontracten bepaalt;

Gelet op de in het Regeringsbesluit voorziene verplichting om een huishoudelijk reglement aan te nemen bij de Plaatselijke Commissie voor Geïntegreerde Ontwikkeling;

Gezien artikel 4 van het huishoudelijk reglement dat bepaalt dat de leden die niet meer de door het huidige reglement vereiste voorwaarden vervullen of die niet hebben deelgenomen aan 4 opeenvolgende zittingen, als ontslagnemend worden beschouwd ;

Gezien de nieuwe Gemeenteraad op 3 december 2012 geïnstalleerd werd en de vertegenwoordigers van de gemeente binnen de Plaatselijke Commissie voor Geïntegreerde Ontwikkeling van Wijkcontract Cinema-Belle-Vue moeten worden vernieuwd ;

Gelet op de beraadslaging van het College van Burgemeester en Schepenen d.d. 16 januari 2013;

Besluit eenparig:

### Enig artikel

Kennis te nemen van hiernavolgende lijst en deze goed te keuren:

### Vertegenwoordigers van de Gemeente(3E en 1P):

Voorzitter : M. Jan Gypers, Schepen van de Gesubsidieerde projecten

Leden van het College:

M. Ahmed El Khanouss, Schepen van Arbeid, Economische ontwikkeling, Sociale economie, Sport en Internationale betrekkingen

M. Karim Majoros, Schepen van Huisvesting en Gemeentelijke eigdommen, Woongelegenheid en tijdelijke woningen

*Mevrouw Annalisa Gadaleta, Schepen van Duurzame ontwikkeling, Leefmilieu en Nederlandstalige aangelegenheden, plaatsvervangend*

### Vertegenwoordigers van het OCMW (1E en 1P):

De Voorzitter

M. Libert Vincent

### Vertegenwoordigers van de bewoners (8E)

M. Cobbaert Koen

M.Jnaoui Boujamâa

M. Soete Lieven

M.Zoufri Moustapha

M.De Troch- Depreuddomme

M. Fadel Lahoussine

M. El Hamel Mustapha

Mw Whishet Jennifer

Vertegenwoordigers van het verenigingsleven (2E en 2P)

Mme Ouberri Houria (Abef)

Mme Claus Caroline (Yota!)

*Mr. Soetewey Bruno (BAITA jzw), plaatsvervangend*

*Mr. Dedeurwaerder Tom ( Atelier Groot Eilan) plaatsvervangend*

Vertegenwoordigers van het economisch leven (2E en 1P)

Mr. Gjanaj Amet (GEL)

Mr. Yassine Assal (Atrium Molenbeek Center Shopping)

Mw. Verhoeven Ingrid ( Kostuum centrale), plaatsvervangend

Vertegenwoordiger van de onderwijswereld

M Wolf Jacqueline (school nr. 10)

Vertegenwoordigers van Netwerk Wonen (2E en 2P)

Mw .Daems Gwendoline (Bonnevie)

Mw. Barthelemy Carine (La Rue)

*M. Demey Gilles (Bonnevie), plaatsvervangend*

*M. Ledocq Christian (La Rue), plaatsvervangend*

Vertegenwoordigers van de "Mission Locale" (1E en 1P)

Mw. Comblin Laurence

*M. Ali Hammou, plaatsvervangend*

Vertegenwoordiger van Overleg Opleiding en tewerkstellingsprojecten

M. S. Corijn

Vertegenwoordiger van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest

Mw. De Witte

Vertegenwoordiger van de Commission Communautaire Française (1E en 1P)

M. D'Ostuni Vincent

Vertegenwoordiger van de Vlaamse Gemeenschapscommissie

Mw. Swinnen Herlinden

*Mw. Vandeweyer, plaatsvervangend*

Waarnemers (5)

Mw. Vandeput Nathalie (Cel Woongelegheden))

M. Coeckelberghs Etienne (Stedenbouw)

M. Bultot Alain (Logement Molenbeekois)

M. Magotteaux Claude (Logement Molenbeekois)

M. Kolp Christian (Openbare werken)

**25. Objet : Projets subsidiés - Contrat de quartier Autour de Léopold - Approbation de la composition de la Commission de Quartier.**

Le Conseil communal,

Vu l'ordonnance organique de la revitalisation urbaine du 28 janvier 2010 et son arrêté d'exécution (arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale portant exécution de l'ordonnance du 28 janvier 2010 organique de la revitalisation urbaine) du 27 mai 2010;

Vu le courrier du Gouvernement de la Région de Bruxelles-capitale – cabinet de la Ministre Evelyne Huytebroeck - daté du 23 décembre 2011 notifiant à la Commune l'octroi d'un contrat de quartier durable dénommé « Autour de Léopold » ;

Considérant que l'ordonnance organique de la revitalisation urbaine du 28 janvier 2010 prévoit que l'Assemblée générale de quartier, la Commission de quartier et la Commission de concertation sont les organes de la participation du programme de revitalisation urbaine ;

Vu la décision du collège des Bourgmestre et Echevins en date du 15 février 2012 décidant de :

- prendre connaissance de la structure de la Commission de quartier pour les Contrats de Quartiers Durables telle que définie dans l'ordonnance organique de la revitalisation urbaine du 28 janvier 2010;
- désigner en séance les membres de la Commission de quartier au titre de délégués de la Commune : le Président de séance, les membres issus du Collège (minimum 3) ;
- de proposer au Conseil communal de prendre connaissance et d'approuver le règlement d'ordre intérieur de la Commission de quartier du Contrat de Quartier Durable « Autour de Léopold »;

Vu la décision du collège des Bourgmestre et Echevins en date du 21 mars 2012 ;

Vu le règlement d'ordre intérieur de la Commission Locale de Développement Intégré ;

Vu l'article 4 du règlement d'ordre intérieur stipulant que les membres qui ne rempliraient plus les conditions requises par le présent règlement et ceux qui n'auraient pas assisté à quatre séances consécutives seront considérées comme démissionnaires ;

Vu que le nouveau Conseil Communal a été installé le 3 décembre 2012 et qu'il convient de renouveler les représentants communaux au sein de la Commission Locale de Développement Intégré du Contrat de quartier Cinéma Bellevue ;

Vu la délibération du Collège du 16 janvier 2013, à l'unanimité

à l'unanimité, décide :

#### Article unique

De prendre connaissance et d'accepter la liste ci- dessous :

#### Représentants de la Commune (3E + 2S):

Président : Mr. Jan Gypers, Echevin des Projets Subsidiés

Membres du Collège :

Mme. Sarah Turine, Echevine de la Jeunesse, de la Cohésion sociale et du dialogue interculturel

Madame Annalisa Gadaleta, Echevine du Développement durable, de l'environnement et des Affaires néerlandophones

*Mr. Karim Majoros, Echevin des Logements et des Propriétés Communales, de l'Habitat et des logements temporaires, suppléant*

*Monsieur Abdelkarim Haouari, Echevin des Finances, des taxes communales et de l'économat, suppléant*

#### Observateurs - (5)

Monsieur P. COLIGNON – zone de Police Ouest

Madame E. VANDENBERGHE – MCCA

Monsieur C. KOLP - TP

Monsieur A. BULTOT (Logement Molenbeekois)  
Madame N. VANDEPUT (Propriétés communales /Cellule logement)

Représentants du CPAS (1E + 1S):

Président du CPAS- effectif  
*Monsieur V. LIBERT - suppléant*

Représentant de la Vlaamse Gemeenschapscommissie (1E + 1S)

Madame C. VANDEWEYER – effectif  
*Madame H. SWINNEN – suppléante*

Représentant de la Commission Communautaire Française (1 E)

Monsieur V. D'OSTUNI

Représentants de la Région de Bruxelles – Capitale (1 E)

Madame C. MULKERS

Représentant de TracéBrussel (1 E)

Monsieur S. CORIJN

Représentants de la Mission locale (1 E)

Madame L.COMBLIN

Représentant du Réseau Habitat (1 E + 1S):

Madame MC MIGERODE  
*Madame B. PARMENTIER, suppléante*

Représentants des Habitants – membres effectifs (8 E):

Madame F. MEZRAOUI  
Monsieur G. COCHEZ  
Monsieur M. AMZIR  
Monsieur H. BELGHITI  
Madame A. FÖSTER  
Madame S. LAHY  
Monsieur H. RAJESH  
Monsieur M. MECHBAL

Représentants des Habitants – membres suppléants (3S):

Madame M. UNDURRAGA, suppléante  
Monsieur PY HERION, suppléant  
Madame I. FAGOT, suppléante

Représentants du Tissu Associatif , Scolaire et Economique - membres effectifs (5E)

Madame L. MARCHI - Le foyer vzw  
Madame L. GHARBAOUI - Ecole n°7  
Madame L. JACOBS - School Regenboog  
Monsieur J. VANDE VELDE – Imprimerie Vande Velde sa  
Monsieur Y. ASSAL - Atrium

Représentants du Tissu Associatif – membres suppléants (2S)

Monsieur S. MULAS – L'Oranger asbl  
Monsieur A. BENABID- CLES asbl, suppléant

**25. Betreft: Gesubsidieerde projecten - Wijkcontract Rond Leopold - Goedkeuring van de samenstelling van de Wijkcommissie.**

De Gemeenteraad,

Gezien de Ordonnantie houdende organisatie van de stedelijke herwaardering van 28 januari 2010 en zijn uitvoeringsbesluit (besluit van de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest houdende uitvoering van de ordonnantie van 28 januari 2010 houdende organisatie van de stedelijke herwaardering) van 27 mei 2010;

Gezien de brief van de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest – kabinet van Minister Evelyne Huytebroeck – gedateerd op 23 december 2011 die aan de Gemeente de toekenning van een nieuwe duurzaam wijkcontract genaamd « Rond Leopold » betekent ;

Overwegende dat de ordonnantie houdende organisatie van de stedelijke herwaardering van 28 januari 2010 voorziet dat de Algemene wijkvergadering, de Wijkcommissie en de Overlegcommissie de participatieorganen van het stedelijke herwaarderingsprogramma zijn;

Gezien de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 15 februar 2012 houdende beslissing om :  
kennis te nemen van de structuur van de Wijkcommissie voor de Duurzame Wijkcontracten zoals bepaald in de Ordonnantie houdende organisatie van de stedelijke herwaardering van 28 januari 2010;

De leden van de Wijkcommissie aan te duiden die afgevaardigde zijn van de Gemeente : de Voorzitter van de Commissie, de leden die uit het College komen (minstens 3) ;

Aan de Gemeenteraad voor te stellen om kennis te nemen van het huishoudelijk reglement van de Wijkcommissie van Duurzaam Wijkcontract « Rond Leopold » en het goed te keuren;

Gezien de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 22 maart 2012;

Gezien het huishoudelijk reglement van de Wijkcommissie.

Gezien artikel 4 van het huishoudelijk reglement dat bepaalt dat de leden die niet meer de door het huidige reglement vereiste voorwaarden vervullen of die niet hebben deelgenomen aan 4 opeenvolgende zittingen, als ontslagnemend worden beschouwd ;

Gezien de nieuwe Gemeenteraad op 3 december 2012 geïnstalleerd werd en de vertegenwoordigers van de gemeente binnen de Wijkcommissie van Duurzaam Wijkcontract « Rond Leopold » moeten worden vernieuwd ;

Gezien de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen d.d. 16 januari 2013;

besluit eenparig :

Enig artikel

De volgende leden aan te duiden :

Vertegenwoordigers van de Gemeente (3GL + 2PV):

Voorzitter : M. Jan Gypers, Schepen van Gesubsidieerde projecten

Leden van het College :

Mw. Sarah Turine, Schepen van Jeugd, van Sociale cohesie en interculturele dialoog

Mw. Annalisa Gadaleta, Schepen van Duurzame ontwikkeling, milieu en Nederlandstalige aangelegenheden

M. Karim Majoros, Schepen van Huisvesting, Gemeentelijke eigendommen, Woongelegenheden en tijdelijke woningen, plaatsvervangend  
M. Abdelkarim Haouari, Schepen van Financiën, Gemeentetaksen en Economaat, plaatsvervangend

Waarnemers - (5)

Dhr. P. COLIGNON – Politiezone Brussel-West

Dhr. P. VERCRUYSSSE – HCSS

Dhr. C. KOLP – Openbare werken

Dhr. A. BULTOT (Molenbeekse Huisvesting)

Mevr. N. VANDEPUT (Gemeentelijke Eigendommen /Gemeentelijke Huisvestingscel)

Vertegenwoordigers van het OCMW (1GL + 1PV):

De Voorzitter

Dhr. V. LIBERT - plaatsvervanger

Vertegenwoordigers van de Vlaamse Gemeenschapscommissie (1GL + 1PV)

Mevr. C. VANDEWEYER – gewoon lid

Mevr. H. SWINNEN – plaatsvervangster

Vertegenwoordiger van de Commission Communautaire Française (1 GL)

Dhr. V. D'OSTUNI

Vertegenwoordiger van het Brussels-Hoofdstedelijk-Gewest (1 GL)

Mevr. C. MULKERS

Vertegenwoordiger van TracéBrussel (1 GL)

Dhr. S. CORIJN

Vertegenwoordiger van de Lokale missie (1 GL)

Mevr. L.COMBLIN

Vertegenwoordigers van Netwerk Wonen (1 GL + 1PV):

Mevr. MC MIGERODE

Mevr. B. PARMENTIER

Vertegenwoordigers van de bewoners – gewone leden (8 GL):

Mevr. F. MEZRAOUI

Dhr. G. COCHEZ

Dhr. M. AMZIR

Dhr. H. BELGHITI

Mevr. A. FÖSTER

Mevr. S. LAHY

Dhr. H. RAJESH

Dhr. M. MECHBAL

Vertegenwoordigers van de bewoners – plaatsvervangers (3PV):

Mevr. M. UNDURRAGA

Dhr. PY HERION

Mevr. I. FAGOT

Vertegenwoordigers van het verenigingsleven, scholen en economie – gewone leden (6 GL)

Mevr. L. MARCHI - Le foyer vzw

Dhr K. BAZAH – Real Molenbeek vzw

Mevr. L. GHARBAOUI - School nr. 7

Mevr. L. JACOBS - School Regenboog

Dhr. J. VANDE VELDE – Drukkerij Vande Velde nv

Dhr. Y. ASSAL - Atrium

Vertegenwoordigers van het verenigingsleven – plaatsvervangers (2PV)

Dhr. S. MULAS – L'Oranger vzw

Dhr A. BENABID- CBSU vzw

***Le point 26 relatif à: Projets subsidiés - Centre Communautaire Maritime - Approbation de la composition de l'Assemblée Générale et du Conseil d'Administration, est retiré.***

***Punt 26 betreffende: Gesubsidieerde Projecten - Gemeenschapscentrum Maritiem - Goedkeuring van de samenstelling van de Algemene vergadering en de Raad van bestuur, wordt ingetrokken.***

***27. #Objet : Eco-conseiller - Approbation de la convention pour l'octroi d'un subside régional concernant la fête du sacrifice. #***

Le Conseil communal,

Considérant la nécessité de prévoir une infrastructure d'abattage temporaire dans le cadre de la fête musulmane du sacrifice, et des coûts subséquents ;

Vu la décision du Conseil Communal, en sa séance du 18/11/2010, d'approuver la convention avec la Région pour l'obtention d'un subside annuel concernant la fête du sacrifice;

Considérant la possibilité d'octroi d'un subside régional de 25.000,00 EUR pour l'année 2012, au moyen du renouvellement de la convention ;

Considérant l'accord du service des Affaires Juridiques sur ces conventions en date du 13/12/2012 ;

Prend connaissance de la convention avec la Région de Bruxelles-Capitale ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins en sa séance du 19/12/2012 ;

à l'unanimité, décide :

Article unique

D'approuver et de signer la convention avec la Région de Bruxelles-Capitale relative à l'octroi d'un subside régional de 25.000,00 EUR pour la fête du sacrifice 2012.

La présente décision sera transmise à l'autorité de tutelle conformément à l'article 7 de l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative des communes de la Région de Bruxelles-Capitale.

## CONVENTION

### ENTRE

la **RÉGION DE BRUXELLES-CAPITALE**

représentée par le Ministre-Président du Gouvernement de la Région Bruxelles-Capitale chargé des Pouvoirs locaux, Charles PICQUÉ ;

ci-après dénommée "la Région"

ET

La **COMMUNE de MOLENBEEK-SAINT-JEAN**  
représentée par la Bourgmestre, Mme Françoise Schepmans  
et le Secrétaire Communal, Mr Jacques De Winne;

ci-après dénommée "le bénéficiaire"

### IL EST DÉCIDÉ CE QUI SUIT :

#### **Article 1 : Objet de la convention**

La présente convention règle les modalités de la mise à disposition du bénéficiaire d'une subvention de la Région conformément à l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 18 octobre 2012 octroyant 25.000,00 euros par commune aux communes d'Anderlecht, de Molenbeek-Saint-Jean et de Schaerbeek et à la Ville de Bruxelles pour l'organisation d'un abattoir temporaire dans le cadre de la Fête du Sacrifice 2012.

La subvention allouée au bénéficiaire a comme objectif de prendre des mesures proactives et préventives afin de lutter contre l'abattage privé et d'éviter les dépôts clandestins consécutifs à la Fête du Sacrifice 2012 en soutenant les communes organisant un abattoir temporaire, pour autant qu'il soit d'une capacité d'abattage de minimum 500 moutons, et que celles-ci collaborent avec au moins deux autres communes.

En aucun cas, le champ d'application de l'arrêté susmentionné ne peut être modifié, réduit ou étendu en vertu de la présente convention.

En cas de non-exécution d'une ou plusieurs dispositions de cette convention, l'autorité subsidiante peut décider de réduire la subvention, de la supprimer ou d'en réclamer la restitution entière ou partielle.

#### **Article 2 : Durée**

Les dépenses peuvent uniquement avoir trait à la Fête du Sacrifice 2012.

#### **Article 3 : Contrôle des subventions**

Les articles 92 à 95 de l'ordonnance organique du 23 février 2006 portant les dispositions applicables au budget, à la comptabilité et au contrôle sont d'application immédiate et générale dès qu'il est question d'une subvention.

Ces articles sont reproduits *in extenso* ci-dessous :

*Art 92 : Conformément à l'article 11 de la loi du 16 mai 2003, fixant les dispositions générales applicables aux budgets, au contrôle des subventions et à la comptabilité des communautés et des régions ainsi qu'à l'organisation du contrôle de la Cour des Comptes, toute subvention accordée par l'entité régionale ou par une personne morale subventionnée directement ou indirectement par l'entité régionale, en ce compris toute avance de fonds récupérable consentie par eux sans intérêt, doit être utilisée aux fins pour lesquelles elle est accordée.*

*Sauf dans les cas où une disposition légale ou réglementaire y pourvoit, toute décision allouant une subvention précise la nature, l'étendue et les modalités de l'utilisation et des justifications à fournir par le bénéficiaire de la subvention.*

*Tout bénéficiaire d'une subvention doit justifier de l'emploi des sommes reçues, à moins qu'une ordonnance ne l'en dispense.*

*Art 93 : Conformément à l'article 12 de la loi du 16 mai 2003, précitée, par le seul fait de l'acceptation de la subvention, le bénéficiaire reconnaît à l'entité régionale le droit de faire procéder sur place au contrôle de l'emploi des fonds attribués.*

*L'organisation et la coordination des contrôles sont réglées par le Gouvernement. Celui-ci fait appel notamment, pour ce contrôle, aux inspecteurs des finances.*

*Art 94 : Conformément à l'article 13 de la loi du 16 mai 2003, précitée, est tenu de rembourser sans délai le montant de la subvention, le bénéficiaire :*

- 1° qui ne respecte pas les conditions d'octroi de la subvention ;*
- 2° qui n'utilise pas la subvention aux fins pour lesquelles elle est accordée ;*
- 3° qui met obstacle au contrôle visé à l'article 93 ;*
- 4° qui perçoit déjà une subvention d'une autre institution pour le même objet, sur la base des mêmes pièces justificatives.*

*Lorsque le bénéficiaire reste en défaut de fournir les justifications visées à l'article 92, il est tenu au remboursement à concurrence de la partie non justifiée.*

*Art 95 : Conformément à l'article 14 de la loi du 16 mai 2003, précitée, il peut être sursis au paiement des subventions aussi longtemps que, pour des subventions analogues reçues antérieurement, le bénéficiaire reste en défaut de produire les justifications visées à l'article 92 ou de se soumettre au contrôle prévu par l'article 93.*

*Lorsqu'une subvention est payée par fractions, chaque fraction est considérée comme une subvention indépendante pour l'application du présent article.*

Il convient également de rappeler que la Cour des Comptes a le droit d'exercer un contrôle sur l'usage des subsides octroyés

#### **Article 4 : Modalités de liquidation**

La subvention de maximum 25.000,00 euros représente des frais de personnel et de fonctionnement pour la Fête du Sacrifice. Elle sera liquidée (entièrement ou partiellement), après signature de la présente convention, sur base de la remise par le bénéficiaire d'un décompte final des recettes et des dépenses ainsi que toutes les pièces justificatives relatives à l'opération subventionnée.

La commune bénéficiaire joindra une copie de la délibération approuvant la convention, dont il devra clairement ressortir qu'une collaboration est prévue avec au moins deux autres communes et qu'il est satisfait à la capacité d'abattage requise.

Une fois réalisée la vérification desdites pièces, le bénéficiaire sera invité par l'ordonnateur compétent à transmettre, dans le délai de 15 jours à compter de la réception de l'invitation, une déclaration de créance reprenant le montant final qui lui est octroyé suite au contrôle.

Les paiements se font dans les limites des crédits budgétaires. Ils ont lieu dans les meilleurs délais, compte tenu des contraintes liées aux contrôles.

#### **Article 5 : Pièces à fournir lors de la demande de paiement**

La demande de paiement se fait sous la forme d'une « déclaration de créance » adressée à la Région de Bruxelles-Capitale, Direction de la Comptabilité, CCN, local 8.119, Rue du Progrès 80, boîte 1, à 1035 Bruxelles.

Cette déclaration doit mentionner impérativement les éléments suivants :

- le motif du paiement ;
- le montant demandé en paiement (pour le solde, le montant final octroyé) ;
- le numéro du visa d'engagement fourni par l'Administration ;
- le numéro de compte bancaire sur lequel ce montant doit être versé.

En outre, cette déclaration de créance doit être rédigée sur papier à en-tête, datée et signée par une personne habilitée à engager le bénéficiaire.

### **Article 6 : Liste et présentation des pièces justificatives**

Les pièces justificatives doivent être introduites au plus tard pour le 31 mars 2013 au plus tard au Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale, Administration des Pouvoirs Locaux, Direction des Initiatives Spécifiques, à l'attention de monsieur Michel Van der Stichele, Directeur général, Boulevard du Jardin Botanique, 20 à 1035 Bruxelles.

Le bénéficiaire veillera à ce que le dossier complet soit déposé en une fois et dans son intégralité.

Aucune pièce supplémentaire ne sera acceptée après la date mentionnée ci-dessus.

Un exemple de tableau reprenant le décompte des recettes et des dépenses ainsi qu'une liste des dépenses autorisées est joint en annexe à la présente convention.

D'autres frais éventuels relatif à l'organisation de la fête du sacrifice, peuvent être acceptés.

#### **Présentation des pièces justificatives :**

Tous les frais afférents aux moyens de fonctionnement doivent être repris dans un tableau récapitulatif mentionnant, de façon chronologique et numérotée, les différentes dépenses qui doivent avoir lieu durant la période du subside, à savoir pendant le ou les jours de la Fête du Sacrifice. Le tableau récapitulatif se terminera par un total et sera daté et signé par une personne habilitée à engager le bénéficiaire.

Pour chaque dépense, une copie de la facture doit être fournie. Il doit clairement ressortir des factures que les frais sont directement liés à l'objectif concerné pour lequel le subside est accordé. Autrement dit, chaque facture doit pouvoir être clairement reliée à l'application des dispositions de la Fête du Sacrifice.

La facture doit être adressée à la commune. Une preuve de paiement sera également jointe (extraits de compte bancaire ou tout autre forme de preuve de paiement).

Le contrôle des pièces justificatives par le service administratif gestionnaire doit permettre d'établir que toutes les dépenses engagées ont été réellement effectuées pour la réalisation des actions telles que prévues par la présente convention.

### **Article 7 : Réclamations**

Si après contrôle des pièces justificatives, le montant que représente les justificatifs acceptés est inférieur au montant du subside alloué, la subvention ne sera liquidée qu'à due concurrence des justificatifs acceptés.

En tout état de cause, au terme du contrôle du dossier justificatif, le bénéficiaire recevra une lettre confirmant le montant définitivement alloué et l'invitant à transmettre, dans les 15 jours, une déclaration de créance de ce montant. A compter de la réception de la lettre, le bénéficiaire dispose d'un délai de 15 jours calendrier pour soumettre ses arguments en cas de désaccord sur les montants proposés.

L'ordonnateur compétent prend la décision finale après analyse des moyens développés par le bénéficiaire.

### **Article 8 : Transmission des documents**

Toutes les notifications ou communications à faire en vertu de la présente convention seront valablement adressées par les parties aux adresses suivantes :

#### **1. Pour la Région**

Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale  
Administration des Pouvoirs locaux  
Direction des Initiatives Spécifiques  
A l'attention de monsieur Michel Van der Stichele, Directeur général  
City Center – 1<sup>er</sup> étage  
Boulevard du Jardin Botanique, 20  
1035 Bruxelles

#### **2. Pour le Bénéficiaire**

Au Collège des Bourgmestre et Echevins  
de la commune de MOLENBEEK-SAINT-JEAN  
Rue Comte de Flandre, 20  
1080 Bruxelles

Fait à Bruxelles en deux exemplaires, le .....

Pour la **RÉGION DE BRUXELLES-CAPITALE**,

Le Ministre-Président du Gouvernement de la Région Bruxelles-Capitale chargé des Pouvoirs locaux,

Charles PICQUÉ

Pour la **COMMUNE de MOLENBEEK-SAINT-JEAN**

La Bourgmestre,  
Mme Françoise Schepmans

Le secrétaire communal,  
Mr Jacques De Winne

### ***27. Betreft: Milieuraadgever - Goedkeuring van de overeenkomst voor de toekenning van een gewestelijke subsidie aangaande het offerfeest.***

De Gemeenteraad,

Gezien de noodzaak om een tijdelijke infrastructuur voor het tijdelijke slachten in het kader van het moslimfeest "offerfeest" en de kosten die volgen;

Gezien de beslissing van de Gemeenteraad van 18/11/2010, het goedkeuren van de overeenkomst met het Brussels Hoofdstedelijk Gewest voor het verkrijgen van een jaarlijks subsidie voor het offerfeest;

Gezien de mogelijkheid om een regionale subsidie van 25.000,00 EUR voor het jaar 2012 te verkrijgen, door middel van een overeenkomst;

Gezien het akkoord van de Juridische Dienst over deze overeenkomst op datum van 13/12/2012;

Neemt kennis van de overeenkomst met het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Op voorstel van het Schepencollege van 19/12/2012 ;

besluit eenparig :

#### Enig artikel

De overeenkomst met het Brussels Hoofdstedelijk Gewest aangaande de subsidie van 25.000,00 EUR toe te kennen voor het offerfeest 2012 en ze goed te keuren en handtekenen.

Onderhavige beslissing zal overeenkomstig artikel 7 van ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest overgemaakt worden.

### **OVEREENKOMST**

#### **TUSSEN**

het **BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST**

vertegenwoordigd door de Minister-President van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering bevoegd voor Plaatselijke Besturen, Charles PICQUÉ;

hierna "het Gewest" genoemd

#### **EN**

De **GEMEENTE SINT-JANS-MOLENBEEK**

vertegenwoordigd door de burgemeester, Mevr Françoise Schepmans  
en de gemeentesecretaris, dhr Jacques De Winne

hierna "de begunstigde genoemd"

### **OVER HET VOLGENDE:**

#### **Artikel 1 : Voorwerp van de overeenkomst**

Deze overeenkomst bepaalt de regels volgens welke aan de begunstigde een subsidie ter beschikking wordt gesteld door het Gewest overeenkomstig het Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 18 oktober 2012 tot toekenning van 25.000,00 euro per gemeente aan de gemeenten Anderlecht, Sint-Jans-Molenbeek, Schaarbeek en aan de stad Brussel voor de organisatie van een tijdelijk slachthuis in het kader van het Offerfeest 2012.

Het doel van de betreffende subsidie is om proactieve en preventieve maatregelen te nemen teneinde particuliere slachtingen tegen te gaan en om sluikestortingen naar aanleiding van het Offerfeest 2012 te voorkomen door steun te verlenen aan de gemeenten die een tijdelijk slachthuis inrichten, indien het voorziet in een minimale slachtcapaciteit van 500 schapen en indien ze met minstens 2 andere gemeenten samenwerken.

Het toepassingsgebied van bovenvernoemd besluit kan niet gewijzigd, beperkt of uitgebreid worden door deze overeenkomst.

Bij niet-uitvoering van een of meerdere bepalingen van deze overeenkomst kan de subsidiërende overheid beslissen om de subsidie te verminderen, te schrappen of de volledige of gedeeltelijke terugbetaling te eisen.

## **Artikel 2 : Duur**

De uitgaven mogen enkel betrekking hebben op het inrichten en opzetten van het Offerfeest 2012.

## **Artikel 3 : Controle van de subsidies**

De artikelen 92 tot 95 van de organieke ordonnantie van 23 februari 2006 houdende de bepalingen die van toepassing zijn op de begroting, de boekhouding en de controle zijn onmiddellijk en algemeen van toepassing van zodra er sprake is van een subsidie.

Deze artikelen worden hieronder *in extenso* weergegeven:

*Art 92 : Conform artikel 11 van de voornoemde wet van 16 mei 2003 moet iedere subsidie verleend door de gewestelijke entiteit of door een rechtspersoon, die rechtstreeks of onrechtstreeks door de gewestelijke entiteit wordt gesubsidieerd, daarin begrepen ieder door hen zonder interest verleend geldvoorschot, worden aangewend voor de doeleinden waarvoor zij werd verleend.*

*Behalve wanneer een wettelijke of reglementaire bepaling daarin voorziet, vermeldt iedere beslissing houdende toekenning van een subsidie nauwkeurig de aard, de omvang en de modaliteiten betreffende het gebruik en betreffende de door de begunstigde van de subsidie te verstrekken verantwoording.*

*Iedere begunstigde van een subsidie is ertoe gehouden verantwoording te verstrekken over de aanwending van de ontvangen bedragen, tenzij een ordonnantie hem daartoe vrijstelling verleent.*

*Art 93 : Conform artikel 12 van de voornoemde wet van 16 mei 2003 verleent de begunstigde, door het aanvaarden van de subsidie, meteen aan de gewestelijke entiteit het recht om ter plaatse controle te laten uitoefenen op de aanwending van de toegekende gelden.*

*De Regering zorgt voor de organisatie en de coördinatie van de controle. Voor deze controle doet zij met name een beroep op de inspecteurs van financiën.*

*Art 94 : Conform artikel 13 van de voornoemde wet van 16 mei 2003 is gehouden tot onmiddellijke terugbetaling van de subsidie de begunstigde:*

- 1° die de voorwaarden niet naleeft, waaronder de subsidie werd verleend;*
- 2° die de subsidie niet aanwendt voor de doeleinden, waarvoor zij werd verleend;*
- 3° die de in artikel 93 bedoelde controle verhindert;*
- 4° die voor hetzelfde doel al een subsidie ontvangt van een andere instelling op basis van dezelfde verantwoordingsstukken.*

*Blijft de begunstigde van de subsidie in gebreke inzake het verstrekken van de in artikel 92 bedoelde verantwoording, dan moet hij het deel dat niet werd verantwoord terugbetalen.*

*Art 95 Conform artikel 14 van de voornoemde wet van 16 mei 2003 kan de uitkering van de subsidies worden opgeschort zolang de begunstigde voor soortgelijke subsidies, die hij voordien heeft ontvangen, verzuimt de in artikel 92 bedoelde verantwoording te verstrekken of zich aan de in artikel 93 bepaalde controle te onderwerpen.*

*Wordt een subsidie in schijven uitgekeerd, dan wordt iedere schijf voor de toepassing van dit*

*artikel als een afzonderlijke subsidie beschouwd.*

Er moet tevens aan worden herinnerd dat het Rekenhof het recht heeft een controle uit te voeren op de aanwending van de toegekende subsidies.

#### **Artikel 4: Regels voor de uitbetaling**

De subsidie van maximum 25.000,00 euro heeft betrekking op personeels- en werkingskosten voor het Offerfeest. Deze zal worden uitbetaald (volledig of gedeeltelijk) na ondertekening van de huidige overeenkomst en indiening door de begunstigde van een eindafrekening van de ontvangsten en uitgaven alsmede alle verantwoordingsstukken in verband met datgene waarvoor de toelage wordt verleend.

De begunstigde gemeente zal een kopie toevoegen van de beraadslaging tot goedkeuring van de overeenkomst. Daaruit zal duidelijk moeten blijken dat een samenwerking wordt voorzien met ten minste 2 andere gemeenten en dat voldaan wordt aan de vereiste slachtcapaciteit.

Na ontvangst en analyse van alle voornoemde stukken, wordt de begunstigde door de bevoegde ordonnateur verzocht een schuldvordering over te maken, binnen een termijn van 15 dagen vanaf de uitnodiging, met vermelding van het eindbedrag dat hem toegekend is op grond van de controle.

De betalingen gebeuren binnen de grenzen van de begrotingskredieten. Deze betalingen worden zo spoedig mogelijk uitgevoerd rekening houdend met de controlevereisten.

#### **Artikel 5 : Bij de betalingsaanvraag te bezorgen stukken**

De betalingsaanvraag dient te gebeuren in de vorm van een "schuldvordering" gericht aan het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, Directie Comptabiliteit, CCN, lokaal 8.119, Vooruitgangstraat 80, bus 1, te 1035 Brussel.

Deze schuldvordering moet verplicht de volgende elementen vermelden :

- de betalingsreden ;
- het gevraagde te betalen bedrag (voor het saldo, het toegekende eindbedrag);
- het visumnummer voor de vastlegging, verstrekt door de Administratie;
- het nummer van de bankrekening waarop het bedrag moet worden gestort.

Bovendien moet deze schuldvordering opgesteld worden op papier met briefhoofd, gedateerd en ondertekend door een persoon die gemachtigd is de begunstigde te binden.

#### **Artikel 6 : Lijst van de bewijsstukken**

De verantwoordingsstukken moeten uiterlijk op 31 maart 2013 ingediend worden bij het Ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, Bestuur Plaatselijke Besturen, Directie Specifieke Initiatieven, ter attentie van de heer Michel Van der Stichele, Directeur-generaal, Kruidtuinlaan 20 te 1035 Brussel.

De begunstigde moet ervoor zorgen dat het dossier volledig en in één keer wordt ingediend. Geen enkel bijkomend stuk zal aanvaard worden na de hierbovenvermelde datum.

Als bijlage bij deze overeenkomst is er een model voor de eindafrekening van de ontvangsten en uitgaven, alsmede een lijst van de toegestane uitgaven.

Ook andere eventuele kosten kunnen aanvaard worden, die betrekking hebben tot de organisatie van de Offerfeest.

### Voorstelling van de verantwoordingsstukken :

Alle kosten met betrekking tot de werkingsmiddelen moeten opgenomen worden in een overzichtstabel die de verschillende uitgaven, chronologisch en genummerd, vermeldt. De uitgaven moeten plaatsvinden tijdens de dag of dagen van het Offerfeest 2012. De overzichtstabel wordt met een totaal afgesloten en dient gedateerd en getekend te worden door een persoon die bevoegd is om de begunstigde te binden.

Voor elke uitgave moet een kopie van de factuur worden verstrekt. Uit de facturen moet duidelijk blijken dat de kosten rechtstreeks verband houden met de betrokken doelstelling waarvoor de subsidie werd toegekend. Of om het anders te zeggen: elke factuur moet duidelijk verbonden kunnen worden met de toepassing van de bepalingen voor het Offerfeest.

De factuur moet aan de gemeente gericht zijn. Er moet tevens een betalingsbewijs worden toegevoegd (bankrekeninguittreksels of elke andere vorm van betalingsbewijs).

De controle van deze stukken door de beherende administratieve dienst moet het mogelijk maken uit te maken of de vastgelegde uitgaven werkelijk plaatsvonden voor de verwezenlijking van de acties waarin deze overeenkomst voorziet.

### **Artikel 7 : Bezwaar**

Indien na controle van de bewijsstukken het bedrag van de aanvaarde bewijsstukken lager ligt dan het bedrag van de toegekende subsidie, zal de subsidie slechts uitbetaald worden ten belope van het bedrag van de aanvaarde bewijsstukken.

In ieder geval zal elke begunstigde, na de controle van het dossier van de bewijsstukken, een brief ontvangen waarin het definitief toegekende bedrag bevestigd wordt en waarin de begunstigde, binnen de 15 dagen, uitgenodigd wordt een schuldvordering met dit bedrag over te maken. Vanaf de ontvangst van deze brief heeft de begunstigde 15 dagen tijd om zijn argumenten voor te leggen indien hij niet akkoord gaat met de voorgestelde bedragen.

De bevoegde ordonnateur neemt de eindbeslissing na de analyse van de door de begunstigde uiteengezette middelen.

### **Artikel 8: Verzending van de documenten**

Alle kennisgevingen of mededelingen ingevolge onderhavige overeenkomst moeten op geldige wijze door de partijen naar de volgende adressen verzonden worden:

#### **1. Voor het Gewest**

Ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest  
Bestuur Plaatselijke Besturen  
Directie Specifieke Initiatieven  
Ter attentie van de heer Michel Van der Stichele, Directeur-generaal  
City Center – 1<sup>ste</sup> verdieping  
Kruidtuinlaan 20  
1035 Brussel

#### **2. Voor de begunstigde**

Aan het College van Burgemeester en Schepenen  
van de gemeente SINT-JANS-MOLENBEEK  
Graaf van Vlaanderenstraat, 20  
1080 Brussel

Opgesteld te Brussel in twee exemplaren, op .....

Voor het **BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST**,

De Minister-President van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, bevoegd voor Plaatselijke Besturen,

Charles PICQUÉ

Voor de **GEMEENTE SINT-JANS-MOLENBEEK**,

de burgemeester,

de gemeentesecretaris,

Mevr Françoise Schepmans

dhr Jacques De Winne

**28. Objet : Jeunesse - Approbation de la convention relative au projet de centralisation de l'aide scolaire pour l'année scolaire 2012-2013 en partenariat avec les asbl ABEF et Atouts-Jeunes.**

Le Conseil communal,

Vu la décision du collège en sa séance du 10/10/2012 concernant le projet de centralisation de l'aide scolaire pour l'année scolaire 2012-2013 en partenariat avec les asbl ABEF et Atouts-Jeunes ;

Considérant qu'une convention fixant les droits et obligations des différentes parties doit être établie ;

Considérant que cette convention est jointe en annexe ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestres et échevins en sa séance du 12 décembre 2012.

Par 39 OUI, 1 abstention, décide :

Article unique

D'approuver la convention ci-jointe.

La présente décision sera transmise à l'autorité de tutelle conformément à l'article 7 de l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative des communes de la Région de Bruxelles-Capitale.

**28. Betreft: Goedkeuring overeenkomst inzake de voorgenomen centralisatie van de schoolsteun voor het schooljaar 2012-2013 in partnerschap met de asbl A.B.E.F. en Atouts-Jeunes.**

De Gemeenteraad,

Gelet op de beslissing van het college genomen in zitting van 10.10.2012 betreffende de voorgenomen centralisatie van de schoolsteun voor het schooljaar 2012-2013 in partnerschap met de "asbl A.B.E.F." en "Atouts-Jeunes";

Overwegende dat een overeenkomst houdende vaststelling van de rechten en plichten van de verschillende partijen dient te worden opgemaakt;

Overwegende dat deze overeenkomst als bijlage toegevoegd is;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen gedaan tijdens de zitting van 12 december 2012;

Met 39 JA, 1 onthouding, besluit :

Enkel artikel

Om de bijgevoegde overeenkomst goed te keuren.

Onderhavige beslissing zal overeenkomstig artikel 7 van de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest overgemaakt worden.

**CONVENTION DE PARTENARIAT**

**Entre les partenaires soussignés :**

L'association sans but lucratif Atouts Jeunes  
Avenue du Karreveld, 26  
1080 Bruxelles  
représentée par Madame Assetou ELABO

et

l'association sans but lucratif ABEF  
Rue de la Colonne, 54  
1080 Bruxelles  
représentée par Monsieur Ahmed GHIRI

et

L'Administration communale de Molenbeek-Saint-Jean – Service Jeunesse  
Rue du Comte de Flandre, 20  
1080 Bruxelles  
représentée par Monsieur Sarah TURINE, Echevine de la Jeunesse  
et Monsieur Jacques DE WINNE, Secrétaire communal.  
ci-après dénommée la commune

**Il a été convenu et arrêté ce qui suit :**

**Article 1 : OBJECTIF DU PARTENARIAT**

Optimiser l'offre en matière d'aide scolaire sur la commune de Molenbeek-Saint-Jean en créant un deuxième lieu d'aide scolaire et en augmentant le nombre de « professeurs »

**Article 2 : OBJET DE LA CONVENTION**

La présente convention a pour objet de déterminer le cadre dans lequel sera mis en place le projet d'aide scolaire au bénéfice d'étudiants des écoles secondaires francophone de Molenbeek.

**Article 3 : PRINCIPES GENERAUX**

L'aide scolaire est dispensée par des personnes titulaires d'au moins un graduat dans le domaine de la matière abordée.

Cette aide se déroulera, dans un premier temps, dans les locaux de l'asbl Atouts Jeunes. Les participants sont soit domiciliés à Molenbeek-Saint-Jean, soit inscrits dans une des écoles secondaires de Molenbeek-Saint-Jean.

L'aide est proposée pour les matières suivantes : français, néerlandais et mathématiques. Chaque cours a une durée d'une heure.

Chaque cours peut accueillir maximum 5 enfants.

Deux heures d'une même matière sont données le même jour. Chaque matière est donnée un jour différent de la semaine.

L'étudiant n'aura accès au(x) cours qu'une fois les droits d'inscription payés.

#### **Article 4 : OBLIGATIONS DES PARTIES**

La commune s'engage à :

- fournir le petit matériel (papier blanc, brouillon, bics, crayons,...)
- fournir le matériel et les manuels scolaires nécessaires
- faire imprimer les folios informatifs
- financer les prestations de trois « professeurs » à raison de deux heures par semaine.
- centraliser les données et informations ainsi que coordonner et gérer la partie administrative du partenariat.

L'asbl ABEF s'engage à :

- recruter les « professeurs » (appel aux candidatures, entretiens, engagement, assurances, paiement)
- inscrire les étudiants qui suivront les cours dans sa structure, percevoir les droits d'inscriptions et les réinvestir dans l'achat de matériel nécessaire au bon déroulement des cours
- élaborer un horaire de cours (module) avec l'étudiant et l'évaluer en fin de module.
- renvoyer vers l'asbl Atouts Jeunes les étudiants en difficultés autres que scolaires.
- gérer le personnel et les cours donnés en sa structure
- facturer à la commune le montant des prestations de trois « professeurs » donnant deux heures de cours par semaine.

L'asbl Atouts Jeunes s'engage à :

- distribuer les folios informatifs dans le quartier ainsi que dans les écoles secondaires avoisinantes.
- inscrire les étudiants qui suivront les cours dans sa structure, percevoir les droits d'inscriptions et les réinvestir dans l'achat de matériel nécessaire au bon déroulement des cours
- élaborer un horaire de cours (module) avec l'étudiant et l'évaluer en fin de module
- gérer le personnel et les cours donnés en sa structure

#### **Article 5 : COMPTABILITE**

- Le droit d'inscription s'élève à 50 cents par heure de cours et est encaissé par l'asbl qui a inscrit.
- Une convention de volontariat est établie entre l'asbl ABEF et les « professeurs ».  
La rétribution des « professeurs » est de 12,50 euros par heure. L'asbl ABEF rétribuera les « professeurs »
- L'asbl ABEF facturera à l'Administration communale de Molenbeek-Saint-Jean l'équivalent de 6 heures de cours par semaine auxquelles s'ajouteront, si nécessaire, les heures supplémentaires durant les jours de revision et les jours d'examen.

#### **Article 6: ASSURANCES**

L'asbl Atouts Jeunes et l'asbl ABEF prennent les assurances nécessaires à l'organisation desdits cours, assurances relatives aux personnes et aux locaux.

#### **Article 7 : DURÉE DE LA CONVENTION**

La présente convention est conclue pour l'année scolaire 2012-2013 comprenant la préparation en juillet et en août des examens de deuxième session.

**Fait en 3 exemplaires originaux le 7 décembre 2012 à Molenbeek-Saint-Jean**

<b>Atouts Jeunes asbl,</b>	<b>ABEF asbl</b>	<b>Le Secrétaire communal,</b>	<b>L'Echevine de la</b>
<b>Assetou ELABO</b>	<b>Ahmed GHIRI</b>	<b>Jacques DE WINNE</b>	<b>Jeunesse,</b>
			<b>Sarah TURINE</b>

**29. Objet : MoMuse - Nouvelle Loi communale article 234 alinéa 3 - Marchés publics - Communication d'une décision du Collège des Bourgmestre et Echevins.**

Le Conseil communal,

Vu la nouvelle loi communale notamment l'article 234 alinéa 3 tel que modifié par les ordonnances des 17 juillet 2003 et 9 mars 2006;

Vu les décisions du Collège des Bourgmestre et Echevins relatives à la passation de marchés par procédure négociée en vertu de l'article 17 par. 2, 1<sup>o</sup>a) de la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et services;

**EST INFORME DE LA DECISION DU COLLEGE SUIVANTE :**

- 26/12/2012 – Acquisition d'une série de reproductions numériques à l'Administration communale de Koekelberg - Service de l'Urbanisme - pour les collections et l'exposition permanente du MoMuse - Musée communal suite à la proposition de Monsieur Gaëtan Van Der Smissen de l'Administration communale de Koekelberg – Service de l'Urbanisme, Place Henri Vanhuffel, 6 à 1081 Koekelberg. la somme de € 380,00 (trois cent quatre-vingt euro) - Article 7625/749-51 du budget extraordinaire de l'exercice 2012 - Fonds propres.

**ET**

à l'unanimité, décide :

Article unique

D'approuver le mode de financement de la dépense susvisée.

La présente décision sera transmise à l'autorité de tutelle conformément à l'article 7 de l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative des communes de la Région de Bruxelles-Capitale.

**29. Betreft: MoMuse - Nieuwe Gemeentewet artikel 234 alinea 3 - Overheidsopdrachten - Mededeling van de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen.**

De Gemeenteraad,

Gelet op de nieuwe gemeentewet, inzonderheid artikel 234 par. 3 zoals gewijzigd door de ordonnances van 17 juli 2003 en 9 maart 2006;

Gelet op de beslissingen van het College van Burgemeester en Schepenen waarbij opdrachten gegund worden door onderhandelingsprocedure volgens artikel 17 par. 2, 1<sup>o</sup>a) van de wet van 24 december 1993 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten;

**WORDT GEÏNFORMEERD VAN DE VOLGENDE BESLISSING VAN HET COLLEGE :**

- 26/12/2012 - Aankoop van een reeks digitale reproducties bij het Gemeentebestuur van Koekelberg voor de collecties en de permanente tentoonstelling van het Gemeentelijk Museum volgens de offerte van De Heer Gaëtan Van Der Smissen van het Gemeentebestuur van Koekelberg – Dients Stedenbouw – Henri Vanhuffelplaats, 6 – 1081 Koekelberg voor een bedrag van € 380,00 EUR (driehonderdtachtig euro) - Artikel 7625/749-51 van de buitengewone begroting van het dienstjaar 2012 - Eigen fondsen.

## EN

besluit eenparig :

### Enige artikel

De financieringswijze van de bovenvermelde uitgave goed te keuren.

Onderhavige beslissing zal overeenkomstig artikel 7 van de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest overgemaakt worden.

### **30. *Objet : MoMuse - Accord de principe pour l'acquisition de petites pièces pour les collections du MoMuse - Phase 2.***

Le Conseil communal,

Considérant que le Collège des Bourgmestre et Echevins du 29 octobre 2004 a décidé la création d'un Musée communal permettant de retracer l'histoire de Molenbeek-Saint-Jean et d'y préserver le patrimoine culturel acquis par la commune ;

Considérant qu'une des missions fondamentales du Musée communal consiste en la constitution d'une collection propre d'objets et de documents en rapport avec l'histoire de la commune ;

Considérant que la collection se constitue, en partie, grâce à des acquisitions ;

Considérant que de nombreuses petites pièces, objets comme documents, sont actuellement vendues soit par des particuliers via des sites à enchères sur internet ou à l'occasion de brocantes, soit par des salles de vente, ou toute autre possibilité qui se présenterait ;

Considérant que la plupart du temps, ces petites pièces sont vendues à des prix peu élevés ;

Considérant qu'il est techniquement impossible de faire prendre, préalablement à la vente, une décision du Collège, puis du Conseil lorsqu'il s'agit des types de vente précités ;

Considérant que toute acquisition de petites pièces de collection doit être prouvée par des justificatifs et que toute pièce acquise sera à porter à l'inventaire du Musée communal et à enregistrer, tous les trimestres, par le Collège des Bourgmestre et Echevins et par le Conseil communal ;

Considérant que le Musée communal aurait besoin d'un budget de € 300,00 (trois cents euro) pour ce type d'acquisitions afin de couvrir la période courant du début du mois de janvier jusqu'à l'approbation du budget communal par les Autorités de Tutelle ;

Considérant que les crédits nécessaires sont inscrits à l'article 7625/749-51 du budget extraordinaire de l'exercice 2012.

Vu la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins en date du 26 décembre 2012 ;

à l'unanimité, décide :

### Article 1

D'autoriser, au nom de l'Administration communale, MM. Steffens et Van Leeuw, docteurs en Histoire et respectivement Conservateur et Directeur du Musée communal, à acquérir, pour un total de € 300,00 (trois cents euro), des petites pièces de collection vendues soit par

des particuliers via des sites à enchères sur internet ou à l'occasion de brocantes, soit par des salles de vente, ou toute autre possibilité qui se présenterait.

#### Article 2

D'imputer les dépenses à l'article 7625/749–51 du budget extraordinaire de l'exercice 2012.

#### Article 3

De couvrir la dépense, jusqu'au montant de 300,00 EUR (trois cents euro), par des fonds propres.

La présente décision sera transmise à l'autorité de tutelle conformément à l'article 7 de l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative des communes de la Région de Bruxelles – Capitale.

### **30. Betreft: MoMuse - Principeakkoord over de verwerving van kleine stukken voor de collecties van MoMuse - Fase 2.**

De Gemeenteraad,

Overwegende de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 29 oktober 2004 een gemeentelijk Museum op te richten om de geschiedenis van de gemeente te beschrijven en om er het gemeentelijk cultureel patrimonium, aangekocht door de gemeente, te bewaren;

Overwegende dat een van de kerntaken van het Museum bestaat uit het verwerven van een eigen collectie, zijnde voorwerpen en documenten die een uiting zijn van de geschiedenis van de gemeente;

Overwegende dat de collectie groeit en bestaat dankzij aankopen;

Overwegende dat vele kleine objecten en documenten worden verkocht door particulieren op online veilingssites, brocantes, verkoopszalen en antiquariaten, of via elke andere mogelijkheid die zicht voordoet;

Overwegende dat deze kleine stukken meestal voor een bescheiden prijs worden verkocht;

Overwegende dat het technisch gezien onmogelijk is om, voorafgaand aan de verkoop, een beslissing te laten nemen door respectievelijk het College en de Raad, wanneer het een verkoop betreft zoals hierboven genoemd;

Overwegende dat elke aankoop van kleine collectiestukken moet gestaafd worden met bewijzen en dat elk stuk wordt ingevoerd in de inventaris van MoMuse - gemeentelijk Museum, en elke trimester moet worden geregistreerd door het College van Burgemeester en Schepenen en de Gemeenteraad;

Overwegende dat het gemeentelijk Museum een bedrag van 300,00 EUR (driehonderd euro) nodig heeft voor dit type van wervingen, teneinde een periode te dekken die loopt van begin januari tot de goedkeuring van het gemeentelijk budget door de toezichthoudende overheid.

Overwegende dat de uitgaven zijn ingeschreven onder artikel 76251749-51 van het buitengewoon budget van de begroting van 2012;

Overwegende de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 26 december 2012;

Besluit eenparig:

### Artikel 1

De heer Sven Steffens en De heer Michel Van Leeuw, doctors in de geschiedenis en respectievelijk Conservator en Directeur van het gemeentelijk Museum, toe te laten om voor een bedrag van 300,00 EUR (driehonderd euro) kleine stukken aan te kopen die worden verkocht door particulieren op online veilingssites, brocantes, verkoopszalen en antiquariaten, of via elke andere mogelijkheid die zich voordoet.

### Artikel 2

Deze uitgaven te boeken onder artikel 76251749-51 van het buitengewoon budget van de begroting 2012.

### Artikel 3

De uitgave, ten belope van 300,00 EUR (driehonderd euro) te dekken door eigen Fondsen.

Deze beslissing zal worden overgemaakt aan de toezichthoudende overheid conform artikel 7 van de Ordonnantie van 14 mei 1998 die het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest regelt.

### **31. #Objet : MoMuse - Enregistrement d'acquisitions de petites pièces pour les collections du MoMuse (avril - décembre 2012). #**

Le Conseil communal,

Considérant que le Collège des Bourgmestre et Echevins du 29 octobre 2004 a décidé la création d'un Musée communal permettant de retracer l'histoire de Molenbeek-Saint-Jean et d'y préserver le patrimoine culturel acquis par la commune ;

Considérant qu'une des missions fondamentales du Musée communal consiste en la constitution d'une collection propre d'objets et de documents en rapport avec l'histoire de la commune ;

Considérant que le Conseil communal du 26 janvier 2012 (12/01/26/A/033) a approuvé le mode d'acquisition proposé par le Musée communal pour l'acquisition de petites pièces vendues via internet, des salles de vente ou à des brocantes ;

Considérant que le Musée communal s'engage à l'enregistrement trimestriel des petites pièces de collection ainsi achetées ;

Considérant que 102 pièces ou lots ont été achetés, durant les 3 derniers trimestres de l'année 2012, pour un total de € 1.868,99 (mille huit cent soixante-huit euro et nonante-neuf cents) ;

Considérant que le Musée communal a répertorié les petites pièces précitées et décrites dans la liste ci-jointe.

Vu la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins en date du 16 janvier 2013 ;

à l'unanimité, décide :

### Article unique

De porter les acquisitions figurant sur la liste jointe à la présente délibération à l'inventaire du Musée communal.

La présente décision sera transmise à l'autorité de tutelle conformément à l'article 7 de l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative des communes de la Région de Bruxelles – Capitale.

**31. Betreft: MoMuse - Registratie van de verwerving van kleine collectiestukken voor de collecties van MoMuse (april - december 2012).**

De Gemeenteraad,

Overwegende dat het College van Burgemeester en Schepenen van 29 oktober 2004 beslist heeft om een gemeentelijk Museum op te richten om de geschiedenis van de gemeente te beschrijven en om er het gemeentelijk cultureel patrimonium, aangekocht door de gemeente, te bewaren;

Overwegende dat een van de basisopdrachten van MoMuse – Gemeentelijk Museum bestaat uit het vormen van een eigen collectie voorwerpen en documenten die verband houden met de geschiedenis van de gemeente;

Overwegende dat de Gemeenteraad van 26 januari 2012 (12/01/26/A/033) zijn goedkeuring heeft gegeven aan de manier, voorgesteld door het gemeentelijk Museum, van verwerving van kleine collectiestukken die te koop worden aangeboden via internet, veilingzalen of brocantes;

Overwegende dat het gemeentelijk Museum er zich toe verbindt de op zulke wijze gekochte collectiestukken trimesterieel te registreren;

Overwegende dat tijdens de 3 laatste trimesters van de jaar 2012, 102 stukken werden aangekocht voor een totaal bedrag van € 1.868,99 (duizend achthonderd achtenzestig euro en negennegentig eurocent);

Overwegende dat het gemeentelijk Museum de genoemde kleine collectiestukken in bijgevoegde lijst heeft gerepertorieerd;

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 16 januari 2013;

Besluit eenparig:

Enkel Artikel

De verworven collectiestukken, gerepertorieerd in lijst in bijlage bij deze beraadslaging, toe te voegen aan de inventaris van het gemeentelijk Museum.

Onderhavige beslissing zal overeenkomstig artikel 7 van de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest overgemaakt worden.

	A	B	C	D	E	F
1	<b>Petites acquisitions avril-décembre 2012</b>					
2						
3	N° d'ordre	Description physique	N° de référence	Site d'achat	Nom du vendeur	Prix
4	69	Faire-part de décès	16 83 45 605	Delcampe	Joseph Tordoir	
5	70	Faire-part de décès	16 83 45 794	Delcampe	Joseph Tordoir	€ 14,30
6	71	Carte postale commerciale	16 47 68 678	Delcampe	Jean-Christophe Lefevre	€ 2,80
7	72	Planche d'architecture	16 60 02 632	Delcampe	Janine Moons	
8	73	Planche d'architecture	16 60 03 135	Delcampe	Janine Moons	€ 14,50
9	74	Carton publicitaire	16 72 36 913	Delcampe	Luk Van Elsen	€ 12,70
10	75	Badge ancien	310 391 458 528	Ebay	Fabrice Volckaert	€ 9,86
11	76	Carton publicitaire	16 72 10 267	Delcampe	Marc Simons	€ 5,80
12	77	Faire-part de décès	16 94 10 586	Delcampe	Joseph Tordoir	
13	78	Faire-part de décès	16 94 11 147	Delcampe	Joseph Tordoir	€ 10,60
14	79	Souvenir mortuaire	16 90 70 663	Delcampe	Diana Ceuppens	€ 1,85
15	80	Catalogue commercial		Occasion	Florent Borgonjon	€ 25,00
16	81	Souvenir mortuaire	16 84 99 416	Delcampe	Roland Verhaest	
17	82	Souvenir mortuaire	16 84 97 05	Delcampe	Roland Verhaest	€ 12,80
18	83	Souvenir mortuaire	15 41 71 781	Delcampe	Jean-René Ornières	€ 2,90
19	84	Carte-vue	16 94 96 179	Delcampe	Jacqueline Lenaour	€ 1,11
20	85	Bas-relief en bronze		Occasion	Christian Lejon	€ 220,00
21	86	Souvenir mortuaire	16 96 57 348	Delcampe	René Cockx	
22	87	Souvenir mortuaire	16 96 57 359	Delcampe	René Cockx	€ 3,50
23	88	Carte de vœux	370 607 175 096	Ebay	Freddy Ombrouck	
24	89	Carte postale publicitaire	370 607 175 096	Ebay	Freddy Ombrouck	
25	90	Carte postale publicitaire	370 607 175 096	Ebay	Freddy Ombrouck	
26	91	Carte postale publicitaire	370 607 175 096	Ebay	Freddy Ombrouck	€ 24,00
27	92	Carte de vœux	17 22 97 150	Delcampe	Gianni Muscella	€ 13,75
28	93	Menu de 1ère communion	17 12 67 488	Delcampe	Roland Verhaest	
29	94	Menu de mariage	17 12 67 794	Delcampe	Roland Verhaest	€ 10,80
30	95	Souvenir mortuaire	17 40 65 599	Delcampe	Joseph Tordoir	€ 6,65
31	96	Perforatrice Jullien		Occasion	Jean Van de Velde	€ 300,00
32	97	Plaquette commémorative	17 44 20 696	Delcampe	Giovanna Malavasi	€ 7,30
33	98	Carte-vue	300 713 697 670	Ebay	Ronny De Wolf	€ 1,00
34	99	Carte-vue	390 422 087 834	Ebay	Philippe Dekindt	€ 10,30
35	100	Carte-vue	175 904 235	Delcampe	Bernard Guillo	
36	101	Carte-vue	175 904 507	Delcampe	Bernard Guillo	
37	102	Carte-vue	175 904 804	Delcampe	Bernard Guillo	
38	103	Carte-vue	175 904 922	Delcampe	Bernard Guillo	€ 61,00
39	104	Bon rationnement	178 976 411	Delcampe	Nadine Verbruggen	
40	105	Bon rationnement	178 976 492	Delcampe	Nadine Verbruggen	€ 5,80
41	106	Souvenir mortuaire	175 102 384	Delcampe	Roland Verhaest	€ 9,30
42	107	Camet de photos	179 602 552	Delcampe	Marc Simons	€ 20,40
43	108	Carte-vue	140 056 554	Delcampe	Patrick Durenne	€ 8,90
44	109	Photo ancienne	177 716 964	Delcampe	Myriam Locus	€ 20,60
45	110	Photos anciennes		Occasion	Guy Liebens	€ 6,70
46	111	Carte-vue	179 404 448	Delcampe	Patrick De Sobrie	€ 9,80

	A	B	C	D	E	F
1	<b>Petites acquisitions avril-décembre 2012</b>					
2						
3	N° d'ordre	Description physique	N° de référence	Site d'achat	Nom du vendeur	Prix
47	112	N° de périodique	151 177 892	Delcampe	Amand Collard	€ 11,60
48	113	Carte-vue	176 991 468	Delcampe	Lucien Bacoux	
49	114	Carte-vue	176 992 132	Delcampe	Lucien Bacoux	€ 20,00
50	115	Souvenir mortuaire	178 034 043	Delcampe	Diana Ceuppens	€ 3,70
51	116	Carte-vue	177 015 680	Delcampe	Eduard Verachtert	€ 34,80
52	117	Carte-vue	290 095 795 510	Ebay	Pieter A. Le Clerck	€ 9,96
53	118	N° de périodique	350 575 579 441	Ebay	Eddy Prévot	€ 10,75
54	119	Barratte ancienne	180 921 092 836	Ebay	Gilbert Duperron	€ 92,50
55	120	Document commercial	18 23 98 663	Delcampe	Nadine Verbruggen	€ 9,10
56	121	Carte postale commerciale	18 10 31 754	Delcampe	Bruno Mazetti	€ 9,00
57	122	Photo ancienne	261 077 588 041	Ebay	Hannelore Kudlek	€ 6,00
58	123	Carte-vue	17 88 01 839	Delcampe	Lucien Bacoux	€ 9,00
59	124	Carte-vue	261 092 028 233	Ebay	Rita Bettremieux	€ 7,49
60	125	Carte-vue	18 30 63 827	Delcampe	Willy Balasse	€ 11,30
61	126	Carte-vue	18 44 31 037	Delcampe	Marie Arlette Jeetoo	
62	127	Carte-vue	18 44 31 747	Delcampe	Marie Arlette Jeetoo	
63	128	Carte-vue	18 44 32 112	Delcampe	Marie Arlette Jeetoo	
64	129	Carte-vue	18 44 32 553	Delcampe	Marie Arlette Jeetoo	
65	130	Carte-vue	18 44 32 553	Delcampe	Marie Arlette Jeetoo	€ 77,90
66	131	2 photos	18 21 31 012	Delcampe	Myriam Locus	€ 3,80
67	132	Faire-part de décès	18 77 84 655	Delcampe	Joseph Tordoir	
68	133	Faire-part de décès	18 77 86 263	Delcampe	Joseph Tordoir	
69	134	Faire-part de décès	18 78 02 458	Delcampe	Joseph Tordoir	
70	135	Faire-part de décès	18 78 13 190	Delcampe	Joseph Tordoir	€ 69,15
71	136	Carte photo	18 61 32 746	Delcampe	Eric Ardans	€ 42,00
72	137	Carte-vue	96 06 87 01	Delcampe	Angelo Ucheddu	€ 3,20
73	138	Carte-vue	53 37 45 39	Delcampe	Philippe Doucet	€ 3,30
74	139	Carte-vue	18 68 03 091	Delcampe	Eric Leleux	€ 45,75
75	140	Carte photo	18 64 30 578	Delcampe	Maurice Muniken	€ 40,70
76	141	Carte-vue	18 63 40 654	Delcampe	Jacques Seret	€ 7,75
77	142	Carte-vue	1755 08 50	Delcampe	François Frédéric	€ 5,25
78	143	Lot de cartes postales	18 72 24 263	Delcampe	Bruno Leonard	€ 11,80
79	144	Carte-vue	16 29 48 388	Delcampe	Arnaud Cousinne	€ 3,50
80	145	Carte de visite	18 95 45 739	Delcampe	Jean-Claude Duvivier	€ 18,80
81	146	Souvenir mortuaire	18 25 58 189	Delcampe	Georges Legros	€ 7,80
82	147	Guy Mossiat	48 19 09 75	Delcampe	Guy Mossiat	€ 12,00
83	148	Gravure	130 780 923 042	Ebay	Bernard De Coen	€ 27,01
84	149	Carte-vue	18 38 60 363	Delcampe	Sylvie Derboven	€ 0,80
85	150	Photo ancienne	18 99 10 870	Delcampe	Pascal Kerger	
86	151	Carte d'identité ancienne	18 99 10 955	Delcampe	Pascal Kerger	
87	152	Photo ancienne	19 01 75 667	Delcampe	Pascal Kerger	
88	153	Photo ancienne	19 01 75 880	Delcampe	Pascal Kerger	

	A	B	C	D	E	F
1	<b>Petites acquisitions avril -décembre 2012</b>					
2						
3	N° d'ordre	Description physique	N° de référence	Site d'achat	Nom du vendeur	Prix
89	154	Photo ancienne	19 01 76 028	Delcampe	Pascal Kerger	
90	155	Photo ancienne	19 01 76 112	Delcampe	Pascal Kerger	
91	156	Photo ancienne	19 01 76 188	Delcampe	Pascal Kerger	
92	157	Photo ancienne	19 01 76 304	Delcampe	Pascal Kerger	
93	158	Photo ancienne	19 01 76 427	Delcampe	Pascal Kerger	
94	159	Photo ancienne	19 01 76 626	Delcampe	Pascal Kerger	€ 122,40
95	160	Carte-vue	53 45 95 46	Delcampe	Jan Baete	€ 10,80
96	161	Chanson d'occasion	19 05 41 220	Delcampe	René Cockx	€ 4,75
97	162	Image pieuse	14 17 07 275	Delcampe	Pierre Santy	€ 2,15
98	163	Carte de visite	370 669 233 387	Ebay	Guido Hermans	€ 3,60
99	164	Carte-vue	18 86 69 093	Delcampe	Silvana Dehalleux	€ 6,00
100	165	Carton publicitaire	15 03 08 884	Delcampe	Eric Dubois	€ 2,70
101	166	Photo ancienne	19 26 00 563	Delcampe	Locus Productions	€ 5,00
102	167	Tableau au pastel		Occasion	Eddy Vervliet	€ 200,00
103	168	Photo ancienne	19 61 75 735	Delcampe	Michel Buis	
104	169	Photo ancienne	19 61 76 665	Delcampe	Michel Buis	€ 19,16
105	170	Carte de fantaisie	19 60 98 598	Delcampe	Elisabeth Dujardin	€ 17,70
106	171	Photo ancienne	19 98 62 474	Delcampe	Joseph Tordoir	€ 5,00
107	<b>Total</b>					<b>€ 1.868,99</b>

**La proposition de motion introduite par Madame Olivia P'Tito relative aux invendus alimentaires, est renvoyée vers un groupe de travail composé des chefs de groupes des partis démocratiques.**

**Het voorstel van motie ingediend door Mevrouw Olivia P'Tito betreffende onverkochte voedingswaren, wordt doorverwezen naar een werkgroep, die samengesteld is uit de fractieleiders van de democratische partijen.**

**120. #Objet : Secrétariat communal - Motion introduite par Monsieur De Block, Conseiller communal, relative à l'augmentation des tarifs STIB / Gemeentelijk secretariaat - Motie ingediend door Mijnheer De Block, Gemeenteraadslid, betreffende de stijging van de tarieven van het MIVB.**

Le Conseil communal,

Prend connaissance de la proposition de motion introduite par Monsieur De Block, Conseiller communal, relative à l'augmentation des tarifs STIB, dont le texte suit :

« Le gouvernement de la Région Bruxelles-Capitale a adopté le 20 décembre dernier la nouvelle grille tarifaire 2013 de la STIB. Il ressort de cette dernière une nouvelle augmentation moyenne des tarifs du transport public bruxellois. Concrètement, les tarifs auront augmenté de 7,45 % en deux ans.

La commune de Molenbeek-Saint-Jean est une des communes bruxelloises dont la population n'a le moins de revenus. Ces augmentations successives vont à l'encontre d'une mobilité durable et pour tous. Ces nouveaux tarifs limitent le droit à la mobilité pour les revenus moyens et bas en ces temps de crise. En particulier, les personnes âgées voient leur abonnement passer de 0 euro à 60 euros alors que le risque de pauvreté est le plus élevé chez les plus de 65 ans (20,2 % pour une moyenne de 15,3 %) et qu'elles sont les plus touchées par des problèmes de mobilité. Un deuxième groupe qui risque d'être touché, sont les jeunes ne suivant plus des études, mais n'ayant pas encore de travail (et donc de revenu) stable. L'étude « Jeunes en ville, Bruxelles à dos ? » (2008) démontre l'inégalité quant à l'utilisation des transports en public des jeunes (e.a.) molenbeekoïses, et une augmentation ne contribuera certainement au « décloisonnement des quartiers » espéré par la nouvelle majorité.

La nouvelle majorité devra élaborer – dans le cadre de sa note de politique générale 2012-2018, et plus particulièrement dans son Plan Communal de Mobilité – un cahier de revendications à l'égard des opérateurs de transports en commun afin d'améliorer la mobilité des Molenbeekoïses, comme c'était le cas pour le plan communal de mobilité précédent :

La Commune peut dès lors développer et soutenir une série de demandes et de recommandations touchant à l'amélioration des transports en commun. C'est cette logique qui est soutenue dans le PCM." (PCM Molenbeek-Saint-Jean, p51).

Sur base de ces constats et des intérêts des Molenbeekoïses, la commune de Molenbeek-Saint-Jean :

- marque son opposition à l'augmentation successive des tarifs de la STIB en ce sens qu'elle constitue un nouveau frein à la mobilité des Molenbeekoïses ;
- dénonce l'incohérence de ces augmentations au regard de l'engagement formulé dans l'accord de gouvernement 2009-2014 de la Région de Bruxelles-Capitale du 12 juillet 2009, engagement tendant à l'extension de la gratuité des tarifs de la STIB ;
- appelle la Région bruxelloise à développer une politique de promotion du transport public par le biais de tarifs fortement réduits et à étudier sérieusement les possibilités d'étendre la gratuité de celui-ci à Bruxelles.

Par 5 OUI, 19 NON, 16 abstentions, décide :

Article unique

De rejeter cette proposition de motion.

**121. Objet : Secrétariat communal - Demande d'interpellation déposée par Monsieur Vossaert, Conseiller communal, relative à l'utilisation des infrastructures sportives communales par le club du FC Bleid-Molenbeek / Gemeentelijk secretariaat - Verzoek om interpellatie ingediend door de Heer Vossaert, Gemeenteraadslid, betreffende het gebruik van de gemeentelijke sportinfrastructuur door de club FC Bleid-Molenbeek.**

Le Conseil communal,

Entend Monsieur Vossaert dans la lecture de son interpellation dont le texte suit :

*Dans la presse du 16 janvier 2013, et ce suite à une interpellation au Conseil communal de la ville de Bruxelles du nouvel échevin des sports, nous apprenons que le club de football FC Bleid-Molenbeek n'a pas payé une facture d'un montant de 1000 euros au sujet de la location des terrains.*

*Par ailleurs, nous apprenons qu'une convention existe entre la ville de Bruxelles et le club pour occuper ses installations jusqu'au mois de mars 2013. La prolongation de ladite convention sera, selon l'échevin des sports de la ville de Bruxelles, conditionnée par le paiement de cette facture.*

*Sachant que le club du FC Bleid-Molenbeek occupe les installations sportives communales de Molenbeek-Saint-Jean depuis le début de la saison sportive pour ses séances d'entraînement, je souhaite, Monsieur l'Echevin vous interroger sur les points suivants :*

*- Une convention d'occupation des installations sportives est-elle conclue entre la commune de Molenbeek-Saint-Jean et le club FC Bleid-Molenbeek? Dans l'affirmative, quelles sont conditions reprises dans cette convention ? De quelle durée est cette convention ? Des frais de location de terrains sont-ils demandés au club ?*

*- Le projet de collaboration entre le FC Bleid-Molenbeek, le FC Brussels et l'ASBL « Ecole de formation des jeunes de Molenbeek-Saint-Jean » est-il encore d'actualité ?*

*Je vous remercie pour vos réponses.*

*Michaël VOSSAERT*

*Le 16 janvier 2013*

Entend le Collège dans sa réponse.

**122. Objet : Secrétariat communal - Interpellation déposée par Monsieur Vossaert, Conseiller communal, relative au lancement d'une carte des sites à visiter dans la commune / Gemeentelijk secretariaat - Interpellatie ingediend door de Heer Vossaert, Gemeenteraadslid, betreffende de invoering van een kaart van de locaties in de gemeente die kunnen worden bezocht.**

Le Conseil communal,

Entend Monsieur Vossaert dans la lecture de son interpellation, dont le texte suit :

Le 15 janvier 2013, la presse fait écho d'un projet initié par la commune qui lancerait une carte touristique reprenant les lieux intéressants à visiter dans la commune de Molenbeek-Saint-Jean.

Selon l'échevine en charge du tourisme, plusieurs initiatives sont prévues. D'une part, une mise à jour de la carte de Molenbeek-Saint-Jean qui reprend les points intéressants à visiter dans la commune mais également une carte des restaurants présents sur le territoire. D'autre part, le projet prévoirait la possibilité d'organiser des parcours touristiques et de collaborer avec VisitBrussels.

Par conséquent, je souhaite interroger le Collège sur les points suivants :

- Quid de la collaboration avec VisitBrussels? Quels sont les contacts qui ont été pris avec l'agence de communication du tourisme de la Région de Bruxelles ?
- Quelle est l'estimation des coûts de ce projet ?
- Une campagne d'information sera-t-elle prévue ?
- Quels sont les critères choisis pour sélectionner les restaurants et sites à visiter?

Je vous remercie pour vos réponses.

Michaël VOSSAERT

Le 18 janvier 2013

Entend le Collège dans sa réponse.

**123. Betreft: Gemeentelijk secretariaat - Interpellatie ingediend door Mijnheer Van Damme, betreffende GOMB-kantoorgebouw Lavoisier al anderhalf jaar leeg / Secrétariat communal - Interpellation déposée par Monsieur Van Damme, relative à l'immeuble Lavoisier vide depuis 1,5 ans.**

De Gemeenteraad,

Hoort Mijnheer Van Damme in de voordracht van zijn interpellatie, waarvan de inhoud volgt:

*In 2012 zijn in Brussel 11 procent meer vierkante meter kantoren verhuurd of verkocht dan in 2011. Ondanks deze heropleving van de kantoormarkt staat het hypermoderne 'Lavoisier'-kantoorgebouw van de GOMB anderhalf jaar na de opening nog altijd nagenoeg leeg.*

*De Gewestelijke Ontwikkelingsmaatschappij voor het Brussels Hoofdstedelijk Gewest (GOMB) renoveerde een oude tabaksfabriek tot het moderne kantorencomplex 'Lavoisier' dat tot 500 mensen kan tewerkstellen. Een geslaagd reconversieproject, maar door een gebrek aan strategie om ondernemers aan te trekken zijn na anderhalf jaar nog maar twee van de tweeëntwintig modules verhuurd. 10.000 m2 kantooruimte blijft onbenut. De ligging is immers niet evident. de site is goed bereikbaar maar kantoren buiten het centrum raken moeilijk verhuurd. Ook de slechte reputatie van Molenbeek speelt mogelijk een rol zeggen vastgoedspecialisten.*

*Ondertussen zijn jonge ondernemers continu op zoek zijn naar betaalbare kantooruimte. Molenbeek mag niet bij de pakken blijven in een tijd dat steden concurreren om innovatieve sectoren en ondernemers aan zich te binden. Lavoisier vormt hier een gedroomde opportuniteit. Waarom zorgen we er bijvoorbeeld niet voor dat Lavoisier aansluit op de gewestelijke innovatiestrategie door actief op zoek te gaan naar jonge ondernemers in de prioritaire sectoren zoals ICT, de biomedische sector of leefmilieu?*

*Als traditionele bedrijven niet geïnteresseerd zijn, moeten we jonge, creatieve ondernemers aantrekken die zich niet laten afschrikken door de locatie. Ook de gemeente Molenbeek zal daar de vruchten van plukken.*

*Ik geef alvast enkele voorstellen om creatief talent aan te trekken: men kan startende ondernemers tijdelijk korting geven op de huurprijs. Men zal hier niets aan verliezen aangezien de kantoren vandaag helemaal niets opbrengen. We kunnen jonge ondernemers ook aantrekken door de kantoren flexibel in te richten en kruisbestuiving tussen starters te ondersteunen via een stimulerende co-working-omgeving. Lavoisier kan zelfs extra diensten voor starters aanbieden, zoals hulp bij de administratie en boekhouding, zoals het 'Dansaertcentrum' in hartje Brussel. In dialoog met het gewest kan een loket voor lokale economie worden voorzien en kunnen we ondernemers met een zwakker profiel specifiek begeleiden. Jonge werklozen met ondernemerstalent of nieuwkomers met talenten en competenties die op de reguliere arbeidsmarkt niet erkend worden. Door Lavoisier om te vormen tot een creatief ondernemerscentrum kan Brussel een dubbele winst boeken: Lavoisier wordt verhuurd én startende, innoverende ondernemers vestigen zich in Brussel.*

*Mijn vragen:*

*is het college zich bewust van de problematiek van de onbenutte ruimte op de Lavoisier site? Heeft het college hierover al contact genomen met het Gewest om te kijken wat hieraan kan gedaan worden?*

*Welke acties onderneemt het college vandaag al om jonge, startende ondernemingen aan te trekken naar Molenbeek en naar de Lavoisier site in het bijzonder?*

*Kan het college voor de gemeenteraadsleden een bezoek organiseren aan de Lavoisier site?*

Hoort het College in zijn antwoord.

**125. Objet : Secrétariat communal - Interpellation déposée par Monsieur De Block, Conseiller communal, relative à la violence policière envers le mineur Moad Touile. / Gemeentelijk secretariaat - Interpellatie ingediend door de Heer De Block, Gemeenteraadslid, betreffende het geweld dat de politie heeft gebruikt tegen de minderjarige Moad Touile.**

Le Conseil communal,

Entend Monsieur De Block dans la lecture de son interpellation dont le texte suit :

*Le témoignage de Moad est interpellant. Si ne fut-ce que la moitié de ce qu'il décrit est vrai, la commune de Molenbeek et la police de Molenbeek ont un problème.*

*Est-ce que Madame la bourgmestre, en tant que responsable politique de la police, sait nous expliquer ce qui s'est passé exactement?*

*Si certains faits, décrits par Moad s'avèrent être vrais, certains policiers ont dépassé les limites de la loi. Si cela a été le cas, quelles sont les mesures et sanctions prises envers ces agentes de police?*

*Quelles sont les mesures à long terme que la bourgmestre compte prendre vis-à-vis la police pour éviter des cas semblables?*

*Depuis quelques temps, j'ai écho qu'il y aurait des autres cas (le quartier autour de Beekkant et Gare d'Ouest semblerait plus touché):*

*Combien de plaintes ont été déposés en 2012 aux services de contrôle (contrôle interne, inspection générale) qui concernent des faits de violences illégitime ou insultes (racistes) de la part de la police sur le territoire molenbeekoïse?*

*Est-ce qu'il y a une évolution?*

*Est-ce qu'il y a plus de plaintes liées à un ou plusieurs quartiers spécifiques?*

Entend le Collège dans sa réponse.

**126. Objet : Secrétariat communal - Interpellation déposée par Monsieur Ikazban, Conseiller communal, relative à l'arrestation du jeune Moad Touile / Gemeentelijk secretariaat - Interpellatie ingediend door Mijnheer Ikazban, Gemeenteraadslid, betreffende de arrestatie van Moad Touile.**

Le Conseil communal,

Entend Monsieur Ikazban dans la lecture de son interpellation, dont le texte suit :

*Madame La Bourgmestre,*

*Nous apprenons l'arrestation le 11 janvier dernier à 18h30 du jeune MOAD TOUILE 14 ans.*

*D'après les éléments en notre possession, nous apprenons qu'on parle d'arrestation arbitraire, d'insultes à caractère raciste et de coups etc . . .*

*Évidemment la violence reste inadmissible d'autant plus qu'il s'agit ici d'un mineur d'âge.*

*Nous apprenons également que la famille avec l'aide d'un avocat a déposé plainte avec constitution de partie civile.*

*Aujourd'hui je ne veux pas m'adresser à vous en tant que Chef de la police mais plutôt comme Bourgmestre de la commune de Molenbeek-Saint-Jean et vous poser les questions suivantes.*

*Comment avez vous géré cette situation en tant que Bourgmestre de Molenbeek ?*

*Quelle a été votre attitude vis à vis de la police et de la famille qui est molenbeekoise?*

*Avez-vous vraiment interdit le rassemblement que la famille souhaite organiser ?*

*Avez-vous proposé à la famille l'intervention du SCAV ? Si oui à quel moment ? Si non pourquoi ?*

*Je vous remercie d'avance pour vos réponses*

Entend le Collège dans sa réponse.

**127. Objet : Secrétariat communal - Interpellation déposée par Monsieur Ikazban, Conseiller communal, relative au déneigement des voiries communales.**

Le Conseil communal,

Entend Monsieur Ikazban dans la lecture de son interpellation, dont le texte suit :

*Madame La Bourgmestre,*

*Le 15 janvier matin nous découvrons tous et toutes que Molenbeek est recouvert d'un joli manteau blanc.*

*En réalité, la neige est tombée des le 14 janvier au soir.*

*Même si, personnellement, j'aime beaucoup la neige, je me dois de vous poser les questions suivantes:*

*Tout d'abord, je dois féliciter la Région pour l'épandage des voiries régionales.*

*Néanmoins et je ne veux pas accabler la commune mais il me semble que pour une neige annoncée de longue date par la météo, il y avait moyen de faire beaucoup mieux.*

*Comment la commune organise t elle son épandage ?*

*Pensez-vous que la synchronisation de la diffusion du sel a fait défaut ?*

*Comment allez-vous améliorer l'épandage la prochaine fois ? Allez-vous, vous inspirer de l'expérience de la région ?*

*Nous pensons qu'il faut également dégager les abords des écoles, des crèches et l'accès au métro allez-vous prendre des dispositions dans ce sens dorénavant ?*

*Je vous remercie d'avance pour vos réponses*

*Jamal Ikazban*

Entend le Collège dans sa réponse.

**Ainsi fait et délibéré en séance,  
Aldus gedaan en beraadslaagd in zitting,**

**Le Secrétaire communal,  
De Gemeentesecretaris,**

**Le Président,  
De Voorzitter,**

**Jacques DE WINNE.**

**Michel EYLENBOSCH.**